

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

CAMEROON HOTELS CORPORATION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

CAMEROON HOTELS CORPORATION

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°002/AONO/CHC/HILTON/CIPM/2025 DU 05/05/2025 POUR L'ACQUISITION ET LE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR AU HILTON HOTEL DE YAOUNDE EN PROCEDURE D'URGENCE

MAITRE D'OUVRAGE : DIRECTEUR GENERAL p.i DE LA CHC SA

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT CHC SA, EXERCICE 2025

IMPUTATIONS : CHC25-2345H600

MAI 2025

TABLE DES MATIÈRES

<i>Pièce n°1</i>	<i>: L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) en français et en anglais signé par l'Autorité Contractante</i>	<i>3</i>
<i>Pièce n°2</i>	<i>: Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)</i>	<i>14</i>
<i>Pièce n°3</i>	<i>: Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)</i>	<i>49</i>
<i>Pièce n°4</i>	<i>: Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)</i>	<i>65</i>
<i>Pièce n°5</i>	<i>: Le Cahier des Spécifications Techniques (CST)</i>	<i>94</i>
<i>Pièce n°6</i>	<i>: Le cadre du Bordereau des Prix</i>	<i>128</i>
<i>Pièce n°7</i>	<i>: Le cadre du Détail Quantitatif et Estimatif</i>	<i>142</i>
<i>Pièce n°8</i>	<i>: Le cadre du Sous-détail des prix</i>	<i>146</i>
<i>Pièce n°9</i>	<i>: Le modèle de marché</i>	<i>148</i>
<i>Pièce n°10</i>	<i>: Modèles à utiliser par les soumissionnaires</i>	<i>153</i>
<i>Pièce n°11</i>	<i>La Charte d'intégrité</i>	<i>170</i>
<i>Pièce n°12</i>	<i>Engagement social et environnemental</i>	<i>176</i>
<i>Pièce n°13</i>	<i>: Le justificatif des études préalables à remplir par le Maître d'Ouvrage</i>	<i>179</i>
<i>Pièce n°14</i>	<i>: La liste des établissements bancaires et organismes financiers de Premier rang agréés par le Ministre en charge des finances, autorisés à émettre les cautionnements dans le cadre des marchés publics, à insérer par l'Autorité Contractante.</i>	<i>195</i>

PIECE N° 1 :

**Avis d'Appel d'Offres
(AAO)**



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°002/AONO/CHC SA/HILTON/CIPM/2025 DU 05/05/2025
POUR L'ACQUISITION ET LE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR
AU HILTON HOTEL DE YAOUNDE, EN PROCEDURE D'URGENCE.

Financement : Budget d'Investissement de la CHC, Exercice budgétaire 2025.

Imputations : CHC2345H600

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du remplacement de l'autocommutateur du Hilton hôtel dont le cycle de vie de 10 ans est arrivé à son terme ; le Directeur Général p.i de la Cameroon Hotels Corporation (CHC) S.A, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, pour l'acquisition et le remplacement de l'autocommutateur au Hilton hôtel de Yaoundé.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres comprennent pour l'essentiel la fourniture, le transport, la manutention, la mise en service et la réception de l'autocommutateur au Hilton hôtel de Yaoundé. Elles sont réparties ainsi qu'il suit:

- La livraison de fournitures et matériel selon le CST;
- L'installation de chantier ;
- Les opérations de déploiement et de mise en œuvre ;
- Les opérations de fonctionnement et mise en service des systèmes requis par le CST ;
- La formation du personnel ;
- La production de l'ensemble des livrables et de la documentation attendue.

Elles sont définies de manière détaillée dans le Cahier des Spécifications Techniques (CST).

3. Allotissement

Le présent Appel d'Offres est décliné en **un Lot unique**.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations objet du présent appel d'offres, tel qu'estimé au terme des études préalables est de **cent soixante-dix-huit millions sept cent quarante-huit mille quatre cent quatre-vingt-deux (178 748 482) francs FCFA, toutes taxes comprises.**

5. Délai(s) prévisionnel et lieu(x) de livraison

Le délai maximum prévu pour la livraison et le déploiement des équipements, objet du présent Appel d'Offres, est de **neuf (09) mois**, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant la livraison des fournitures. Le lieu de livraison est le Hilton hôtel de Yaoundé.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les **entreprises et/ou groupements d'entreprises** de droit Camerounais régulièrement installés sur le territoire national, assujetties au régime du réel, **spécialisées dans la fourniture des équipements et systèmes téléphoniques**.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget d'investissement de la CHC, Exercice 2025, **Imputation : CHC2345H600**.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission timbrée, acquittée à la main, établie par une banque de Premier Ordre, agréée par le Ministère chargé des finances ou une compagnie d'assurances figurant sur la liste de la pièce 14 du DAO, d'un montant de **cinq cent mille (500 000) Francs CFA**, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres, **accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC)**.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

La Caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre *et mentionner les noms de chacun des membres du groupement*.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Cameroon Hotels Corporation (CHC) S.A, Tel : 681 79 81 06, au Service des Approvisionnements de la CHC SA, sis au 1^{er} étage du Centre Commercial de la CHC SA, bâtiment connexe au Hilton Hôtel à Yaoundé, Boulevard du 20 mai, ou sur le site de l'ARMP www.armp.cm dès publication du présent Avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier physique d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Approvisionnements de la **CHC**, B.P. 11110 Yaoundé, **Tél. : 237 681 79 81 06**, sis au 1^{er} étage du Centre Commercial de la CHC SA, bâtiment connexe au Hilton Hôtel à Yaoundé, sis au boulevard du 20 mai, dès Publication du présent Avis, contre versement d'une somme non remboursable de **Cent mille (100 000) Francs CFA**, payable au compte spécial « **CAS – ARMP 335988** », ouvert à la BICEC-Yaoundé, ou au compte **N°97568660001ARMP RIB : 10001 06860 97568660001 28** ouvert à la BICEC, assorti d'un reçu dûment établi.

12. Remise des Offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au Service des Approvisionnements de la CHC SA, sis au 1^{er} étage du Centre Commercial de la CHC SA, bâtiment connexe au Hilton à Yaoundé, sis au boulevard du 20 mai, au plus tard le 27/05/2025 à **15H30mn** précises et devra porter la mention :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°002/AONO/CHC SA/HILTON/CIPM/2025 DU 05/05/2025
POUR L'ACQUISITION ET LE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR
AU HILTON HOTEL DE YAOUNDE, EN PROCEDURE D'URGENCE**

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Le support de publication habilité est le Journal des Marchés de l'ARMP (JDM).

Nb : Aucune mention distinctive ne doit figurer sur l'offre. A cet effet les soumissionnaires sont priés de prendre toutes les dispositions y relatives.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le à **16H30mn**, par la Commission Interne de Passation des Marchés, à la salle de réunion, sise au 3^e étage de la CHC SA, sis au Centre Commercial de la CHC SA, bâtiment connexe au Hilton Hôtel à Yaoundé, Boulevard du 20 mai.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix **dûment mandatée** même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de

moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

L'attention des Soumissionnaires est attirée sur le fait que la Commission de Passation des Marchés examinera de près les diverses composantes des offres et notamment les points suivants :

15.1 Critères éliminatoires

a) Offre administrative incomplète pour:

1. Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif au-delà de 48 heures après la date d'ouverture des offres ;
2. Absence ou non-conformité de la caution de soumission **timbrée, accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC) ;**
3. Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées.

b) Offre technique incomplète pour:

1. Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
2. Absence des fiches techniques du fabricant des fournitures proposées ;
3. Non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans les spécifications techniques du présent DAO ;
4. Non-respect de 80% des spécifications techniques mineures indiquées dans le Descriptif des fournitures du présent DAO ;
5. Absence du certificat d'origine ;
6. Absence de l'autorisation du fabricant ;
7. N'avoir pas satisfait au moins **huit (08) des dix (10) critères essentiels ;**
8. Absence de la déclaration de non abandon et de non défaillance dans l'exécution des marchés à la CHC SA au cours des cinq (05) dernières années, signée par le Maître d'Ouvrage ou son Représentant dûment mandaté ;
9. Absence de l'attestation de respect des délais d'exécution des marchés de la CHC S.A signée par le Maître d'Ouvrage ou son Représentant dûment mandaté ;
10. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
11. Absence de la déclaration d'engagement social et environnemental datée et signée.

c) Offre financière incomplète pour:

1. Omission/Absence de la lettre de soumission ;
2. Omission/Absence d'un prix unitaire quantifié ;
3. Omission/Absence d'un sous détail des prix quantifiés.

15.1 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des dix (10) critères essentiels suivants :

1. Présentation de l'offre,
2. Références du soumissionnaire,
3. Le Service après-vente,
4. Le Calendrier de livraison,
5. Preuve d'acceptation des conditions du marché,
6. Qualifications et expérience du personnel,

7. Matériels à mobiliser,
8. Délai de garantie,
9. Visite du site,
10. Capacité financière.

16. Attribution

Le Marché sera attribué au soumissionnaire justifiant des capacités techniques et financières requises et dont l'offre sera jugée la moins disante, en incluant les remises proposées, conformément aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres. Il devra satisfaire à 100% des critères éliminatoires et au moins **huit (08) des dix (10) critères essentiels**.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Visite du site

Une visite guidée du site est prévue le **12/05/2025 à 11h précises** par le Maître d'Ouvrage, après la publication du présent Avis d'Appel d'Offres.

Nb : Cette visite guidée se fera avec tous les soumissionnaires.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Approvisionnements de la CHC SA, sis au 1^{er} étage, Centre Commercial du Hilton à Yaoundé, B.P : 11110 Yaoundé, Tel : 681 798 106, **email : info@chc-sa.net**.

20. Lutte contre la corruption et les Mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou le MO/MOD au numéro 681 79 81 06.

Yaoundé, le **05/05/2025**

Ampliatiions :

- PCA/CHC SA ;
- DG p.i /CHC SA ;
- DG/HILTON ;
- P/CIPM ;
- ARMP ;
- CHRONO / ARCHIVES.

LE DIRECTEUR GENERAL p.i

MAURICE ENAMA FOU DA



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N°002/ONIT/CHC SA/HILTON/ITB/25 OF 05/05/2025 FOR THE ACQUISITION AND
REPLACEMENT OF THE PABX AT THE YAOUNDE HILTON HOTEL, UNDER
URGENCY PROCEDURE

Financing: CHC Investment Budget, Financial Year 2025.

Allocation: CHC2345H600

1. Subject of the invitation to tender

Within the framework the replacement of the PABX at the Hilton Hotel, whose 10-year lifespan has come to an end the the Acting General Manager of the Cameroon Hotels Corporation (CHC) SA, the Contracting Authority, hereby launches a National Open Invitation to Tender, under emergency procedure, for the acquisition and replacement of the PABX at the Yaoundé Hilton Hotel.

2. Nature of services

The services subject of this Invitation to Tender essentially include the supply, transportation, handling, commissioning, and acceptance of the PABX at the Yaoundé Hilton Hotel.

They are divided as follows:

- Delivery of supplies and equipment according to the Technical Specifications;
- Site installation;
- Deployment and implementation operations;
- Operation and commissioning of the systems required by the Technical Specifications;
- CHC Staff training;
- Production of all deliverables and expected documentation. These are defined in detail in the Technical Specifications Technical Specifications.

3. Tranches/Allotment

This invitation to tender is in a single Lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the services covered by this invitation to tender, as determined at the end of the preliminary studies, is one hundred and **seventy-eight million seven hundred and forty-eight thousand four hundred and eighty-two (178 748 482) FCFA**, all taxes included.

5. Estimated deadline(s) and place(s) of delivery

The maximum period planned for the delivery and deployment of the equipment covered by this Invitation to Tender is **nine (09) months**, starting from the date of notification of the Service Order instructing the delivery of the supplies. The place of delivery is the Yaoundé Hilton hotel.

This time frame runs from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to all companies and/or groups of companies under Cameroonian law, duly established on the national territory, subject to the actual tax regime, and specialized in the supply of telephone equipment and systems.

7. Funding

The services under this tender shall be financed by the CHC investment budget, Fiscal Year 2025, Budget Line: **CHC2345H600**.

8. Mode of submission

The mode of submission selected for this consultation is *offline*.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of an amount of **five hundred thousand (500 000) CFA Francs** and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids, accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC).

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a top-tier financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees within the framework of public contracts will lead to the outright rejection of the bid. A bid bond produced but unrelated to the relevant consultation is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible. The bid bond of a group of companies must be established in the name of the representative submitting the bid and must mention the names of each member of the group.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the tender file may be consulted free of charge during working hours at Cameroon Hotels Corporation (CHC) SA, Tel: 681 79 81 06, Procurement Department, located on the 1st floor of the CHC Shopping Center, adjacent building to the Hilton Hotel in Yaoundé, Boulevard du 20 mai.

11. Acquisition of tender file

The physical Tender Documents can be obtained from the Procurement Department of CHC SA, P.O. Box 11110 Yaoundé, Tel.: 237 681 79 81 06, located on the 1st floor of the CHC SA Shopping Center, adjacent building to the Hilton Hotel in Yaoundé, situated on Boulevard du 20 mai, upon publication of this Notice, against payment of a non-refundable fee of **One Hundred Thousand (100 000) FCFA**, payable to the special account “**CAS – ARMP 335988**”, opened at **BICEC-Yaoundé**, or to account **N°975686660001ARMP RIB: 10001 06860 975686660001 28** opened at **BICEC**, accompanied by a duly issued receipt.

12. Submission of bids

Each bid, written in French or English, in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies marked as such, must be received at the Procurement Department of CHC SA, located on the 1st floor of the CHC SA Shopping Center, adjacent building to the Hilton in Yaoundé, situated on Boulevard du 20 mai, no later than **27/05/2025** at **3:30 PM** sharp, and must bear the mention:

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N°002/ONIT/CHC SA/HILTON/ITB/25 OF 05/05/2025 FOR THE ACQUISITION AND
REPLACEMENT OF THE PABX AT THE YAOUNDE HILTON HOTEL, UNDER URGENCY
PROCEDURE**

“To be opened only during the bid-opening session”

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

For the case of Restricted invitation to tender (two-stage opening): it should be mentioned that in addition to the number of copies required in the financial offer, the bidder must present a copy of this financial offer, in a sealed envelope to serve as sample offer marked as such and addressed to the body in charge of the regulation of Public Contracts for preservation. Failure to present the model offer shall lead to the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, right at the opening of bids by the Tenders Board.

The authorized publication medium is the ARMP Public Procurement Journal (JDM).

N.B.: No distinctive markings should appear on the bid. To this end, bidders are requested to take all necessary measures.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase.

In any case, the opening of administrative documents, technical bids and financial offers shall take place on.....**at 4:30 PM** by the Project Owner Tenders Board in the meeting room, located on the 3rd floor of CHC SA, situated in the CHC SA Shopping Center, adjacent building to the Hilton Hotel in Yaoundé, Boulevard du 20 mai.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in the case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

15. Evaluation criteria

The attention of Bidders is drawn to the fact that the Tenders Board will closely examine the various components of the bids, and in particular the following points:

15.1 Eliminary criteria

a. Incomplete administrative bid due to:

1. Absence or non-conformity of a document in the administrative file beyond 48 hours after the bid opening date;
2. Absence or non-conformity of the stamped bid bond, accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC);
3. False declaration, fraudulent practices, or falsified documents.

b. Incomplete technical bid due to:

1. False declaration or falsified documents;
2. Absence of the manufacturer's technical specifications for the proposed supplies;
3. Non-compliance with one of the major technical specifications indicated in the technical specifications of this Tender Document;
4. Non-compliance with 80% of the minor technical specifications indicated in the Description of Supplies of this Tender Document;
5. Absence of the certificate of origin;
6. Absence of the manufacturer's authorization;
7. Failure to meet at least eight (08) of the ten (10) essential criteria;
8. Absence of the declaration of non-abandonment and non-default in the execution of contracts with CHC SA during the last five (05) years, signed by the Contracting Authority or its duly authorized representative;
9. Absence of the certificate of compliance with the execution deadlines of CHC SA contracts, signed by the Contracting Authority or its duly authorized representative;
10. Absence of the dated and signed integrity charter;
11. Absence of the dated and signed social and environmental commitment declaration.

c. Incomplete financial bid due to:

1. Omission/Absence of the letter of submission;
2. Omission/Absence of a quantified unit price;
3. Omission/Absence of a breakdown of quantified prices.

15.2 Essential criteria

The evaluation of technical bids will be based on the following ten (10) essential criteria:

1. Presentation of the bid,
2. Bidder's references,
3. After-sales service,
4. Delivery schedule,
5. Proof of acceptance of contract terms,
6. Qualifications and experience of personnel,
7. Materials to be mobilized,
8. Warranty period,
9. Site visit,
10. Financial capacity.

16. Award of contract

The Contract will be awarded to the bidder who can demonstrate the required technical and financial capabilities and whose bid is judged to be the lowest priced, including the proposed discounts, in accordance with the provisions of the Tender documents. It must meet 100% of the eliminatory criteria and at least **eight (08) of the ten (10) essential criteria**.

17. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for **ninety (90) days** from the initial deadline set for the submission of bids.

18. Site visit

A guided site visit is scheduled for **12/05/2025** at **11:00 AM** sharp by the Contracting Authority, after the publication of this Invitation to Tender.

N.B.: This guided visit will be conducted with all bidders.

19. Further information

Further information can be obtained during working hours from the Procurement Department of CHC SA, located on the 1st floor, Hilton Shopping Center in Yaoundé, P.O. Box: 11110 Yaoundé, Tel: 681 798 106, email: info@chc-sa.net.

20. Fight against Corruption and Malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or the PO at 681 79 81 06.

Yaoundé, le **05/05/2025**

Ampliatiions :

- PCA/CHC SA ;
- DG p.i /CHC SA ;
- DG/HILTON ;
- P/CIPM ;
- ARMP ;
- CHRONO / ARCHIVES.

LE DIRECTEUR GENERAL p.i

MAURICE ENAMA FOU DA

PIECE N°2 :

**REGLEMENT GENERAL
DE L'APPEL D'OFFRES
(RGAO)**

TABLE DES MATIERES

A.	Généralités	17
Article 1.	Objet de la consultation	17
Article 2.	Financement.....	17
Article 3.	Principes éthiques	17
Article 4.	Candidats admis à concourir	19
Article 5.	Fournitures et/ou services quantifiables	20
Article 6.	Documents établissant la qualification du Soumissionnaire	20
Article 7.	Visite du site des prestations	21
B.	Dossier d'Appel d'Offres	22
Article 8.	Contenu du Dossier d'Appel d'Offres.....	22
Article 9.	Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours.....	23
Article 10.	Modification du Dossier d'Appel d'Offres	24
C.	Préparation des offres	24
Article 11.	Frais de soumission.....	24
Article 12.	Langue de l'offre	25
Article 13.	Documents constituant l'offre	25
Article 14.	Montant de l'offre.....	27
Article 15.	Monnaies de soumission et de règlement	29
Article 16.	Documents attestant de l'admissibilité du Soumissionnaire	30
Article 17.	Documents attestant de l'admissibilité des fournitures	30
Article 18.	Documents attestant de la conformité des fournitures.....	30
Article 19.	Validité des offres	31
Article 20.	Reunion préparatoire à l'établissement des offres.....	32
Article 21.	Cautionnement de soumission	33
Article 22 .	Forme, format et signature de l'offre.....	34
D.	Dépôt des offres	35

Article 23.	Cachetage et marquage des offres.....	35
Article 24.	Date et heure limite de dépôt des offres	36
Article 25.	Offres hors délai	37
Article 26.	Modification, substitution et retrait des offres.....	37
E.	Ouverture des plis et évaluation des offres	38
Article 27.	Ouverture des plis et recours.....	38
Article 28.	Caractère confidentiel de la procédure	40
Article 29.	Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué.....	40
Article 30.	Détermination de la Conformité des offres et évaluation au plan technique....	41
Article 31.	Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire.....	42
Article 32.	Correction des erreurs	42
Article 33.	Conversion en une seule monnaie	43
Article 34.	Evaluation et Comparaison des offres	43
Article 35.	Marge de préférence accordée aux soumissionnaires nationaux	44
F.	Attribution du Marché	45
Article 36.	Attribution	45
Article 37.	Droit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure.....	45
Article 38.	Notification de l'attribution du marché	46
Article 39.	Publication des résultats d'attribution du marché et recours.....	46
Article 40.	Signature du marché	47
Article 41.	Cautionnement définitif	47

REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES

A. GENERALITES

Article 1- Objet de la consultation

- 1.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué tel que précisé dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un Appel d'Offres pour l'acquisition des fournitures **et/ou** services **quantifiables** [disponibles sur le marché local *ou sur le marché international*] décrits dans le présent Dossier d'Appel d'Offres et brièvement définis dans le RPAO.
Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.
- 1.2. Le Soumissionnaire retenu ou attributaire, doit livrer les fournitures et services quantifiables dans le délai prévisionnel indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.
- 1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme "jour" désigne un jour calendaire, à l'exception des jours ouvrables expressément spécifiés dans le code des marchés publics.

Article 2- Financement

La source de financement des fournitures et/ou services connexes objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3- Principes éthiques

- 3.1. Les agents relevant du service public, les soumissionnaires et les titulaires de marché, ainsi que toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la chaîne de passation, d'exécution, de contrôle et de régulation des marchés, sont soumis aux dispositions des lois et règlements interdisant les actes de corruption, les manœuvres frauduleuses, les pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, les conflits d'intérêts, les délits d'initiés et les complicités.

A cet égard, ils souscrivent la charte d'intégrité dont le modèle est joint en annexe du présent Dossier d'Appel d'Offres (pièce 10).

En vertu de ces principes, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

a) définit, aux fins de cette clause, les expressions de la manière suivante :

- i. Est convaincu d'acte de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché

- ii. Se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché.
- iii. Sont convaincus de « pratiques collusoires » deux ou plusieurs soumissionnaires qui s'entendent dans le but de maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence
- iv. Se livre à des « pratiques coercitives », quiconque porte atteinte aux personnes ou à leurs biens ou profère des menaces à leur encontre de manière directe ou indirecte, afin d'influencer leurs actions au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché
- v. Se livre aux « pratiques obstructives », quiconque commet des actes visant à la destruction, la falsification, l'altération ou la dissimulation des preuves sur lesquelles se fonde une enquête ou toutes fausses déclarations faites aux enquêteurs ou bien toute menace, harcèlement ou intimidation à l'encontre d'une personne aux fins de l'empêcher de révéler des informations relatives à une enquête, ou bien de poursuivre celle-ci.
- vi. Le « conflit d'intérêt » désigne toute situation dans laquelle le titulaire d'un marché ou surveillant des procédures de passation et /ou de l'exécution du marché pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un marché conclu par le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage Délégué, d'une affectation ou toute situation dans laquelle il a des intérêts personnels ou financiers suffisant pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter défavorablement son jugement.
- vii. -Les Présidents, membres, secrétaires et experts des commissions des marchés publics, sous – commission d'analyse et responsables chargés des marchés sont astreints à l'obligation de réserve et de discrétion.
Ils doivent s'abstenir de toute action de nature à compromettre leur objectivité et, dans tous les cas, ne disposer d'aucun intérêt financier, personnel ou autre lié au marché e examen.
- viii. En cas de conflit d'intérêt, les Présidents, les Experts et les membres des Commission de Passation des Marchés et des Commission de Contrôle des Marchés et ceux des sous commissions d'analyse, ainsi que les Observateurs indépendants doivent le signaler par écrit au Maître d'Ouvrage, ou au Président de la Commission de passation des marchés publics sous peine des sanctions prévues par la réglementation en vigueur. Dans ce cas, il est alors pourvu à leur remplacement pour les marchés concernés.
- ix. La complicité s'entend de :
 - L'omission ou la négligence d'effectuer les contrôles ou de donner les avis techniques prescrits ;
 - L'abstention volontaire de porter à la connaissance du Maître d'ouvrage ou de l'autorité compétente, les irrégularités constatées lors de la réalisation de ses missions.
- b. rejettera toute proposition d'attribution, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption, de conflit

d'intérêt, de complicité ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives pour l'attribution de ce marché.

- 3.2. L'Autorité chargée des marchés publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (02) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire ou cocontractant de l'Administration pour trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de complicité, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans son offre, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.
- 3.3. L'Autorité chargée des Marchés Publics, peut prendre à l'encontre des acteurs publics reconnus coupables de violation des dispositions du Code des Marchés Publics, une décision d'interdiction d'intervenir dans la passation et le suivi de l'exécution des Marchés Publics pendant une période n'excédant pas deux (2) ans.

Article 4- Candidats admis à concourir

4.1. En dehors de l'appel d'offres restreint qui s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification et/ou ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelé dans le RPAO, en règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les soumissionnaires, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité ci-après :

- a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement, le cas échéant;
- b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt dans les conditions ci-après :
 - i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;
 - ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous- traitants dans plus d'une offre ;
 - iii. Est dans le cadre d'un même appel d'offres, représentant légal d'un autre soumissionnaire ; au présent appel d'offres ;
 - iv. Est affilié à un groupe ou entité que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a recruté ou envisage de recruter pour participer au contrôle ;
 - v. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué participe au capital du soumissionnaire de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ;

- c. Une personne morale de droit public si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) gérée selon les règles de la comptabilité privée et (iii) n'est pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des marchés publics.
 - d. Les organisations de la société civile et les Etablissements publics à condition que les prix proposés soient concurrentiels, c'est-à-dire, qu'ils aient été déterminés(i) en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects concourant à la formation du prix de la prestation objet du contrat et(ii) qu'ils n'ont pas bénéficié, dans la détermination de ce prix, des avantages découlant des ressources qui leurs sont attribuées au titre de leurs missions de service public.
- 4.2. L'appel d'offres est ouvert/ou restreint selon les spécifications du RPAO à tous les soumissionnaires qui remplissent les conditions ci-après :
- a. Ne pas être en état de liquidation judiciaire ou en faillite;
 - b. Ne pas être frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international ;
 - c. Souscrire aux déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur.
- 4.3 Pour soumissionner par voie électronique via COLEPS ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.
- 4.4. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification et/ou à ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelée dans le RPAO.

Article 5- Fournitures et/ou services quantifiables

- 5.1. Le terme « **fournitures** » désigne tous les produits, matières premières, machines, équipements et tous autres matériaux que le Fournisseur est tenu de livrer en exécution du Marché. Le terme « **services quantifiables** » désigne notamment les prestations de services concernant entre autres, le gardiennage, le nettoyage ou l'entretien des édifices publics ou des espaces verts, l'entretien ou la maintenance des matériels et équipements de bureau ou d'informatique, l'assurance, à l'exclusion de l'assurance maladie etc. ...

Article 6- Documents établissant la qualification du Soumissionnaire

- 6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :
- a. Produire un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire ;

- b. Fournir les documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire selon la liste prévue dans le RPAO et comprenant notamment, toutes les informations qui leur sont demandées dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. La production de l'extrait des bilans certifiés faisant ressortir le chiffre d'affaires et les résultats ;
- ii. L'accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières;
- iii. Les marchés exécutés ;
- iv. La disponibilité du matériel indispensable.
- v. Le certificat de catégorisation pour les prestataires de fourniture et services quantifiable, le cas échéant.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a. L'offre devra inclure pour chacun des fournisseurs, tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement;
- b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme;
- d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué pour l'exécution du marché ;
- e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un compte unique. En cas de groupement conjoint, les tâches de chaque membre doivent être précisées et chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans son propre compte.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

Article 7- Visite du site des prestations

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des prestations et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des prestations. Cette visite lorsqu'elle est exigée dans le RPAO, doit être sanctionnée par une attestation de visite du site signée sur l'honneur par le soumissionnaire, faisant ressortir une description du site ainsi que les observations sur les conditions d'exécution des prestations. Les coûts liés à la visite du site sont à la

charge du Soumissionnaire.

- 7.2. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est tenu d'autoriser le Soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, de toute responsabilité pouvant en résulter. Le soumissionnaire demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.
- 7.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut organiser une visite du site des prestations et / ou une réunion préparatoire à l'établissement des offres.

B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Article 8- Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

8.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures et /ou services quantifiable faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entreprises et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO. Il comprend les documents énumérés ci-après :

- Pièce n° 0 : La lettre d'invitation à soumissionner (en cas d'Appels d'Offres Restreints) ;
- Pièce n°1 : l'Avis d'Appel d'Offres rédigé en français et en anglais (AAO)
- Pièce n°2: le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)
- Pièce n°3: le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)
- Pièce n° 4: le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Pièce n° 5: le Cahier des Spécifications techniques de la fourniture qui comprend la liste des fournitures et services connexes le cas échéant, ou les spécifications techniques le cas échéant.
- Pièce n° 6: le Cadre du Bordereau des prix unitaires et forfaitaires
- Pièce n° 7: le Cadre du détail estimatif
- Pièce n° 8: le Cadre des sous-détails des prix unitaires et/ou de la décomposition des prix le cas échéant
- Pièce n° 9: le Modèle de marché
- Pièce n° 10: les Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires, notamment :
 - a. Le Modèle de lettre de soumission;
 - b. Le Modèle de cautionnement de soumission ;
 - c. Le Modèle de cautionnement définitif ;
 - d. Le cautionnement d'avance de démarrage ;
 - e. Le Modèle de cautionnement de bonne exécution en remplacement de la retenue de garantie ;
 - f. Le modèle d'autorisation du fabricant ;
 - g. Les Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;

- h. Le cadre du planning d'exécution ;
- i. Le Modèle de fiches de prestations susceptibles d'être sous-traitées;
- Pièce n° 11 : le formulaire de la charte d'intégrité.
- Pièce n° 12 : le formulaire de la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales.
- Pièce n° 13 : le Visa de maturité ou tout autre justificatif des études préalables à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, la disponibilité du financement ou l'inscription budgétaire.
- Pièce n° 14 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers habilités par le Ministre en charge des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics.

8.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

Article 9- Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

9.1. a) Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué indiquée dans le RPAO ou via COLEPS avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit ou par courrier électronique ou via COLEPS ou par tout autre moyen de communication électronique indiqué dans le DAO à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

9.1. b) Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres dans un délai maximal de cinq (05) jours.

9.2. Tout soumissionnaire qui s'estime lésé peut introduire une requête auprès du Maître d'ouvrage ou du Maître d'ouvrage Délégué.

En cas d'appel d'offres restreint :

- a. Le recours en phase de préqualification doit porter sur des demandes de réexamen des conditions de sollicitation, de préqualification ou sur des demandes de réexamen des décisions ou actes pris et publiés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué lors de la procédure de préqualification ;
- b. Les candidats disposent de cinq (05) jours ouvrables avant la date de dépôt des candidatures et cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats de la préqualification pour introduire leur recours auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, avec copie à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;
- c. Ce recours n'est pas suspensif.

En cas d'appel d'offres ouvert :

- a. Le recours doit intervenir entre la publication de l'Avis d'appel d'offres et l'ouverture des plis et être adressé au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;
- b. Il doit parvenir au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué au plus tard quatorze (14) jours ouvrables avant la date d'ouverture des offres ;
- c. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours ouvrables pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'Organisme Chargé de la Régulation des Marchés Publics ;
- d. En cas de désaccord entre le requérant et le Maître d'ouvrage ou le Maître d'ouvrage Délégué, le recours est porté par le requérant au Comité chargé de l'examen des recours.
- e. Ce recours n'est pas suspensif.

Article 10- Modification du Dossier d'Appel d'Offres

10.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO.

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué devra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22.2 du RGAO.

C. PREPARATION DES OFFRES

Article 11- Frais de soumission

Le Soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'est

en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 12- Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 13- Documents constituant l'offre

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend notamment :

- a.1.** Tous les documents attestant que le soumissionnaire:
 - a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur;
 - s'est acquitté des droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit;
 - n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite;
 - n'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international.
- a.2.** Le cautionnement de soumission établi conformément aux dispositions de l'Article 20 du RGAO ;
- a.3.** L'acte écrit donnant pouvoir au signataire de l'offre d'engager la personne morale soumissionnaire, le cas échéant conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume2 : Offre technique

Il comprend notamment :

b.1. Les renseignements sur la qualification

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant de la qualification des soumissionnaires et conformément à l'Article 6.1 du RGAO, notamment les références de l'entreprise (prestations similaires), les spécifications techniques, le service après-vente, le matériel et le personnel.

b.2. Les propositions techniques

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des

soumissionnaires, notamment :

- Une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus et fiches techniques conformément à l'article 17 du RGAO (*Toute référence à des noms de marque ou à des spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou prestataire particulier est interdite. Toutefois, une telle indication accompagnée de la mention « ou équivalent » est autorisée lorsque les Maîtres d'ouvrage n'ont pas la possibilité de donner une description de l'objet du marché, au moyen de spécifications suffisamment précises et intelligibles pour tous les intéressés*) ;
- Le calendrier, le planning et le délai de livraison des prestations ;

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées, renseignées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les spécifications techniques ou cahier des clauses techniques Particulières (CCTP).

b .4. Commentaires CCAP et CCTP

Les soumissionnaires formuleront un commentaire sur les spécifications techniques des fournitures, assortis d'éventuelles propositions.

b .5. la charte d'intégrité

b.6. la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

- ☐ La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle ou formulaire type joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
- ☐ Le bordereau des Prix Unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli ;
- ☐ Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli ;
- ☐ Le Sous-Détails des Prix Unitaires et/ou la décomposition des prix forfaitaires.
- ☐ L'échéancier prévisionnel de paiements, le cas échéant

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires prévus dans le Dossier d'appel d'offres, sous réserve des dispositions de l'Article 20 du RGAO concernant les autres formes possibles de Cautionnement de Soumission.

13.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un lot.

13.3. Le RPAO indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à

compter de la date de soumission. Pendant cette période, les soumissionnaires doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fait tout son possible pour mener à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les Candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation

Article 14- Montant de l'offre

14.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des fournitures et services connexes décrits à l'article 1.1 du RPAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés, ainsi que du sous-détail des prix unitaires et de la décomposition des prix forfaitaires présentés par le soumissionnaire le ces échéant.

14.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

14.3 Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et le CCAP, les prix proposés dans le cadre du sous-détail des prix pour les Fournitures et Services quantifiables, seront présentés de la manière suivante :

a. Pour les fournitures fabriquées au Cameroun :

- i. le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures ;
- ii. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;
- iii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPAO.

b. Pour les fournitures à importer :

- i. le prix des fournitures DAP- lieu de destination, tel que stipulé au RPAO ;
- ii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures du lieu de destination indiqué (CIP) à leur destination finale (site du Projet) spécifiée au RPAO ; et
- iii. le prix des fournitures à importer doit être indiqué DAP lieu de destination, si le RPAO le stipule; à la place du prix DAP indiqué en (b)(i) ci-dessus.
- iv. le fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la Convention de financement.
- v. les conditions générales types des prix sont régies par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de commerce

internationale à la date de l'appel d'offres ou à la date spécifiée dans le RPAO.

c. Pour les fournitures déjà importées, le prix indiqué sera différent de la valeur originelle d'importation de ces fournitures déclarées en douane, et devra inclure toute réduction ou toute marge de l'agent ou du représentant local, ainsi que les coûts locaux y afférents, à l'exclusion des droits de douanes et taxes d'importation déjà payés et/ou restant à payer par le Fournisseur. Par souci de clarté, il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer : (a) leur prix comprenant les droits de douanes et d'importation initiaux, (b) le montant de ces mêmes droits de douanes et d'importation, et (c) leur prix, hors taxes d'importation qui est la différence entre les montants (a) et (b).

- i. le prix des fournitures, incluant leur valeur d'importation initiale et la marge (ou réduction) éventuelle, ainsi que les autres coûts, droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés ou à payer sur ces fournitures ;
- ii. les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés (justifiés par des documents) ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
- iii. le prix des fournitures obtenu par différence de (i) et (ii) ci avant ;
- iv. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues au Cameroun si le Marché est attribué ;
- v. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du projet) spécifiée dans le RPAO.

d. Pour les services connexes, autres que transports intérieurs et autres services nécessaires pour acheminer les fournitures à leur lieu de destination finale, lorsque de tels services connexes sont requis :

- i. le prix de chaque élément faisant partie des services connexes y compris ;
- ii. tous les droits de douane, taxes sur les ventes et autres taxes similaires perçues sur les services connexes au Cameroun si le marché est attribué.

14.3. Les prix offerts par le soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29 du RGAO.

14.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.5. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.6. Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N° 8 du DAO.

14.7. Au cas où l'appel d'offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article.

14.8. Les soumissionnaires indiqueront les rabais consentis dans leurs offres. Par ailleurs, ils préciseront les conditions d'application de ce rabais.

Article 15- Monnaies de soumission et de règlement :

15.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous ; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale. Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante:

- a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Prestations, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.
- b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

- a. Les prix des intrants nécessaires aux fournitures et services quantifiables que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés en francs CFA tels que spécifié au RPAO et dénommée "monnaie nationale".
- b. Les prix des intrants nécessaires aux fournitures et services quantifiables que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15.5. Durant l'exécution des fournitures et services quantifiables, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et l'entreprise de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

Article 16- Documents attestant de l'admissibilité du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.

Article 17- Documents attestant de l'admissibilité des fournitures

17.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des fournitures et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisfait aux clauses techniques particulières.

17.2. S'agissant des fournitures importées, les documents y afférant consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement, entre autres.

Article 18- Documents attestant de la conformité des fournitures

18.1. Pour établir la conformité des fournitures et /ou services quantifiables au Dossier d'Appel d'Offres, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures ou services se conforment aux spécifications et clauses techniques ainsi qu'aux normes spécifiées (le cas échéant) dans le Cahier des Spécifications Techniques (CST).

18.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des fournitures, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux dites spécifications.

18.3. Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces

de rechange, outils spéciaux, consommables, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et pendant la période précisée au RPAO.

18.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par (le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué) sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

18.5 Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de Maître d'Ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des prix et les spécifications techniques.

18.6. Propositions variantes des soumissionnaires

- a. Excepté dans le cas mentionné à l'Article 18.6 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, spécifications techniques, sous- détails de prix et tous autres détails utiles. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins-disante.
- b. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des fournitures complexes, ces parties de fournitures doivent être décrites dans les Spécifications techniques. Le dossier d'appel d'offres doit préciser de manière claire, la façon dont les variantes doivent être prises en considération pour l'évaluation des offres.

Article 19- Validité des offres

19.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres pour compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, en application de l'Article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte, sera considérée par la Commission de passation des marchés comme non conforme, sauf si le délai de validité du cautionnement de soumission est conforme. Dans ce cas, un délai de

quarante-huit (48) heures est accordé au soumissionnaire pour produire une lettre d'invitation à soumissionner.

19.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité du cautionnement de soumission prévu à l'Article 20 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre son cautionnement de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

19.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adressera au(x) soumissionnaire(s).

19.4. La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

Article 20. Réunion préparatoire à l'établissement des offres

20.1. A moins que le RPAO n'en dispose autrement, et en cas de fournitures complexes, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieu et date indiqués dans le RPAO.

20.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

20.3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il est possible que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'article 20.4 ci-dessous.

20.4. Le procès-verbal de la réunion auquel est joint la feuille de présence, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés

à l'Article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

20.5. Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

Article 21 Cautionnement de soumission

21.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira un cautionnement de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, qui fera partie intégrante de son offre.

21.2. Le cautionnement de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué. Le cautionnement de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 19.2 du RGAO.

Pour les prestations relevant des lettres commandes, les chèques certifiés et les chèques-banques sont admis au titre du cautionnement de soumission.

21.3. Toute offre non accompagnée d'un cautionnement de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme incomplète. Le Cautionnement de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établi au nom du mandataire soumettant l'offre.

21.4. Les offres des soumissionnaires non retenues (à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics) seront restituées dans un délai de quinze (15) jours ouvrables dès publication des résultats de l'attribution. Les offres non retirées dans ce délai peuvent être détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

21.5. Les cautionnements de soumission des soumissionnaires non retenus sont restitués dès publication des résultats d'attribution.

21.6. Le cautionnement de soumission de l'attributaire du Marché sera libéré dès que ce dernier aura fourni le Cautionnement définitif requis.

21.7. Le cautionnement de soumission peut être saisi :

a. Si le soumissionnaire :

- i. retire son offre durant la période de validité, ou ;
 - ii. n'accepte pas la correction des erreurs en application de l'Article 31 du RGAO ; ou
- b.** Si, le soumissionnaire retenu :
- i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'Article 39 du RGAO ;
 - ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'Article 40 du RGAO ;
 - iii. Refuse de recevoir notification du marché.

Article 22- Forme, format et signature de l'offre

22.1. Pour la soumission hors ligne :

- a. Le Soumissionnaire préparera dans chaque volume un original des documents constitutifs de l'offre décrit à l'Article 13 du RGAO, portant clairement l'indication "ORIGINAL" et des copies en nombre requis par le RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.
- b. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies y compris sous la forme scannée sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1(a) ou 6.2(c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.
- c. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

22.2. Pour la soumission en ligne :

- a. L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.
- b. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s'agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices.

- c. Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l'usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant les opérateurs susceptibles d'être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.
- d. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d'une signature électronique à travers l'usage du certificat.

D. DEPOT DES OFFRES

Article 23- Cachetage et marquage des offres

23.1. Les Soumissionnaires doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPAO, dans une enveloppe portant la mention "DOSSIER ADMINISTRATIF ", l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention "PROPOSITION TECHNIQUE", et l'original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention " PROPOSITION FINANCIERE "

Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du RPAO et séparées par un intercalaire de couleur.

23.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

- a. Seront adressées au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
- b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

23.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des Articles 23 et 24 du RGAO.

23.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux Articles 21.1 et 21.2 susvisés, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

23.5 Dans le cadre de la soumission en ligne, l'offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes administratifs, technique et financier. Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à

la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière).

23.6 Parallèlement à l'envoi électronique, les soumissionnaires doivent faire parvenir à l'Autorité Contractante ou au MO/MOD dans les mêmes délais impartis, une copie de sauvegarde de leur offre sur support physique électronique (CD, DVD, Clé USB...). Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'Autorité Contractante ou le MO/MOD. Ce pli, fermé, doit porter la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, ainsi que les références de la consultation.

23.7 Les éléments constitutifs de l'Offre en ligne ou hors ligne du soumissionnaire doivent être les mêmes pour une consultation donnée.

23.8 Lorsque l'appel d'offres fait l'objet d'une ouverture en deux (02) temps, l'enveloppe contenant l'offre financière témoin, marquée comme telle, doit être paraphée par le Président de la commission et transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics séance tenante.

Article 24 : Date et heure limite de dépôt des offres

24.1. a) Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué par l'entremise de leur structure interne de gestion administrative des marchés publics à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

24.1. b) La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de COLEPS ou de tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage font foi.

24.2. c) Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est l'heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.

24.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

24.4. Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception ainsi que les références de la consultation.

24.5. Trois modes de soumissions sont possibles :

- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- En ligne ou hors ligne (on/offline). Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation.

Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPAO.

24.6. Au moment de la soumission en ligne, les plis des soumissionnaires sont automatiquement chiffrés ou cryptés c'est-à-dire que leur contenu est rendu illisible.

Article 25 Offres hors délai

Quel que soit le mode de soumission, toute offre parvenue dans les services du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué après les date et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 24 du RGAO sera déclarée irrecevable par la commission de passation des marchés publics.

Article 26- Modification, substitution et retrait des offres

26.1. Pour les soumissions hors ligne,

a. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposé, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'Article 21 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

b. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'Article 21 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie ou e-mail, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

- c. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'alinéa a ci-dessus leur seront retournées sans avoir été ouvertes.
- d. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation du cautionnement de soumission conformément aux dispositions de l'Article 20 du RGAO.

26.2. Pour les soumissions en ligne,

- a. Plusieurs offres peuvent valablement être transmises par un même soumissionnaire avant la date et l'heure limite de réception des offres. Dans ce cas, seule la dernière arrivée et sa copie de sauvegarde correspondante le cas échéant, sera prise en compte lors de l'évaluation, les autres copies de sauvegarde éventuelles devant être retournées sans être ouvertes.
- b. La modification, le remplacement ou le retrait de la copie de sauvegarde se fait conformément aux dispositions de l'article 24 alinéas 1 à 4.

E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Article 27- Ouverture des plis et recours

27.1. Préalablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la Commission de passation des Marchés.

27.2. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps ou en deux temps selon le type de procédure. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps pour les appels d'offres ouverts de fournitures simples. Mais elle se fait en deux temps pour les fournitures et services quantifiables de grande importance ou complexes ayant fait l'objet d'un appel d'offres restreint.

27.3. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera retournée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement ou la copie de sauvegarde » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre

correspondante substituée à la précédente qui sera retournée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres ou les copies de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

27.4. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que la commission de passation des marchés compétente peut juger utile de mentionner. Tous les rabais et variantes de l'offre annoncés lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

27.5. Etant donné qu'une offre ou une copie de sauvegarde qui n'a pas été ouverte et lue à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, ne peut pas être soumise à évaluation, la commission s'assurera systématiquement que toutes les offres reçues ont bel et bien été examinées.

27.6. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse le cas échéant. Toutefois les informations relatives à ladite composition demeurent internes à la commission. Un extrait du procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence signée par tous les participants est remis à chaque soumissionnaire à sa demande. Enfin seules les offres financières des soumissionnaires ayant atteint la note technique minimale requise sont ouvertes en présence des soumissionnaires concernés.

27.7. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la commission de passation des marchés met à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics un exemplaire de l'offre de chaque soumissionnaire paraphé par ses soins.

27.8. En cas de recours, le soumissionnaire doit adresser sa requête au Comité d'examen des recours avec copie au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué le cas échéant, au président de la commission de passation des marchés concerné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre dûment signée par le requérant.

Ce recours qui ne peut porter que sur le déroulement de cette étape, notamment le

respect des procédures et la régularité des pièces vérifiées, n'est pas suspensif.

Le cas échéant, l'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet du registre de recours qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

27.9. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques.

Article 28- Caractère confidentiel de la procédure

28.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

28.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres, la Commission de Passation des Marchés dans la proposition d'attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

28.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 27.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 29- Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

29.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, sur proposition de la sous-commission d'analyse, demander aux soumissionnaires, aux administrations ou organismes compétents de donner des éclaircissements sur les offres.

29.2 La demande d'éclaircissements et la réponse sont formulées par écrit ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage dans le DAO, avec copie à l'organisme en charge de la régulation, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission en vue de la rendre plus compétitive n'est recherché, offert ou autorisé.

29.3. La demande d'éclaircissement doit avoir pour but notamment de retrouver une information contenue dans l'offre ,de vérifier l'exactitude des informations fournies par un candidat, le cas échéant, auprès des administrations émettrices, de demander à un soumissionnaire de confirmer la correction d'erreur de calcul ou d'omission découverte, d'apporter des précisions sur les aspects techniques non compris par la sous-commission d'analyse ou sur le contenu du sous-détail des prix, ou , de justifier les prix des offres jugées anormalement basses.

29.4. Le délai de réponse accordé aux demandes d'éclaircissement ne saurait excéder sept (07) jours ouvrables.

29.5. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission de Passation des Marchés et de la sous-commission d'analyse pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 30- Détermination de la Conformité des offres et évaluation au plan technique

30.1. La Sous-commission d'analyse au préalable procèdera à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires et à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

30.2. La Sous-commission d'analyse déterminera ensuite si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques. A ce titre, la Sous-commission d'Analyse :

- Examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle ;
- Évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 13.1.b du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix unitaires, sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

30.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui:

30.3.1. limite de manière substantielle la portée ou l'étendue, la qualité ou les performances des fournitures et services connexes spécifiées dans le marché ;

30.3.2. Limite de manière substantielle, en contradiction au Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou ses obligations au titre du Marché ;

30.3.3. Est telle que son acceptation ou sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

30.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

30.5. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 31- Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'appel d'offres, satisfait aux critères d'évaluation et de qualification stipulés dans le RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la fixation de ces critères.

Article 32- Correction des erreurs

32.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous- commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

- a** S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous- commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- b** Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
- c** S'il y a contradiction entre le prix unitaire indiqué en lettres et en chiffres, c'est le montant en lettre qui fait foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

32.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

32.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa caution de soumission saisie.

Article 33- Conversion en une seule monnaie

33.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

33.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) en vigueur à la date limite de dépôt des offres, sauf dispositions contraires du RPAO.

Article 34- Evaluation et Comparaison des offres

34.1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions des articles 29 et 30 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous- commission d'analyse.

34.2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :

- a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO ;
- b. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 32 du RGAO ;
- c. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
- d. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;
- e. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 14 du RGAO et du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire.
- f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 26 du RGAO et aux spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait

que le soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans le RPAO.

34.3. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

34.4. Si l'offre financière est estimée anormalement basse par rapport à l'estimation faite par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué des prestations à exécuter dans le cadre du Marché, la sous-commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les spécifications techniques et le calendrier proposé.

34.5. Sur proposition de la sous-commission d'analyse, le Président de la Commission de Passation de marchés peut demander aux soumissionnaires ou aux administrations et organismes compétents des éclaircissements sur les offres.

34.6. Dans le cas où une offre est jugée anormalement basse, la Commission de Passation des Marchés propose au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, de demander des justificatifs au soumissionnaire concerné.

Au cas où les justificatifs sont jugés inacceptables, ils sont transmis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, pour avis, en même temps que la demande d'éclaircissement.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué tient compte de l'avis de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics pour se prononcer.

Article 35- Marge de préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

35.1. Lors de la passation d'un marché dans le cadre d'une consultation internationale, une marge de préférence est accordée, à offres équivalentes et dans l'ordre de priorité, aux soumissions présentées par :

- a) Une personne physique de nationalité camerounaise ou une personne morale de droit camerounais ;
- b) Une entreprise dont le capital est intégralement ou majoritairement détenu par des personnes de nationalité camerounaise ;
- c) Une personne physique ou une personne morale justifiant d'une activité économique sur le territoire du Cameroun ;
- d) Un groupement d'entreprises associant des entreprises camerounaises.

35.2. Les offres sont considérées équivalentes lorsqu'elles ont rempli les conditions techniques requises.

35.3. Pour les marchés de fournitures, le critère de préférence nationale ne peut être pris en compte que si la fourniture subit une transformation au niveau local ou régional d'au moins quinze pour cent (15%).

35.4. La préférence nationale ne peut être appliquée que lorsque le dossier d'appel d'offres le prévoit.

F. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Article 36- Attribution

36.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, (disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante) et dont l'offre a été évaluée la moins-disante ou la mieux-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

36.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'attribution se fera selon les prescriptions du RPAO.

36.3. Dans tous les cas, toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature.

36.4. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le MO dans le DAO.

Article 37- Droit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure

37.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler un Appel d'Offres ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Toutefois, lorsque les offres ont déjà été ouvertes, l'annulation est subordonnée à l'accord de l'Autorité chargée des Marchés Publics.

37.2. Le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué notifie la décision d'annulation ou celle déclarant l'appel d'offres infructueux, au Président de la Commission de Passation des Marchés, avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

37.3. En cas d'allotissement, les dispositions prévues aux alinéas ci-dessus sont applicables à chacun des lots.

Article 38- Notification de l'attribution du marché

38.1. Toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de montant et de délai d'exécution, dans le journal des marchés publics de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS

38.2. Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifiera à l'attributaire du marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué paiera au cocontractant de l'administration au titre de l'exécution des prestations et le délai d'exécution.

Article 39- Publication des résultats d'attribution du marché et recours

39.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature de la décision d'attribution et la publication des résultats à compter de la date de réception de la proposition d'attribution finale de la Commission des Marchés compétente, sauf en cas de suspension de la procédure.

39.2. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée.

39.3. Dès publication des résultats po r t an t attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adresse à chaque soumissionnaire qui en fait la demande, un extrait du rapport d'analyse le concernant.

39.4. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics si celle-ci n'a pas été collectée séance tenante. Cette information doit être contenue dans la décision d'attribution.

39.5. En cas de recours, il doit être adressé, au Comité chargé de l'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, au Président de la Commission de passation des marchés concernée, à l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics, et à l'Autorité chargée des marchés publics. Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

39.6. Ce recours peut donner lieu à la suspension de la procédure à l'appréciation de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 40- Signature du marché

40.1. Après publication des résultats, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché à compter de la date de souscription du projet de marché par l'attributaire.

40.2. Préalablement à la signature du marché dans les conditions visées à l'alinéa ci-dessus, le projet de marché de gré à gré souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente pour examen et avis.

40.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifie le marché à son titulaire dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la date de sa signature.

40.4. L'attributaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de sa réception pour souscrire le marché ou la lettre-commande pour souscrire le marché ou la lettre-commande. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

Article 41- Cautionnement définitif

41.1. Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, le cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un cautionnement garantissant l'exécution intégrale

des prestations, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

41.2. Le cautionnement définitif dont le taux varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou par une caution personnelle et solidaire.

41.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé, conformément aux textes en vigueur.

41.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi par le Maître d'ouvrage.

PIÈCE N° 3 :
RÈGLEMENT PARTICULIER
DE L'APPEL D'OFFRES
(RPAO)

Références du RGAO	Description de la disposition du RPAO
	Généralités
	<p>Le Maître d'Ouvrage est le Directeur Général p.i de la Cameroon Hotels Corporation (CHC) S.A Yaoundé :</p> <p>BP : 11110 Yaoundé – Tel : 681 79 81 06 – Email : info@chc-sa.net ; <u>marche@chc-sa.net</u></p> <p>Référence de l'Appel d'Offres :</p> <p style="text-align: center;">N°002/AONO/CHC/HILTON/CIPM/2025 du 05/05/2025 POUR L'ACQUISITION ET LE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR AU HILTON HOTEL DE YAOUNDE, EN PROCEDURE D'URGENCE</p>
1.1.	<p>DEFINITION DES FOURNITURES</p> <p>1. Les prestations de services, objet du présent Appel d'Offres comprennent la livraison de l'ensemble des fournitures, leur installation et mise en service dans le cadre du projet d'acquisition et de remplacement de l'autocommutateur au Hilton hôtel de Yaoundé. Elles se répartissent ainsi qu'il suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La livraison de fournitures et matériel selon le CST; ➤ L'installation de chantier ; ➤ Les opérations de déploiement et de mise en œuvre ; ➤ Les opérations de fonctionnement et mise en service des systèmes requis par le CST ; ➤ La formation du personnel ; ➤ La production de l'ensemble des livrables et de la documentation attendue. <p>Ces prestations concernent également le transport à pied d'œuvre, le montage et le réglage de tout le matériel nécessaire à la mise en service et au fonctionnement correct des installations.</p> <p>NB : Les informations sur les prestations à exécuter sont détaillées dans le Cahier de Spécifications Techniques (CST), le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE).</p>
1.2.	<p>Le délai maximal de livraison :</p> <p>-Neuf (09) Mois, à compter de la date de notification de l'Ordre de service de commencer la livraison.</p>
1.4	<p>Nom, Objet de la fourniture : ACQUISITION ET REMPLACEMENT AUTOCOMMUTATEUR</p> <p>La prestation comporte plusieurs phases : Non</p> <p>Conférence préalable à l'établissement des propositions : Non</p>
1.6	<p>Le Maître d'Ouvrage envisage la nécessité d'assurer une certaine continuité pour les activités en aval : NON</p>

2.1	<p>Source de Financement : Le budget d'investissement de la CHC S.A.- Exercice 2025</p> <p>Imputation : CHC2345H600</p> <p>Budget prévisionnel : Cent soixante-dix-huit millions sept cent quarante-huit mille quatre cent quatre-vingt-deux (178 748 482) Francs FCFA, Toutes Taxes Comprises</p> <p>Nom du projet : ACQUISITION ET REMPLACEMENT AUTOCOMMUTATEUR AU HILTON</p>
4	<p>L'appel d'offres est ouvert.</p> <p>Liste des candidats pré-qualifiés, le cas échéant : Sans objet</p>
5.1.	<p>Aucune fourniture, à acquérir dans le cadre du présent Appel d'Offres ne devra provenir des lieux ci-après : Afrique, Asie et Amérique du Sud.</p>
6.1	<p>La liste des documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire comprend les pièces prévues au point 13 du présent RPAO.</p>
6.2	<p>En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet. Toutefois, les pièces telles que l'attestation de domiciliation bancaire (sauf cas de cotraitance conjointe), la quittance d'achat du DAO et le cautionnement de soumission prévues au point 12 du RPAO sont uniquement présentés par le mandataire du groupement.</p>
6.4	<p>Renseignements nécessaires à produire pour justifier la satisfaction aux critères d'éligibilité à la préférence nationale : <i>sans objet</i></p>
7.3	<p>Aux fins de la visite du site de livraison des fournitures et des Services quantifiables, à organiser au plus tard le 12/05/2025 après la publication de l'Avis d'Appel d'Offres, le service du Maître d'Ouvrage à contacter est le suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - BP : 11110 Yaoundé-Cameroun - Tél : 237 681 79 81 06 - Email : info@chc-sa.net
G. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	
9	<p>Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au <i>Service des Approvisionnements de la CHC SA, sis au 1^{er} étage, Centre Commercial du Hilton à Yaoundé, B.P : 11110 Yaoundé, Tel : 681 798 106, email : info@chc-sa.net.</i></p>
C. PREPARATION DES OFFRES	
11	<p>La langue de soumission est « l'Anglais » ou « le Français »</p>
13	<p>Le soumissionnaire devra produire une offre regroupée en trois (03) volumes et présentée comme suit :</p>
13.1	<p>A–Volume I : Pièces administratives</p> <p>Pour les soumissionnaires installés au Cameroun, elles comprendront notamment :</p> <p>A.1. La déclaration d'intention de soumissionner timbrée signée du représentant légal ou du mandataire (suivant modèle joint) ;</p> <p>A.2. L'accord de groupement (préciser la forme du groupement notarié ou sous seing privé) et spécifiant le mandataire, le cas échéant (en cas de groupements solidaires);</p> <p>A.3. Le pouvoir de signature, le cas échéant ;</p> <p>A.4. Une Attestation de non faillite établie par le Tribunal de Première Instance, la Chambre d'Industrie et du Commerce du lieu de résidence du soumissionnaire ou, l'institution compétente du pays de résidence du soumissionnaire étranger datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des Offres ;</p>

A.5. Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun, sauf dispositions contraires prévues par la convention de financement ;
(en cas de co-traitance conjointe chaque membre du groupement devra fournir l'attestation de domiciliation bancaire afférente au marché, objet du lot dont il est titulaire)

A.6. La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres est de **100 000 (cent mille) Fcfa** payable au compte spécial « **CAS – ARMP 335988** », ouvert à la BICEC-Yaoundé, ou au compte **N°975686660001ARMP RIB : 10001 06860 975686660001 28** ouvert à la BICEC;

A.7. La caution de soumission acquittée à la main et timbrée (suivant le modèle joint) délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances ou une compagnie d'assurances figurant sur la liste de la pièce 14 du DAO d'un montant de **cinq cent mille (500 000) Francs CFA**, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres, **accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC)** ;

A.8. Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'autorité compétente de l'organisme chargée de la régulation portant le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres ;

A.9. Une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse en cours de validité datant de moins de trois mois à compter de la date de signature de ladite attestation ;

A.10. La copie de l'Attestation de conformité fiscale **timbrée** en cours de validité, générée sur le site de la DGI;

A.11. Le registre de commerce certifiée par l'autorité compétente de l'administration judiciaire ;

A.12. L'attestation d'immatriculation timbrée ;

NB : En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces A1, A.5, A.6 et A.7 étant uniquement présentées par le mandataire du groupement ;

Pour les soumissionnaires non installés au Cameroun :

Ils seront dispensés de la production des pièces auxquelles ils ne sont pas assujettis, ils devront produire notamment les documents attestant :

- ✓ qu'ils ne sont pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- ✓ qu'ils ne sont pas frappés de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international ;
- ✓ qu'ils ont souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur,

En cas de production d'un cautionnement de soumission émis par un établissement financier étranger, ce dernier est acceptable sous réserve que cet établissement financier désigne un correspondant local habilité par le Ministre chargé des finances qui se porte garant en cas d'appel.

NB : Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres.

B-Volume II : OFFRE TECHNIQUE

Elle comprend notamment :

b1. Les renseignements sur la qualification

La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur qualification comprend :

b.1.1 Références du soumissionnaire

a). La liste de(s) marché(s) (au moins un (01)) pour des projets de fourniture des équipements et systèmes téléphoniques réalisés (Maître d'ouvrage, objet, montant, date de réception) en tant que fournisseur principal au cours des dix (10) dernières années doit être fournie avec les noms des Maîtres d'Ouvrage public /Structures privées bénéficiaires conformément au formulaire type joint en annexe.

b). La liste de(s) marché(s) pour des projets d'acquisition et de remplacement d'un autocommutateur réalisés (Maître d'ouvrage, objet, montant, date de réception) en tant que fournisseur principal au cours des dix (10) dernières années doit être fournie avec les noms des Maîtres d'Ouvrage bénéficiaires/Structures conformément au **formulaire type joint en annexe**.

NB : Ces références devront être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence :

- Copies des premières et dernières pages du contrat ;
- PV de réception provisoire ou définitive ou attestation de bonne fin signée du Maître d'Ouvrage ;
- Copie du dernier décompte pour les contrats en cours ;
- Autres justificatifs le cas échéant et à préciser

b.1.2. Personnel

Une liste du personnel ci-après à mobiliser dans le cadre des services connexes (installation du matériel et formation des utilisateurs) :

- a) **Un Chef de Projet** (Bac +5 en Télécommunications, en électronique ou équivalent), minimum 10 ans d'expérience ;
- b) **Un Ingénieur** (Bac +5 en Génie industriel ou équivalent), minimum 10 ans d'expérience ;
- c) **Un Ingénieur des travaux informatiques option réseau** (Bac +3 en travaux informatiques ou équivalent), minimum 05 ans d'expérience ;
- d) **Un Formateur certifié fabricant ou distributeur niveau utilisateur/technicien de maintenance**, minimum 10 ans d'expérience ;
- e) **Un Formateur certifié fabricant ou distributeur niveau Administrateur**, minimum 10 ans d'expérience ;

NB : Exiger, pour le personnel proposé, une copie du diplôme et les justificatifs de l'expérience, à savoir :

- a). une copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ;
- b). une attestation d'inscription aux ordres nationaux le cas échéant ;
- c). un curriculum vitae daté et signé ;
- d). une attestation de disponibilité signée et datée ;
- e). une attestation ou contrat de travail, le cas échéant.

NB : Toutes les pièces citées ci-dessus devront être conformes, signées et datées de moins de trois (03) mois pour compter de la date limite originelle de dépôt des offres par le service émetteur ou une autorité habilitée.

b.1.2 Matériels à mobiliser

Une liste de petits matériels nécessaires à l'installation des équipements ou exécution des services connexes, qui comprend :

- une Valise à outils réseau ;
- une Valise à outils électricité ;
- MEGAOHMS.

NB : la justification de cette liste se traduit par la production des factures d'achat certifiées par une autorité compétente et ressortant le numéro de contribuable du vendeur. Si le matériel est à louer, ces justificatifs devront être accompagnées d'un engagement de location de matériel signé des deux parties le cas échéant.

b.2. Proposition technique

La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur proposition technique comprend :

- a). Les prospectus, catalogues ou dessins à préciser (seuls les documents produits par les fabricants feront foi pour les équipements) ;
- b). Un justificatif de service après-vente ;
- c). Le calendrier, le planning et le délai de livraison des fournitures;
- d). Le certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement (le cas échéant) ;

b.3. Les preuves d'acceptation des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra une copie dûment paraphée sur chaque page et signée à la dernière précédée de la mention « ***lu et approuvé*** » des documents ci-après :

- a) *Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);*
- b) *Les spécifications techniques.*

b.4 Le soumissionnaire remplira et souscrira les formulaires ci-après :

- *La charte d'intégrité datée et signée ;*
- *La déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée;*

b. 5 Commentaires CCAP et Spécifications techniques

	<p>Le soumissionnaire devra joindre la note d'observation sur les spécifications techniques des fournitures, assortie d'éventuelles propositions.</p> <p>b.6 La capacité financière</p> <p>Les Soumissionnaires devront présenter notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'attestation de capacité financière d'un montant de 60 000 000 de FCFA Minimum délivrée par une banque agréée ; 2. Le chiffre d'affaires cumulé des cinq (05) dernières années inférieur à un montant cumulé toutes taxes comprises de 600 000 000 (six cent millions) de FCFA accompagné des pièces justificatives (Compte de résultat ou Déclaration Statistique et Fiscale certifié) ; <p>b.7 La déclaration sur l'honneur de non abandon de chantier signée par le Maître d'Ouvrage ou son représentant dûment mandaté ;</p> <p>b.8 Un Certificat de garantie supérieur ou égale à douze (12) mois délivré par le fabricant ;</p> <p>B.9 Preuve de Visite de chantier :</p> <p>- Attestation de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire, faisant ressortir une description du site ainsi que les observations sur les conditions d'exécution des prestations.</p> <p style="text-align: center;">C. Volume III : OFFRE FINANCIÈRE</p> <p>Cette enveloppe comprendra :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ; 2. Le cadre du Bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli daté et signé ; 3. Le cadre du Détail quantitatif et estimatif dûment rempli daté et signé ; 4. Le cadre Sous-détail des prix unitaires et/ou la décomposition des prix forfaitaires dûment rempli daté et signé; <p><u>NB</u> : Les différentes parties d'un même dossier seront séparées par les intercalaires de couleur autre que le blanc aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.</p>
13.1	Impôts : Les prix proposés doivent être libellés Toutes Taxes Comprises
13.2	Les prix du marché ne seront pas révisables.
14	<p>Monnaie de l'Offre :</p> <p>Les prix offerts seront libellés en monnaie nationale (Francs CFA).</p> <p>Le taux de change pour convertir l'offre du soumissionnaire en monnaie locale (ainsi que pour convertir les futurs décomptes en monnaie étrangère (le cas échéant)), sera celui de la BEAC en l'occurrence à la date du : _____</p>

	<i>(Retenir une date qui ne sera pas antérieure de plus de vingt-huit (28) jours à la date limite de dépôt des offres, ni postérieure à la date initiale d'expiration du délai de validité des offres ; par exemple trois jours ouvrables avant la date limite de dépôt des offres).</i>
18.1	La période de validité des offres est de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.
19.1	Le montant du cautionnement de soumission s'élève à cinq cent mille (500 000) de Francs CFA.
20	Le soumissionnaire devra fournir une (01) offre originale et six (06) copies de chaque proposition.
D- DEPOT DES OFFRES	
21	Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode <i>hors ligne</i>
21.6	<p><u>Soumission hors ligne</u></p> <p>Aux fins de la remise des offres, l'adresse du Maître d'Ouvrage à utiliser pour l'envoi des offres est la suivante : <i>Service des Approvisionnements de la CHC SA, sis au 1^{er} étage, Centre Commercial du Hilton à Yaoundé, B.P : 11110 Yaoundé, Tel : 681 798 106, email : info@chc-sa.net</i></p> <p>Les date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :</p> <p>Les offres devront être déposées le 27/05/2025 à 15h 30mn au Service des Approvisionnements de la CHC SA, sis au 1^{er} étage, Centre Commercial du Hilton Hôtel à Yaoundé, B.P. 11110 Yaoundé, Tel 681 79 81 06, E-mail : info@chc-sa.net.</p> <p>Les enveloppes fermées devront porter la mention suivante :</p> <p style="text-align: center;">« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 002/AONO/CHC/HILTON/CIPM/25 DU 05/05/2025 POUR L'ACQUISITION ET LE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR AU HILTON HOTEL DE YAOUNDE, EN PROCEDURE D'URGENCE</p> <p style="text-align: center;">A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »</p>
E- OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES	
25.1	<p>L'Ouverture des offres aura lieu, le 27/05/2025 dès 16h 30mn précises dans la salle de réunion sise au 3^e étage de la CHC SA, sis au Centre Commercial de la CHC SA, bâtiment connexe au Hilton Hôtel à Yaoundé, Boulevard du 20 mai.</p> <p>Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides au moment du dépôt de l'Offre datées de moins de trois (03) mois à compter de la date limite originelle d'ouverture des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.</p> <p>En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.</p>

	<p>Est déclarée irrecevable et rejetée par la Commission Interne de Passation des Marchés,:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toute offre produite en nombre insuffisant ou uniquement en copies pour la soumission physique, • Toute offre en noir sur blanc pour la soumission en ligne ; • Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires, • Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt. • Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ; • Les plis non-conformes au mode de soumission ; • Toute offre non conforme aux prescriptions du DAO, • L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable ; • La Commission Interne de Passation des Marchés établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, dont une copie sera remise à tous les soumissionnaires.
	<p>L'évaluation des offres se fera sur la base des critères ci-après :</p> <p style="text-align: center;">- Critères éliminatoires</p> <p>a) Offre administrative incomplète pour:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif au-delà de 48 heures après la date d'ouverture des offres ; 2. Absence ou non-conformité de la caution de soumission timbrée, accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC) ; 3. Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées. <p>b) Offre technique incomplète pour:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Fausse déclaration ou pièces falsifiées ; 2. Absence des fiches techniques du fabricant des fournitures proposées ; 3. Non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans les spécifications techniques du présent DAO ; 4. Non-respect de 80% des spécifications techniques mineures indiquées dans le Descriptif des fournitures du présent DAO ; 5. Absence du certificat d'origine ; 6. Absence de l'autorisation du fabricant ; 7. N'avoir pas satisfait au moins huit (08) des dix (10) critères essentiels; 8. Absence de la déclaration de non abandon et de non défaillance dans l'exécution des marchés à la CHC SA au cours des cinq (05) dernières années, signée par le Maître d'Ouvrage ou son Représentant dûment mandaté ; 9. Absence de l'attestation de respect des délais d'exécution des marchés de la CHC S.A signée par le Maître d'Ouvrage ou son Représentant dûment mandaté ; 10. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ; 11. Absence de la déclaration d'engagement social et environnemental datée et signée.

c) Offre financière incomplète pour:

1. Omission/Absence de la lettre de soumission ;
2. Omission/Absence d'un prix unitaire quantifié ;
3. Omission/Absence d'un sous détail des prix quantifiés.

2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées **en mode binaire (OUI/NON)** selon les critères essentiels qui porteront sur :

- Les critères et sous-critères essentiels détaillés,
- Les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères respectés.

Les conditions pour valider chaque critère et sous critère d'évaluation sont les suivantes :

1. PRESENTATION DE L'OFFRE : 3 sous critères

- a) La lisibilité, le sommaire, la pagination et la reliure,**
- b) L'agencement des pièces dans l'ordre du RPAO,**
- c) La séparation des pièces par des intercalaires de couleur autre que le blanc.**

[Validation des trois (03) sous critères pour obtenir un oui]

2. REFERENCES DU SOUMISSIONNAIRE : 2 sous critères

a) Expérience générale

Expérience dans les marchés relatifs à la fourniture des équipements et systèmes téléphoniques: avoir exécuter en tant que fournisseur au moins un (01) marché au cours des dix (10) dernières années précédant la date limite de dépôt des soumissions.

- ✓ Référence 1 : Marchés compris entre 50 et 100 millions de francs CFA,
- ✓ Référence 2 : Marchés compris entre 100 et 150 millions de francs CFA.

b) Expérience spécifique en prestations similaires

Avoir effectivement exécuté de manière satisfaisante, en tant que fournisseur, au moins un (01) marché similaire à l'acquisition ou le remplacement d'un autocommutateur au cours des dix (10) dernières années pour une valeur minimale de cinquante (50) millions de Francs CFA.

[Validation d'un (01) sous critère pour obtenir un oui]

NB : Ces références devront être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence :

- Copies des premières et dernières pages du contrat ;
- PV de réception provisoire ou définitive ou attestation de bonne fin signée du Maitre d'Ouvrage ;
- Copie du dernier décompte pour les contrats en cours ;
- Autres justificatifs le cas échéant et à préciser

Pour les marchés dans lesquels la période de garantie n'est pas encore échue, le PV de réception provisoire fait foi le cas échéant.

3. SERVICE APRES-VENTE : 3 sous critères

- a) Une preuve de disponibilité des pièces de rechange, et/ou consommables obligatoires pendant la période de garantie,
- b) Un personnel qualifié pour assurer la mise en service et le suivi de la garantie,
- c) La Formation et le transfert des compétences pour quatre (04) utilisateurs.

[Validation de deux (02) sous critères pour obtenir un oui]

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration sera considéré comme non valable. La présence du dossier d'un même expert dans deux offres distinctes doit donner lieu à une demande d'éclaircissements en vue d'établir l'offre du soumissionnaire à considérer. Dans ce cas l'expert en question ne sera pas évalué dans l'Offre concurrente ou pris en compte dans l'offre non validée par l'expert.

4. CALENDRIER DE LIVRAISON : 2 sous critères

Le Soumissionnaire produira sur la base des dates réalistes et cohérentes :

- a) le planning ou calendrier de livraison des fournitures,
- b) le calendrier de réalisation des services connexes (installation, formation des utilisateurs, maintenance)

[Validation des deux (02) sous critères pour obtenir un oui]

5. PREUVES D'ACCEPTATION DES CONDITIONS DU MARCHE : 2 sous critères

Les soumissionnaires devront présenter les copies dûment paraphées et signées avec la mention lue et approuvée, les documents à caractères administratif et technique régissant le marché ci-après :

- a) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- b) Les spécifications techniques.

[Validation des deux (02) sous critères pour obtenir un oui]

6. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES DU PERSONNEL : 5 sous critères ;

Le personnel à mobiliser dans le cadre des services connexes (installation du matériel et formation des utilisateurs) est le suivant :

- a) **Un Chef de Projet** (Bac +5 en Télécommunications, en électronique ou équivalent), minimum 10 ans d'expérience ;
- b) **Un Ingénieur** (Bac +5 en Génie industriel ou équivalent), minimum 10 ans d'expérience ;
- c) **Un Ingénieur des travaux informatiques option réseau** (Bac +3 en travaux informatiques ou équivalent), minimum 05 ans d'expérience ;
- d) **Un Formateur certifié fabricant ou distributeur niveau utilisateur/technicien de maintenance**, minimum 10 ans d'expérience ;
- e) **Un Formateur certifié fabricant ou distributeur niveau administrateur**, minimum 10 ans d'expérience.

NB : chaque personnel proposé devra présenter une copie du diplôme et les justificatifs de

	<p><i>L'expérience, à savoir :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ; 2. Attestation d'inscription aux ordres nationaux le cas échéant; 3. Curriculum vitae signé ; 4. Attestation de disponibilité signée ; 5. Attestations ou contrats de travail <p><i>Toutes les pièces citées ci-dessus devront être conformes, <u>signées et datées de moins de trois (03) mois.</u></i></p> <p>[Validation des cinq (05) sous critères pour obtenir un oui]</p> <p>7. <u>MATERIELS A MOBILISER</u> : 3 sous critères ;</p> <p>une liste de petits matériels nécessaires à l'installation des équipements ou exécution des services connexes, qui comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valise à outils réseaux ; - Valise à outils électriques ; - MEGAOHMS. <p><i>NB :</i> Joindre les copies certifiées par les services émetteurs ou toute autre autorité habilitée, des factures d'achat ou de location indiquant le numéro de contribuable de chaque émetteur pour les autres, le cas échéant, accompagnées d'un engagement de location de matériel signé.</p> <p>[Validation des trois (03) sous critères pour obtenir un oui]</p> <p>8. <u>DELAI DE GARANTIE</u> : 1 sous critère</p> <p>Chaque soumissionnaire devra justifier d'un Certificat de garantie supérieur ou égale à douze (12) mois.</p> <p>[Validation du sous critère pour obtenir un oui]</p> <p>9. <u>VISITE DE SITE</u> : 1 sous critère.</p> <p>Une attestation de visite du site signée sur l'honneur par le soumissionnaire, faisant ressortir une description du site ainsi que les observations sur les conditions d'exécution des prestations.</p> <p>[Validation du sous critère pour obtenir un oui]</p> <p>10. <u>CAPACITE FINANCIERE</u> : 2 sous critères</p> <p>Les soumissionnaires devront présenter notamment:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une attestation de capacité financière d'un montant de 60 000 000 (soixante millions) de FCFA Minimum ; 2. Le chiffre d'affaires cumulé des cinq (05) dernières années inférieur à un montant cumulé toutes taxes comprises de 600 000 000 (six cent millions) de FCFA accompagné des pièces justificatives (Compte de résultat ou Déclaration Statistique et Fiscale certifié ; <p>[Validation d'un (01) sous critère pour obtenir un oui]</p>
31.1	La monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie est : le Franc CFA
31.2	La source du taux de change est la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), La date du taux de change est _____: <i>[Retenir une date qui ne sera pas</i>

	<p><i>antérieure de plus de vingt-huit (28) jours à la date limite de dépôt des offres, ni postérieure à la date initiale d'expiration du délai de validité des offres.</i></p> <p>Le taux de change pour convertir l'offre du soumissionnaire en monnaie locale ainsi que pour convertir les futurs décomptes en monnaie étrangère, sera celui _____ [à préciser : exemple celui de la BEAC trois jours ouvrables avant la date limite de dépôt des offres]</p>
	<p>○ ATTRIBUTION DU MARCHE</p>
34.1	<p>Le marché sera attribué au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante après application des remises proposées le cas échéant.</p>
	<p>G-CAUTIONNEMENT DEFINITIF</p>
39	<p>Le taux du cautionnement définitif est de : 2% du montant toutes taxes comprises du marché.</p> <p>Dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché par le Maître d'Ouvrage, le cocontractant fournira un cautionnement définitif suivant le modèle joint au dossier d'appel d'offres.</p>
40	<p>Principes Ethiques</p> <p>Les Présidents et Membres de commission et les Soumissionnaires doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment s'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⓐ est coupable de “corruption” quiconque offre, donne, sollicite ou accepte directement ou indirectement un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande, et ⓑ est coupable de “corruption” quiconque fournit, sollicite ou accepte plusieurs offres émises par le même soumissionnaire sous des noms des sociétés différentes et/ou sur des numéros d'enregistrement différents, ⓒ se livre à des “manœuvres frauduleuses” quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage <p>Les “Manœuvres frauduleuses” comprennent notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage des avantages de cette dernière.</p>

GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES

N°	CRITÈRES ESSENTIELS	SOUS CRITÈRES	EVALUATION	
			OUI / NBRE DE SOUS CRITERES VALIDES REQUIS RESPECTÉ	NON / NBRE DE SOUS CRITERES VALIDES REQUIS NON RESPECTE
1.	PRESENTATION DE L'OFFRE	[Validation des trois (03) sous critères pour obtenir un oui]		
		1.a. Lisibilité, sommaire, pagination reliure du document		
		1.b. Agencement des pièces dans l'ordre du RPAO		
		1.c. Séparation des pièces par des intercalaires de couleur autre que le blanc		
CRITERE RESPECTE/NON RESPECTE				
2.	REFERENCES DU SOUMISSIONNAIRE	[Validation d'un (01) sous critère pour obtenir un oui] NB : Ces références devront être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence : <ul style="list-style-type: none">- Copies des premières et dernières pages du contrat ;- PV de réception provisoire ou définitive ou attestation de bonne fin signée du Maitre d'Ouvrage ;- Copie du dernier décompte pour les contrats en cours ;- Autres justificatifs le cas échéant et à préciser Pour les marchés dans lesquels la période de garantie n'est pas encore échue, le PV de réception provisoire fait foi le cas échéant		
		2.a. Expérience générale Expérience dans les marchés relatifs à la fourniture des équipements et systèmes téléphoniques : avoir exécuter en tant que fournisseur au moins un (01) marché au cours des dix (10) dernières années précédant la date limite de dépôt des soumissions. <ul style="list-style-type: none">✓ Référence 1 : Marchés compris entre 50 et 100 millions de francs CFA ou,✓ Référence 2 : Marchés compris entre 100 et 150 millions de francs CFA.		
		2.b. Expérience spécifique en prestations similaires Avoir effectivement exécuté de manière satisfaisante, en tant que fournisseur, au moins un (01) marché similaire à l'acquisition et le remplacement d'un autocommutateur au cours des dix (10) dernières années pour une valeur minimale de cinquante (50) millions de Francs CFA.		
		CRITERE RESPECTE/NON RESPECTE		
3.	SERVICE APRES VENTE	[Validation de deux (02) sous critères pour obtenir un oui] NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration sera considéré comme non valable. La présence du dossier d'un même expert dans deux offres distinctes doit donner lieu à une demande d'éclaircissements en vue d'établir l'offre du soumissionnaire à considérer. Dans ce cas l'expert en question ne sera pas évalué dans l'Offre concurrente ou prise en compte dans l'offre non validée par l'expert.		

		3.a. Une preuve de disponibilité des pièces de rechange, et/ou consommables des obligatoires pendant la période de garantie,	
		3.b. Un personnel qualifié pour assurer la mise en service et le suivi de la garantie,	
		3.c. La Formation et le transfert des compétences pour quatre (04) utilisateurs.	
CRITERE RESPECTE/NON RESPECTE			
9.	ATTESTATION DE VOISITE DE LIVRAISON	[Validation du sous critère pour obtenir un oui]	
		4.a. Le planning ou calendrier de livraison des fournitures,	
		4.b. Le calendrier de réalisation des services connexes (installation, formation des utilisateurs, maintenance)	
CRITERE RESPECTE/NON RESPECTE			
5.	PREUVES D'ACCEPTATIONS DES CONDITIONS DU MARCHE	[Validation des deux (02) sous critères pour obtenir un oui]	
		5.a. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) daté, paraphé et signé à la dernière page	
		5.b. Les spécifications techniques datées, paraphées et signées à la dernière page	
CRITERE RESPECTE/NON RESPECTE			
6.	QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES DU PERSONNEL	<p>[Validation des cinq (05) sous critères pour obtenir un oui]</p> <p><u>NB</u> : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration sera considéré comme non valable. La présence du dossier d'un même expert dans deux offres distinctes doit donner lieu à une demande d'éclaircissements en vue d'établir l'offre du soumissionnaire à considérer. Dans ce cas l'expert en question ne sera pas évalué dans l'Offre concurrente ou prise en compte dans l'offre non validée par l'expert.</p> <p><u>NB</u> : chaque personnel proposé devra présenter une copie du diplôme et les justificatifs de l'expérience, à savoir :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ; 2. Attestation d'inscription aux ordres nationaux le cas échéant ; 3. Curriculum vitae signé ; 4. Attestation de disponibilité signée ; 5. Attestations ou contrats de travail <p><u>Toutes les pièces citées ci-dessus devront être conformes, signées et datées de moins de trois (03) mois.</u></p>	
		6.a. Un Chef de Projet (Bac +5 en Télécommunications, en électronique ou équivalent), minimum 10 ans d'expérience ;	
		6.b. Un Ingénieur (Bac +5 en Génie industriel ou équivalent), minimum 10 ans d'expérience ;	
		6.c. Un Ingénieur des travaux informatiques option réseau (Bac +3 en travaux informatiques ou équivalent), minimum 10 ans d'expérience ;	
		6.d. Un Formateur certifié fabricant ou distributeur niveau utilisateur/technicien de maintenance, minimum 10 ans d'expérience ;	
		6.e. Un Formateur certifié fabricant ou distributeur niveau administrateur, minimum 10 ans d'expérience ;	

CRITERE RESPECTE/NON RESPECTE			
7.	MATERIELS A MOBILISER	[Validation des trois (03) sous critères pour obtenir un oui] NB : Joindre les copies certifiées par les services émetteurs ou toute autre autorité habilitée, des factures d'achat ou de location indiquant le numéro de contribuable de chaque émetteur pour les autres, le cas échéant, accompagnées d'un engagement de location de matériel signé.	
		7.a. Valise à outils réseau (01)	
		7.b. Valise à outils électricité (01)	
		7.c. MEGAOHMS (01)	
CRITERE RESPECTE/NON RESPECTE			
8.	DELAI DE GARANTIE	[Validation du sous critère pour obtenir un oui]	
		Certificat de garantie supérieur ou égal à 12 mois.	
CRITERE RESPECTE/NON RESPECTE			
9.	ATTESTATION DE VISITE DE SITE	[Validation du sous critère pour obtenir un oui]	
		Une attestation de visite du site signée sur l'honneur par le soumissionnaire, faisant ressortir une description du site ainsi que les observations sur les conditions d'exécution des prestations	
CRITERE RESPECTE/NON RESPECTE			
10.	CAPACITE FINANCIERE	[Validation d'un (01) sous critère pour obtenir un oui]	
		Une attestation de capacité financière d'un montant de 60 000 000 (soixante millions) de FCFA Minimum	
		Le chiffre d'affaires cumulé des cinq (05) dernières années inférieur à un montant cumulé toutes taxes comprises de 600 000 000 (six cent millions) de FCFA accompagné des pièces justificatives (Compte de résultat ou Déclaration Statistique et Fiscale certifié)	
CRITERE RESPECTE/NON RESPECTE			
TOTAL OUI		/10

PIÈCE N° 4 :

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

Table des matières

Chapitre I : Généralit	CHAPITRE I. Généralités.....	68
Article 1.	Objet du marché	68
Article 2.	Procédure de passation du marché	68
Article 3.	Attributions et nantissement	68
Article 4.	Langue, lois et règlements applicables.....	69
Article 5.	Normes	69
Article 6.	Pièces constitutives du marché	69
Article 7.	Textes généraux applicables	70
Article 8.	Communication.....	71
CHAPITRE II.	Exécution des prestations	72
Article 9.	Consistance des prestations	72
Article 10.	Lieu et délai de livraison ou d'exécution	72
Article 11.	Obligations du Maître d'Ouvrage	72
Article 12.	Ordres de service	73
Article 13.	Marchés à tranches conditionnelles	74
Article 14.	Matériel et personnel du cocontractant.....	74
Article 15.	Rôles et responsabilités du cocontractant	76
Article 16.	Brevet	77
Article 17.	Transport, assurances et responsabilité civile	77
Article 18.	Essais et services connexes.....	78
Article 19.	Service après-vente et consommables.....	78
CHAPITRE III.	De la réception des prestations	79
Article 20.	Documents à fournir avant la réception technique.....	79
Article 21.	Réception provisoire.....	79
Article 22.	Documents à fournir après réception provisoire.....	82
Article 23.	Garantie contractuelle.....	82

Article 24. Réception définitive.....	83
CHAPITRE IV. Clauses financières.....	83
Article 25. Montant du marché	83
Article 26. Garanties ou cautions	83
Article 27. Lieu et mode de paiement.....	86
Article 28. Variation des prix	86
Article 29. Formules de révision ou d'actualisation des prix.....	86
Article 30. Formules d'actualisation des prix.....	86
Article 31. Avances	86
Article 32- Règlement des marchés de fournitures	87
Article 33- Intérêts moratoires.....	90
Article 34 -Pénalités.....	90
Article 35- Règlement en cas de groupement d'entreprises et de sous-traitance.....	91
Article 36- Régime fiscal et douanier	91
Article 37- Timbres et enregistrement des marchés	92
CHAPITRE V.Dispositions diverses	92
Article 38- Résiliation du marché	92
Article 39- Cas de force majeure	93
Article 40- Différends et litiges	93
Article 41- Edition et diffusion du présent marché.....	93
Article 42 et dernier : Validité et entrée en vigueur du marché	93

Chapitre I : Généralités

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet pour l'acquisition et l'installation de l'autocommutateur au Hilton hôtel de Yaoundé suivant les caractéristiques définies dans les spécifications et les quantités définies dans le devis quantitatif et estimatif.

Article 2 : Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé suivant la procédure d'Appel d'Offres National Ouvert N°...../AONO/CHC SA/HILTON/CIPM/2025 DU _____

Article 3 : Attributions et nantissement

3.1. Attributions

Pour l'application des dispositions du présent marché, il est précisé que :

- **Le Maître d'Ouvrage** est le Directeur Général p.i de la CHC SA Yaoundé. Il signe le marché, ordonne le paiement des prestations, veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies à l'Autorité des marchés, à l'organisme chargé de la régulation, et au Ministère chargé des marchés publics ;
- **Le Chef Service du Marché** est : Il s'assure de la bonne exécution des obligations contractuelles. Il veille au respect des Clauses Administratives, Techniques et Financières et des délais contractuels. Il est responsable de la direction générale de l'exécution des prestations, il arrête toutes les dispositions technico-financières et représente le Maître d'Ouvrage auprès des instances compétentes d'arbitrage des litiges. Il apporte au Maître d'Ouvrage, une assistance générale à caractère administratif, financier et technique aux stades de la définition, de l'élaboration, de l'exécution et de la réception des travaux objet du marché ;
- **L'Ingénieur du Marché** est , assisté de..... Il est accrédité par le Maître d'Ouvrage pour le suivi de l'exécution du marché sous la supervision du Chef de Service du marché à qui il rend compte ;

- **L'Organisme chargé du contrôle externe des marchés publics est le Ministère en charge des marchés publics. Il assure le contrôle de conformité de l'exécution du marché.**
- **Le cocontractant est, BPTél. : E-mail :**

Il est chargé de l'exécution des prestations prévues dans le marché.

3.2. Nantissement

Le présent marché peut être donné en nantissement, sous réserve de toute forme de cession de créance.

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement des paiements est : le Directeur Général p.i de la CHC SA Yaoundé ;
- L'Autorité chargée de la liquidation des dépenses est : le Directeur Général p.i de la CHC S.A. Yaoundé ;
- L'Organisme chargé du paiement est : la CHC SA Yaoundé ;
- Les Responsables compétents pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent Marché sont : le et le

Article 4 : Langue, lois et règlements applicables

4.1. Les langues utilisées sont le Français ou l'Anglais.

4.2. Le cocontractant s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si ces lois et règlements en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Normes

5.1 Les fournitures et équipements livrés en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans le Cahier des Spécifications Techniques (**CST**) des Fournitures. Au cas où aucune autre norme applicable n'est mentionnée, la norme faisant autorité en la matière, la plus récemment approuvée par l'Autorité compétente et applicable au Cameroun sera considérée.

5.2 Le Cocontractant étudiera, exécutera et garantira les fournitures du présent marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

Article 6 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

1. La soumission ou l'Acte d'engagement ;
2. L'offre du Cocontractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Descriptif des Fournitures ci-dessous visés ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Le Cahier des Spécifications Techniques (CST) ;
5. Le détail ou le devis quantitatif et estimatif (DQE) ;
6. Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
7. Le sous-détail des prix unitaires (SDPU) et la décomposition des prix forfaitaires ;
8. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de Fournitures mis en vigueur par arrêté N°033/CAB/PMdu13 février 2007 ;
9. La Charte d'intégrité ;
10. La déclaration d'engagement social et environnemental.

Tout autres documents utiles (les Procès-Verbaux (PV) de négociation, les CST, les Plans, les Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre Environnemental Social, Hygiène et Sécurité (ESHS), le Code de Conduite ESHS, l'analyse de la valeur du projet le cas échéant, etc.).

Article 7 : Textes généraux applicables

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. Loi n° 92/007 du 14 Août 1992 portant code du travail ;
2. Loi N° 98/013 du 14 juil. 1998 relative à la concurrence ;
3. Loi n°2008/003 du 14 avril 2008 régissant les dépôts et consignations ;
4. Loi-cadre N° 2011/012 du 6 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun ;
5. Loi n° 2015/018 du 21 décembre 2015 régissant l'activité commerciale au Cameroun ;
6. Loi n° 2018/011 du 11 Juillet 2018 portant code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun ;
7. Loi n° 2018/012 du 12 Juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des entités publiques ;
8. Loi n° 2024/013 du 24 décembre 2024 portant loi de Finances de la République du Cameroun pour l'Exercice 2025 ;
9. Décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics modifié et complété par Le décret n° 2012/076 du 08 mars 2012 ;

10. Décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des marchés publics ;
11. Décret 2012/076 du 08 mars 2012, modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
12. Décret n° 2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics dans ses dispositions non contraires au code des marchés publics ;
13. Décret n°2018/355 du 12 juin 2018 portant règles communes applicables aux marchés des entreprises publiques ;
14. Décret n° 2018/4992/PM du 21 Juin 2018 fixant les règles régissant le processus de maturation des projets d'investissement public ;
15. Arrêté n° 093/CAB/PM du 5 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et des frais d'achat des Dossiers d'Appel d'Offres ;
16. Arrêté n° 033/CAB/PM du 13 février 2007 mettant en vigueur les Cahiers des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics ;
17. Arrêté n°00000023/MINFI du 1^{er} décembre 2023 fixant les règles relatives à l'organisation financière et comptable, les modalités de dépôt et de retrait, de consignation et de déconsignation des fonds et/ou valeurs détenus par la Caisse des Dépôts et Consignations;
18. Circulaire n°00013995/C/MINFI du 31 décembre 2024 portant instructions relatives à l'exécution, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2025 ;
19. Lettre-circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.
20. Les normes techniques en vigueur au Cameroun ;
21. Le Guide des procédures de passation des Marchés de la CHC.

Article 8 : Communication

8.1. Toutes les notifications et communications écrites au titre du présent marché devront être faites aux adresses suivantes :

a. Dans le cas où Le fournisseur est le destinataire :

Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Chef de Service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la mairie du Chef-lieu de la Région dont relèvent les prestations.

b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire :

Monsieur le Directeur Général p.i de la CHC S.A Yaoundé

BP : 11110 Yaoundé – Tel : 681 798 106 – Email : info@chc-sa.net.

Copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de Service et à l'Ingénieur du marché.

- 8.2.** Le fournisseur adressera toutes notifications écrites ou correspondances à l'Ingénieur du Marché, avec copie au Chef de service du Marché.

Chapitre II : Exécution des prestations

Article 9 : Consistance des prestations

9.1. La livraison du présent marché comprend pour l'essentiel la fourniture, le transport, la manutention, la mise en service et la réception de l'autocommutateur au Hilton hôtel.

- La livraison de fournitures et matériel selon le CST;
- L'installation de chantier ;
- Les opérations de déploiement et de mise en œuvre ;
- Les opérations de fonctionnement et mise en service des systèmes requis par le CST ;
- La formation du personnel ;

La production de l'ensemble des livrables et de la documentation attendue

Article 10 : lieu et délai de livraison ou d'exécution

10.1. Le lieu de livraison et d'exécution des prestations est l'hôtel Hilton de Yaoundé ;

10.2. Le délai de livraison des prestations objet du présent marché est de **neuf (09) mois**.

10.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de service de commencer les prestations.

Article 11 : Obligations du Maître d'Ouvrage

11.1. Le Maître d'ouvrage est responsable de l'acquisition et de la mise à disposition du site ainsi que des facilités pour son accès, de la possession, de l'utilisation et de l'accès à toutes les autres zones raisonnablement nécessaires à la bonne exécution du Marché. Il doit fournir au Cocontractant les facilités pour l'accès aux sites des projets. Pour les sites éloignés au siège du Maître d'Ouvrage, les frais de transports pour leur accès sont à la charge du Cocontractant.

11.2. Le Maître d'ouvrage devra obtenir à ses frais les autorisations, agréments et licences auprès des autorités locales, régionales ou nationales ou des services publics compétents, nécessaires à l'exécution du Marché, et qui relèvent de ses obligations.

11.3. Si le cocontractant en fait la demande, le Maître d'ouvrage fera tout son possible pour l'aider à obtenir à temps et avec toute la diligence requise auprès des administrations ou services publics locaux, régionaux, nationaux, les permis, autorisations et licences nécessaires à l'exécution du Marché requis par ces organismes pour le cocontractant, ses sous-traitants ou le personnel du cocontractant ou de ses sous-traitants selon les cas.

11.4. Le Maître d'Ouvrage assure au cocontractant protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont il peut être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

Article 12 : Ordres de service

Les différents ordres de service seront établis et notifiés dans les conditions suivantes :

12.1. Dès notification du marché au titulaire, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour signer l'ordre de service de démarrage des prestations. Cet Ordre de service est notifié au cocontractant par le Chef de service du marché dans un délai de sept (7) jours calendaires avec copie à l'ingénieur, au Responsable des Approvisionnements et à l'Organisme chargé du paiement ;

12.2. Les ordres de services ayant une incidence sur le montant et/ou sur le délai sont signés par le Maître d'Ouvrage dans les conditions suivantes :

- a.** Lorsqu'un ordre de service est susceptible d'entraîner le dépassement du montant du marché, sa signature est subordonnée aux justificatifs des finances par le Maître d'Ouvrage ;
- b.** En cas de dépassement du montant du marché, les modifications ne peuvent se faire que par voie d'avenant et les prestations supplémentaires ne peuvent être payées qu'après signature de ce dernier par le Maître d'Ouvrage.
- c.** Les ordres de service pour prestations supplémentaires peuvent être signés par le Maître d'Ouvrage et régularisés plus tard par voie d'avenant, tant que leur incidence financière est inférieure à vingt pour cent (20%) du montant du marché.

Une copie des ordres de service susvisés sera adressée au Chef de service du marché pour notification avec copie à l'ingénieur, au Responsable des Approvisionnements et à l'Organisme chargé du paiement;

- d.** Le visa préalable de l'Organisme Payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.
- e.** En tout état de cause, toute modification touchant aux spécifications techniques ou clauses techniques particulières doit faire l'objet d'une étude préalable sur l'étendue,

le coût et les délais du marché.

- 12.3.** Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service du marché et notifiés au cocontractant par l'Ingénieur du marché ou le Maître d'œuvre (le cas échéant) avec copie au Responsable des Approvisionnements à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.
- 12.4.** Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au cocontractant par le Chef de service, avec copie à l'ingénieur du marché, au Responsable des Approvisionnements et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics,
- 12.5** Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au cocontractant par le Chef de Service avec copie à l'ingénieur du marché, au Responsable des Approvisionnements, à l'Organisme chargé de la Régulation, à l'Ingénieur du marché, et à l'Organisme Payeur.
- 12.6** Les ordres de service prescrivant les prestations nécessaires pour remédier aux dysfonctionnements ne relevant pas d'une utilisation normale qui apparaîtraient pendant la période de garantie, seront signés par le Chef de Service, sur proposition de l'Ingénieur et notifiés au cocontractant par l'Ingénieur, avec copie au Responsable des Approvisionnements.
- 12.7** Le cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le cocontractant d'exécuter les ordres de service reçus.
- 12.8** En cas de groupement d'entreprises, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seule qualité pour présenter des réserves au nom du groupement qu'il représente.

Article 13 : Marché à tranches conditionnelles

Sans objet.

Article 14 : Matériel et personnel du cocontractant

14.1. Le Personnel

Le cocontractant est tenu d'utiliser le personnel proposé dans l'offre dans le cadre de la réalisation des prestations/services.

14.2. Remplacement du personnel clé

Toute modification, même partielle, apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Maître d'Ouvrage ou du Chef de service du marché. En cas de modification, le cocontractant le fera remplacer par un personnel de

compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.

En tout état de cause, les listes du personnel d'encadrement à mettre en place seront préalablement soumises à l'agrément écrit du Maître d'Œuvre ou de l'ingénieur le cas échéant dans les sept (07) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.

L'ingénieur du Marché disposera de sept (07) jours (à préciser) pour notifier par écrit son avis au Chef de service du Marché. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de refuser son agrément à une personne proposée par le cocontractant dont la qualification serait insuffisante.

Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à **l'article 38** ci-dessous ou d'application de pénalités particulières.

Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage pour approbation préalable.

14.3. Retrait du personnel

Après agrément écrit du Maître d'Ouvrage, le Chef de service du marché peut demander au cocontractant de retirer une personne faisant partie de ses effectifs, en donnant les motifs de sa requête, le Cocontractant veillera à ce que cette personne quitte le site dans les dix jours et qu'elle n'ait plus aucun rapport avec le travail dans le cadre du Marché. Si le Maître d'Ouvrage demande le remplacement d'un membre de l'équipe pour faute grave dûment constatée ou pour incompétence, le remplacement se fait aux frais du cocontractant dans un délai maximum de quinze (15) jours.

14.4. Représentant du cocontractant

Dès notification du marché et en cas de mandataire, le cocontractant désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'Administration pour tout ce qui concerne l'exécution du projet.

Cette personne chargée de la coordination des tâches afférentes aux prestations, doit disposer de pouvoirs suffisants pour prendre sans délai les décisions nécessaires à la bonne marche du projet.

14.5 Législation du travail

Le Cocontractant devra se conformer à la législation du travail en vigueur au Cameroun incluant la législation relative à l'embauche, la santé, la sécurité, la protection sociale, à l'HIMO, au quota de ressources locales à mobiliser.

Le cocontractant devra fournir le logement, l'assistance médicale, la nourriture et les installations sanitaires au personnel vivant dans les bases vie du cocontractant, en se conformant aux exigences des Spécifications se rapportant aux Conditions sociales et sanitaires de la main d'œuvre.

Dans les relations avec son personnel et le personnel de ses sous-traitants, qui seront employés ou participeront à l'exécution du Marché, le cocontractant devra respecter les fêtes nationales, jours fériés légaux, fêtes religieuses ou autres coutumes, ainsi que

toutes les lois et toutes les réglementations locales applicables en matière de droit du travail.

Sauf disposition contraire du Marché, si le cocontractant estime nécessaire d'effectuer des prestations de nuit ou pendant les jours fériés afin de respecter les Niveaux de service et le Délai d'achèvement contractuel, et s'il demande son consentement au Maître d'ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué à cet effet (si un tel consentement est requis), le Maître d'ouvrage ne devra pas lui refuser ce consentement sans motif valable.

Le cocontractant aura la responsabilité d'obtenir tous les permis et/ou visas nécessaires de la part des autorités compétentes, afin que toute la main-d'œuvre et tout le personnel devant être employés sur le Site puissent entrer et séjourner en situation régulière au Cameroun.

Le cocontractant devra fournir à ses propres frais les moyens nécessaires afin de rapatrier tous les membres de son personnel et du personnel de ses sous-traitants travaillant sur le Site, dans les pays où ils ont été respectivement recrutés pour l'exécution du Marché ; il devra également pourvoir, à ses propres frais, à leur séjour temporaire sur place, entre la date à laquelle ils cesseront d'être employés à l'exécution du Marché et la date programmée pour leur rapatriement.

14. 6. Matériel proposé dans l'offre

Le cocontractant utilisera le matériel approprié proposé dans l'offre pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.

Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

Article 15 : Rôles et responsabilités du cocontractant

15.1 Le cocontractant a pour mission d'exécuter la fourniture des biens sous le contrôle de l'ingénieur et de remplir ses obligations de façon diligente, efficace et économique, tels que décrits dans les Spécifications techniques ou les clauses techniques, sous le contrôle de l'Ingénieur et ce conformément au présent marché aux règles et normes en vigueur au Cameroun et aux techniques et pratiques généralement acceptées dans le domaine d'activité concerné par le marché. Il est tenu notamment d'effectuer (s'il y a lieu) les essais et analyses, de déterminer, de choisir, d'acheter, et approvisionner tous les outillages, matériaux et fournitures nécessaires pour l'exécution des prestations. Il est tenu d'engager tout le personnel utile spécialisé ou non.

Le cocontractant est responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de la qualité des prestations, de la sécurité des fournitures, de leur transport jusqu'au site de livraison, de leur parfaite adaptation aux besoins de la commande concernée, de la bonne exécution des prestations et des prestations et interventions effectués par les sous-traitants agréés.

Il a l'obligation de remettre en état les ouvrages et matériels détériorés du fait de ses prestations et de se conformer à la législation en vigueur au Cameroun concernant le respect de l'environnement. Il devra exécuter toutes les fournitures spécifiées dans le CST et se conformer aux textes et directives mentionnés dans le cadre du marché.

15.2 Le présent marché peut donner lieu à des sous-commandes suivant les modalités fixées par le décret et le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés des fournitures à condition d'obtenir une autorisation du Maître d'Ouvrage.

15.3 Nonobstant tout recours à une sous-commande, l'entreprise principale demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

15.4 Les prestations objet de sous-commande doivent prioritairement être accordées aux Petites et Moyennes entreprises nationales dont cinquante-un (51%) au moins du capital est détenu par les nationaux, et en cas d'insuffisance ou de carence, aux PME et Grandes entreprises dont trente-trois pourcent (33%) au moins du capital est détenu par les nationaux.

15.5 Le cocontractant doit prendre en charge des frais professionnels et de la couverture de tous risques de maladie et d'accident dans le cadre de sa mission.

Article 16 : Brevet

Le Fournisseur garantira le Maître d'ouvrage contre toutes réclamations des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droit de création industrielle résultant des prestations, de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

Article 17 : Transport, assurances et responsabilité civile

17.1. Emballage pour le transport

Le cocontractant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le cocontractant doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

17.2. Assurances

Le cocontractant devra, à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, les assurances pendant toute la durée d'exécution du Marché. L'identité des assureurs et la forme des polices seront soumises à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

Les assurances ci-après devront être fournies, aux montants, franchises et sous les autres conditions stipulées dans les spécifications techniques : [à l'appréciation du Maître d'ouvrage eu égard à la nature et l'envergure des prestations du marché].

- a).** Assurance tous risques chantier ou des opérations d'assemblage : couvrant la perte ou les dommages causés aux Installations sur le site, survenant avant l'achèvement des Installations, avec une extension de garantie couvrant la responsabilité du cocontractant au titre de la perte ou des dommages survenant pendant la période de garantie, aussi longtemps que le cocontractant restera sur le site pour exécuter ses

obligations pendant la période de garantie.

b). Assurance de responsabilité civile vis-à-vis des tiers : couvrant les risques de dommages corporels causés à des tiers ou les risques de décès de tiers (y compris le personnel du Maître d'Ouvrage) et les risques de perte ou de dommages causés à des biens, survenant en relation avec la fourniture et le montage des Installations, le cas échéant.

c). Autres assurances [*A adapter selon le cas*] : Toutes autres assurances qui pourront être spécifiquement convenues entre les parties au marché sont présentées, telles qu'énumérées dans l'annexe mentionnée ci-dessus.

En tout état de cause, la police doit couvrir tous les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ou aux ouvrages du lendemain de sa souscription, à la réception définitive des prestations.

Si le cocontractant s'abstient de contracter et /ou de maintenir les assurances visées ci-dessus, le Maître d'ouvrage pourra contracter ces assurances et les maintenir en vigueur, et déduire de temps à autres, de toute somme due au cocontractant en vertu du marché, toute prime que le maître d'ouvrage aura payée à l'assureur, ou recouvrer autrement le montant de la prime ainsi payée sera considéré comme si c'était une dette due par le cocontractant.

Le cocontractant devra veiller à ce que son ou ses sous-traitants souscrivent et maintiennent en vigueur, dans toute la mesure nécessaire, des polices d'assurance appropriées couvrant leur personnel, leurs véhicules et les prestations exécutées par eux en vertu du marché, à moins que ces sous-traitants ne soient couverts par les polices contractées par le cocontractant.

Article 18 : Essais et services connexes

Le cocontractant est tenu d'avoir ses propres ateliers d'essais permettant d'exécuter tous les essais d'identification et de mise en fonctionnement des fournitures définis dans le CST. Lesdits essais dans ces ateliers sont assurés par le personnel et le matériel du cocontractant

Les essais et services connexes concernent :

1. *Le démantèlement de l'installation existante*
2. *L'installation et la mise en service de l'autocommutateur*
3. *La formation pour standardiste et utilisateurs*
4. *La formation pour technicien de maintenance niveau 1*
5. *La formation pour ingénieur d'administrateur*
6. *La formation pour technicien de maintenance niveau 1*
7. *L'installation et la mise en service du répartiteur général*

Article 19 : Service après-vente et consommables

Le Cocontractant aura à maintenir en République du Cameroun pendant une année à compter de la date de réception définitive :

1. Un personnel qualifié capable d'assurer toutes les réparations nécessaires au

- bon fonctionnement de l'équipement et/ou accessoires qu'il a fournis ;
- 2 Un stock suffisant de pièces de rechange ou de consommables.

Chapitre III : De la Réception des Prestations

Article 20 : Documents à fournir avant la réception technique

20.1. Le cocontractant devra dans un délai de dix (10) jours au moins avant la réception provisoire transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

1. Copie de la facture décrivant les fournitures indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;
2. Notification de la livraison ou bordereau de livraison ;
3. Certificat de garantie du fabricant ou du fournisseur agréé ;
4. Certificat d'origine le cas échéant ;
5. Copie Cautionnement définitif.
6. Copie assurance le cas échéant ;

Article 21 : Réception provisoire

21.1. Opérations préalables à la réception

Avant la réception provisoire, le cocontractant demande par écrit au Maître d'Ouvrage, avec copie à l'ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception. Cette visite comprend entre autres opérations :

- La reconnaissance qualitative et quantitative des équipements livrés ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au Marché ;
- La constatation de la remise en état des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des prestations.

21.1.1 La commission de réception ou l'ingénieur du marché, procède aux vérifications en qualité et en quantités, (à préciser soit dans les usines de fabrication et les modalités le cas échéant, ateliers d'essais, magasins ou lieux d'exécution des prestations du cocontractant, ateliers d'essais des structures publics de l'Etat, soit dans les sites des Maître d'Ouvrage).

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ et signé par l'Ingénieur et le Cocontractant.

21.1.2 Lorsque ces opérations sont effectuées par un technicien, celui-ci établit un procès-verbal portant proposition d'acceptation, de mise à réparer, à bonifier ou de rejet, qui est transmis à la commission pour décision.

21.1.3 La commission de réception technique ou le technicien commis à cette tâche, doit se limiter à vérifier la conformité des spécifications techniques.

En matière de réception technique, la commission prend une des décisions suivantes concernant tout ou partie de la prestation :

- a.** Elle accepte en qualité et en quantité la prestation et, dans ce cas, sa décision est immédiatement exécutoire ;
- b.** Elle constate que la prestation n'est pas conforme et en prononce le rejet. Toutefois, dans cette hypothèse, elle peut admettre soit que la prestation soit mise en conformité, soit qu'elle fasse l'objet d'une réfaction. Le rejet de la prestation est notifié au Cocontractant par lettre recommandée ou simple lettre contre décharge s'il n'a pas signé le procès-verbal concluant à cette décision.

21.2. Réception Provisoire

Le cocontractant est tenu de faire connaître au Chef de service du marché au plus tard trente (30) *jours* avant l'expiration du délai contractuel, la date à laquelle il souhaite que soit réceptionné les fournitures.

La réception provisoire sera prononcée aussitôt après la livraison des fournitures objet du présent marché et les Opérations préalables à la réception.

La Commission après vérification des spécifications technique et mise en fonctionnement des équipements examine le procès- verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des prestations s'il y a lieu.

Pour les marchés comportant plusieurs tranches, le cas échéant, le Maître d'Ouvrage procédera à la réception provisoire des fournitures de la tranche considérée. Cette réception conditionnera le début de la tranche conditionnelle suivante.

La visite de réception est sanctionnée par la signature, séance tenante, par tous les participants d'un procès-verbal de réception mentionnant si elle est prononcée ou non et le cas échéant, les réserves à lever, assorties de délais, avant de prononcer ladite réception.

Au cas où la réception n'est pas prononcée, le procès-verbal de réception précise les réserves à lever assorties des délais, avant de prononcer ladite réception.

Pour être valable, le procès-verbal de réception doit être signé par les deux tiers 2/3 au moins des membres de la commission dont le Président.

21.3. La Commission de réception :

La Commission de réception sera composée des membres suivants :

Président : *Le Maître d'Ouvrage ou son représentant ;*

Rapporteur : *L'Ingénieur du marché ;*

Membres :

- *Le Chef de Service du marché ou son représentant ;*
- *Le Responsable des Approvisionnements ou son représentant ;*

Invité : *Le Cocontractant ;*

Les membres de la commission de réception sont convoqués au moins dix (10) jours avant la date de réception. Le cocontractant ou le prestataire est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter) par (*Quorum à préciser*). Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la Commission de réception.

21.4. Réceptions partielles

Le cocontractant pourra selon que la nature des prestations ou la force majeure l'exige, demander des réceptions partielles. Dans ce cas, la commission chargée des réceptions partielles sera la même que celle devant effectuer la réception provisoire. Un procès-verbal de réception partielle sera rédigé et signé par toutes les parties.

21.5. Début de la période de garantie

La période de Garantie court à compter de ladite réception provisoire.

21.6. Prise de possession des fournitures

Toute prise de possession des fournitures doit être précédée d'une réception partielle ou provisoire. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous-réserve de l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

21.7 : Rejet

Lorsque la Commission juge que les prestations appellent les réserves telles qu'il ne lui apparaît possible d'en prononcer ni la réception partielle ni la réception avec réfaction, le Chef de service du marché notifie une décision motivée de rejet.

Le Cocontractant dispose de quinze (15) jours pour présenter ses observations ; Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du Chef de service du marché. Si le Cocontractant formule des observations, celui-ci dispose ensuite de quinze (15) jours

pour notifier une nouvelle décision, après avis de la Commission de réception, le cas échéant ; à défaut d'une telle notification, le Chef de service du marché est réputé avoir accepté les observations du Cocontractant.

En cas de rejet, le Cocontractant est tenu de rembourser les avances et acomptes déjà perçus.

Article 22 : Documents à fournir après réception provisoire

Le Cocontractant remettra à l'ingénieur du marché dans les trente (30) jours suivants la date de réception provisoire de l'ensemble des prestations :

- Tout document précisant le détail des travaux effectués et des équipements livrés ainsi que les manuels d'utilisation et de maintenance.
- Tout document précisant le montant à retenir sur la caution en termes de pénalité pour non-fourniture desdits documents.

Article 23 : Garantie contractuelle

23.1. Délai de garantie

La durée de garantie est de **douze (12) mois** à compter de la date de réception provisoire des prestations ou de la réception partielle. Le Cocontractant garantit que les équipements livrés en exécution du marché sont neufs.

23.2. Obligations pendant la période de garantie

Pendant la période de garantie, le Cocontractant doit maintenir à ses frais le matériel en état de fonctionnement, c'est-à-dire assurer dans les dix (10) jours de la notification de la panne par l'Administration et sur le lieu d'emploi, la remise en état du matériel pour toutes les pannes consécutives à des vices de construction ou à des défauts de fabrication qui apparaissent dans l'équipement. Le cocontractant garantit la CHC SA de la bonne tenue des équipements et de la réparation de tout défaut ; Le cocontractant doit utiliser, et fournir, au titre du présent marché, des matériels et équipements neufs.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de facturer au Cocontractant les frais correspondants au manque à gagner résultant de la mauvaise tenue de ses prestations pendant la période de garantie.

Si après réception provisoire, le cocontractant ne s'est pas conformé dans un délai de

quinze (15) jours aux prescriptions d'un ordre de service concernant les réparations ou réfections éventuelles, le Chef de service du marché sera en droit de les faire exécuter par ses propres ouvriers ou par un autre fournisseur et d'en recouvrer le montant aux dépens du cocontractant par déduction sur toutes sommes dues, garantie ou à devoir à ce dernier dans le cadre du marché.

Article 24 : Réception définitive

24.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de *quinze (15) jours* à compter de l'expiration du délai de garantie.

24.2. La composition de la commission ainsi que la procédure de réception définitive sont les mêmes que celles de la réception provisoire.

24.3. Le Maître d'œuvre ne sera pas membre de la commission le cas échéant.

24.4. Le marché est clôturé définitivement dans les conditions fixées à l'article 32 alinéa 3 du présent CCAP concernant le Décompte général et définitif.

Chapitre IV : Clauses financières

Article 25 : Montant du marché

Le montant du présent Marché, tel qu'il ressort du détail quantitatif et estimatif ci-joint, est le prix fixé dans la lettre de soumission. Ce montant est de **Francs CFA Toutes Taxes Comprises** soit :

(en lettres) (en chiffres)

- Montant HTVA : **(en lettres) (en chiffres) Francs CFA**
- Montant de la TVA : **(en lettres) (en chiffres) FCFA**
- Montant de la l'AIR ou TSR : **(en lettres) (en chiffres) Francs CFA**
- Montant de la TSR , le cas échéant : **(en lettres) (en chiffres) Francs CFA** n'est applicable que pour les marchés passés avec les titulaires dont le siège est basé à l'étranger.
- Net à percevoir = HTVA – (AIR ou TSR) : **(en lettres) (en chiffres) Francs CFA**

Article 26 : Garanties ou cautions

Le cocontractant devra fournir les garanties décrites ci-après émanant d'organismes

financiers agréés par le Ministre chargé des finances en faveur du Maître d'Ouvrage dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquée ci-après :

26.1. Cautionnement définitif

- a) Le cautionnement définitif sera constitué et transmis au chef du service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours calendaires à compter de la date de notification du marché et en tout cas avant le premier paiement. Il devra être timbré et **accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC).**
- b) Son montant est fixé à **2%** du montant TTC du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.
- c) La garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître d'ouvrage, et devra suivre l'un des modèles fournis dans le Dossier d'appel d'offres, comme indiqué par le Maître d'ouvrage dans le CCAP, ou tout autre document satisfaisant le Maître d'ouvrage.
- d) Les modes de substitution du cautionnement prévus conformément à l'article 140 du code des marchés publics
- e) Le cautionnement définitif sera restitué consécutivement par le Maître d'Ouvrage dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des prestations, à la suite d'une main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du cocontractant.
- f) Les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

26.2. Cautionnement de bonne exécution en remplacement de la retenue de garantie

Lorsque le marché est assorti d'une période de garantie ou d'entretien, la retenue de garantie est fixée à **5%** du montant TTC du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants. **Elle devra être timbrée et accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC).**

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement de bonne exécution sera

effectuée dans un délai de trente (30) jours calendaires après la réception définitive des prestations sur main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après expiration du délai de garantie.

A l'expiration d'un délai de 30 jours calendaires, les cautionnements cessent d'avoir effet; l'organisme compétent est tenu de restituer ces cautionnements ou de libérer la retenue de garantie ou le cautionnement de bonne exécution sur simple demande du cocontractant de l'administration ; sauf si le Maître d'Ouvrage a dûment signifié à la caution du cocontractant qu'il n'a pas honoré toutes ses obligations.

Dans ce cas, il ne peut être mis fin à l'engagement de la caution que par main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

26.3. Cautionnement d'avance de démarrage ou d'avance pour approvisionnement

Conformément aux textes en vigueur et sur demande expresse du Cocontractant, il pourra être accordé une avance de démarrage d'un montant au plus égal à trente pourcent (30%) du montant TTC du Marché sans justification. Cette avance devra être cautionnée à cent pourcent (100%) par un établissement bancaire de 1^{er} Ordre agréé par le Ministre en charge des Finances. Il devra être timbré et **accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC).**

Nb: Les cautionnements suscités émis dans le cadre du présent marché, sont constitués à 100% et sont consignés en numéraires à la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC).

Toutefois, pour ce qui est des cautionnements d'avance de démarrage ou pour approvisionnement, 40% du montant de la somme y relative sont déposés en numéraires à la CDEC lors de la consignation, tandis que les 60% restants font l'objet d'un engagement de l'établissement financier émetteur, à les restituer à première demande à la CDEC, pour la quotité restant éventuellement due en cas de défaillance du soumissionnaire ou du titulaire du marché.

Le remboursement de l'avance de démarrage est effectué par déduction sur les sommes dues au titulaire pendant l'exécution du marché et suivant des modalités définies dans ledit marché. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, exprimé en prix de base, atteint ou dépasse quarante pour cent (40 %) du montant initial du marché, ou de la tranche et s'achève lorsque ce taux atteint quatre-vingt pour cent (80 %). Si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait

l'objet d'un seul règlement, l'avance de démarrage est déduite en une seule fois du règlement unique.

Les déconsignations des cautionnements émis dans le cadre des marchés publics sont faites immédiatement après notification à la CDEC de la mainlevée ou de l'appel de la garantie par le Maître d'Ouvrage.

Article 27 : Lieu et mode de paiement

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par virement irrévocable au vu des pièces justificatives réglementaires au nom du cocontractant dans le compte ci-après :

NOM BANQUE	CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE RIB	CODE SWIFT

NB : La domiciliation bancaire devra être la même que celle du cautionnement définitif.

Article 28 : Variation des prix

28.1. Les prix du cadre du devis quantitatif et estimatif sont fermes et non révisables.

Les acomptes payés au cocontractant au titre des avances ne sont pas révisables.

28.2. Modalités d'actualisation des prix

Les modalités d'actualisation des prix sont celles prévues dans le guide des procédures de passation des marchés de la CHC SA.

Article 29 : Formules de révision des prix

Les prix du bordereau des prix unitaires sont non révisables.

Article 30 : Formules d'actualisation des prix

Les prix du bordereau des prix unitaires ne sont pas actualisables.

Article 31 : Avances

31.1 Une avance de démarrage pourra être consentie à l'Entrepreneur sur demande formelle de celui-ci. En cas d'avance de démarrage, le cocontractant émet une facture pour une avance de paiement. Ladite avance ne conditionne pas le début des travaux.

31.2 Cette avance ne peut excéder trente pour cent (30%) du montant Toutes Taxes

Comprises du marché.

Le paiement de l'avance de démarrage se fera par le Maître d'Ouvrage à la demande du cocontractant comprenant les documents ci-après :

1. Une demande du Cocontractant adressée au Maître d'Ouvrage ;
2. Une copie de la Caution d'avance de démarrage, accompagnée du récépissé de la CDEC;
3. Un original du Marché régulièrement signé par le Maître d'Ouvrage et le cocontractant, dûment enregistré ;
4. Une Facture timbrée sur toutes les pages (avec raison sociale, Boite postale, n° téléphone, adresse complète, n° contribuable et RC du client et du Cocontractant, montant HT, TVA le cas échéant, AIR selon le régime et montants NAP et TTC) ;
5. Une Quittance d'enregistrement tirée de la plateforme de la DGI ou le détail de virement ;
6. Un Certificat de non exclusion à la commande publique délivré par l'ARMP ;
7. Une Attestation de Conformité Fiscale (ACF), timbrée en cours de validité (3 mois) timbrée ;
8. Une Attestation de domiciliation bancaire (RIB) datant de moins de douze (12) mois ;
9. Une Attestation d'immatriculation fiscale timbrée éditée sur le site de la DGI (www.impôts.cm) timbrée ;
10. Un Plan de localisation certifié sur l'honneur et timbré ;
11. Une Copie du Registre de commerce ;
12. Une Assurance RCCE.

31.3 La totalité de l'avance doit être remboursée au plus tard dès que le moment ou la valeur de base des prestations réalisées atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant TTC du marché.

31.4 Au fur et à mesure du remboursement des avances, le Maître d'Ouvrage délivrera une mainlevée de la partie de la caution correspondante, sur demande expresse du cocontractant, adjudicataire du marché.

31.5 Le cocontractant utilisera exclusivement l'avance de démarrage pour les acquisitions de matériels, d'équipements, de matériaux et les dépenses de mobilisation spécialement nécessaires pour les besoins de l'exécution du Marché spécifiés dans sa demande.

Article 32- Règlement des marchés de fournitures

32.1. Décomptes provisoires

Les ordonnances de paiement seront émises sur la base des décomptes/factures établis et présentés par le cocontractant ou des documents attestant de l'exécution des prestations et dûment signés par l'Ingénieur, le Chef Service du Marché et toute autre intervenant dans le cadre dudit Marché.

32.2. Seule la facture hors TVA sera réglée (ou le décompte) au cocontractant. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'Ordre entre les budgets de la Cameroon Hotels Corporation.

Le montant HTVA de l'acompte à payer au cocontractant sera mandaté comme suit :

- 100 - 2, 2% versé directement au compte du Cocontractant ;
- 2, 2% versé au Trésor public au titre de l'AIR dû par le Cocontractant.
 - L'Ingénieur du marché disposera d'un délai de sept (7) jours pour transmettre au Chef de Service du marché, les décomptes qu'il a approuvés de façon à ce qu'ils soient en sa possession au plus tard le 12 du mois.
 - Le Chef de Service du marché dispose d'un délai de quatorze (14) jours maximums pour procéder à la signature des décomptes.
 - Les paiements seront effectués par la Cellule Finance et Comptabilité de la CHC S.A. dans un délai maximum de 14 jours calendaires à compter de la remise du décompte approuvé.
 - Le cocontractant sera rémunéré après la réception par le Maître d'Ouvrage du dossier de paiement complet, comprenant les documents ci-après :
 1. L'original du Marché dûment signé et enregistré aux Impôts ;
 2. L'original de la quittance d'enregistrement ;
 3. L'Ordre de service de commencer les prestations ;
 4. Le Bordereau de livraison signé de l'ingénieur et du Cocontractant. ;
 5. L'original du Procès-verbal de pré-réception signé par tous, l'Ingénieur du marché et le Cocontractant. ;
 6. L'original du Procès-verbal de réception signé par tous les membres désignés ;
 7. La Facture timbré(e) sur toutes les pages le cas échéant (avec adresse du Client et du Prestataire, le n° contribuable et RC du client et du Prestataire, montant HT, TVA, IR et montants NAP), certifiée conforme par le comptable ;
 8. Un certificat de non exclusion à la commande publique délivré par l'ARMP ;
 9. L'attestation d'immatriculation fiscale timbrée ;
 10. Une Attestation de domiciliation bancaire (RIB) datant de moins de trois (3) mois ;
 11. Une Attestation de conformité fiscale délivrée aux impôts, timbrée et en cours de validité ;
 12. Un plan de localisation timbré certifié sur l'honneur ;
 13. Une copie du certificat de garantie des fournitures commandées ;
 14. L'attestation/certificat de garantie ;
 15. Une Assurance RCCE.

32.3. Décompte final

Après achèvement des prestations et dans un délai maximum d'un (01) mois après la date de réception provisoire, le cocontractant établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des prestations effectivement réalisées qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

Ce projet de décompte final, une fois rectifié l'ingénieur du marché et accepté par le Chef de service du marché devient final. Il sert à l'établissement de l'acompte pour solde du marché, établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des décomptes/factures mensuels.

Le Chef de Service du marché dispose d'un délai d'un (01) mois maximum pour procéder à la signature des décomptes.

Le cocontractant de l'administration doit dans un délai maximal d'un (01) mois suivant la date de cette notification, renvoyer le décompte final revêtu de sa signature sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de signer.

Dans le cas où le cocontractant signe avec réserve ou ne signe pas le décompte final, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le cocontractant dans un mémoire récapitulatif de toutes les réclamations dont il revendique le paiement, accompagné des justificatifs nécessaires, et transmis au Maître d'œuvre ou l'Ingénieur dans le même délai que ci-dessus, sous peine de forclusion.

Le règlement du différend intervient alors selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

32.4. Décompte général et définitif

A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des fournitures, le Chef de service dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le cocontractant et le Maître d'Ouvrage. Ce décompte comprend :

- Le décompte final,
- Le solde,
- La récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le cocontractant, lie définitivement les parties et met fin au marché et libère le cocontractant et le Maître d'Ouvrage de toutes leurs obligations, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

Le Chef de Service du marché dispose d'un délai d'un (01) mois maximum pour procéder à la signature des décomptes.

Pour cela, une copie de l'attachement correspondant et tous les décomptes provisoires devront lui être antérieurement transmis ou remis à son représentant sur le site le cas échéant. Les délais et les modalités de signature ainsi que de gestion des désaccords sont les mêmes que ceux du décompte final.

32.5. Règlement en cas de groupement d'entreprises et de sous-traitance

32.5.1. En cas de groupement solidaire d'entreprises les paiements sont effectués dans le compte indiqué dans la soumission soit au nom du groupement, soit au nom du mandataire.

32.5.2. En cas de groupement conjoint, les paiements seront effectués dans les différents comptes des cotraitants conformément aux termes de l'accord de groupement.

32.5.3. Tout paiement d'acompte pour des prestations réalisées par des sous-traitants, est subordonné à l'exécution des prestations prévues dans le marché, et réceptionnés sous réserve de la preuve de leur paiement par le co-contractant de l'Administration aux sous-traitants.

L'Entreprise principale dispose d'un délai maximal de trente (30) jours ouvrables à compter de la date de rémunération de la facture des prestations exécutées et réceptionnées pour effectuer le paiement du sous-traitant.

En cas de non-paiement d'un sous-traitant pour des prestations déjà rémunérées par le Maître d'Ouvrage, ce dernier peut prendre à l'encontre du titulaire du marché des mesures coercitives, notamment le paiement direct du sous-traitant.

Article 33- Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés, conformément à la réglementation en vigueur

Article 34 -Pénalités

A. Pénalités de retard

En cas de dépassement du délai contractuel imputable au titulaire du marché, il lui est appliqué une pénalité de retard, dont le montant est fixé comme suit :

34.1.

a. Un deux millièmes (1/2000^e) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;

b. Un millième (1/1000^e) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

34.2. Pour les marchés à tranches conditionnelles, les délais et montant à prendre en compte sont ceux de la tranche considérée.

B. Pénalités particulières

34.3 Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, entre autres :

- Remise tardive du cautionnement définitif : (50 000) cinquante mille FCFA ;
- Remise tardive des assurances : (20 000) vingt mille FCFA ;
- Remise tardive du projet d'exécution pour autant que le retard soit du fait du

Fournisseur : (10 000) dix mille FCFA/ Jour de retard.

34.4 En tout état de cause, le montant cumulé des pénalités (retard et particulière) ne saurait excéder dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base *et de ses avenants éventuels* sous peine de résiliation.

Toute remise de pénalités ne peut intervenir qu'après avis de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics requis par le Maître d'Ouvrage.

Article 35 Règlement en cas de groupement d'entreprises et de sous-traitance

35.1. En cas de groupement solidaire d'entreprises les paiements sont effectués dans le compte indiqué dans la soumission soit au nom du groupement, soit au nom du mandataire.

En cas de groupement conjoint, les paiements seront effectués dans les différents comptes des cotraitants conformément aux termes de l'accord de groupement.

35.2. Tout paiement d'acompte pour des prestations réalisées par des sous-traitants, est subordonné à l'exécution des prestations prévues dans le marché, et réceptionnés sous réserve de la preuve de leur paiement par le cocontractant aux sous-traitants.

L'Entreprise principale dispose d'un délai maximal de trente (30) jours ouvrables à compter de la date de rémunération de la facture des prestations exécutées et réceptionnées pour effectuer le paiement du sous-traitant.

En cas de non-paiement d'un sous-traitant pour des prestations déjà rémunérées par le Maître d'Ouvrage, ce dernier peut prendre à l'encontre du titulaire du marché des mesures coercitives, notamment le paiement direct du sous-traitant.

Article 36- Régime fiscal et douanier

Le marché est soumis au décret N° 2003/651/PM du 16 avril 2003 qui fixe les modalités de d'application du régime fiscal des Marchés Publics en vigueur dans la république du Cameroun. Le marché est conclu toutes taxes comprises.

La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés;
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché:

- Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;
- Des droits et taxes communaux,
- Des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que le cocontractant impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes. Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Sauf mention spécifique contraire figurant au Marché, le cocontractant devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges lui incombant ainsi qu'à ses sous-traitants.

Article 37- Timbres et enregistrement des marchés

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du cocontractant, conformément à la réglementation en vigueur au Cameroun.

CHAPITRE V. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 38- Résiliation du marché

38.1 Le marché est résilié de plein droit dans l'un des cas suivants :

- a) Décès du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut, s'il y a lieu, autoriser que soient acceptées les propositions présentées par les ayant droits pour la continuation des prestations ;
- b) Faillite du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut accepter s'il y a lieu, des propositions qui peuvent être présentées par les créanciers pour la continuation des prestations ;
- c) Liquidation judiciaire, si le cocontractant n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise ;
- d) En cas de sous-traitance, de cotraitance ou de sous-commande sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage ;
- e) Défaillance du cocontractant dûment notifiée à ce dernier par le Maître d'Ouvrage par ordre de service valant mise en demeure et la carence constatée ;
- f) Non-respect de la législation ou de la réglementation du travail ;
- g) Variation importante des prix dans les conditions définies par le cahier des clauses administratives générales, suite à la modification des conditions économiques ou des initiales du marché ;
- h) Manœuvres frauduleuses et corruption dûment constatées.

38.2 Le marché peut également être résilié dans les conditions stipulées dans le CCAG, notamment dans l'un des cas suivants :

- a. Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des prestations ;

- b. Refus de la reprise des prestations non conformes ;
- c. Ajournement ou interruption prolongée décidée par le Maître d'Ouvrage,
- d. Non-paiement persistant des prestations
- e. Motif d'intérêt général.
- f. En cas de force majeure et après avis de l'Autorité chargée des marchés publics en l'absence de toute responsabilité du cocontractant de l'administration sans préjudice des indemnités auxquels ce dernier peut prétendre.

Article 39- Cas de force majeure

Le titulaire du marché ne sera pas tenu responsable des retards imputables à un cas de force majeure. Dans un tel cas, le titulaire du marché avertira le Maître d'ouvrage par écrit, dans les 72 heures suivant l'apparition du cas de force majeure et il donnera une estimation des retards en résultant. Chaque fois qu'un cas de force majeure provoquera un retard, le titulaire du marché aura droit, si le Maître d'ouvrage le juge réel, à une prorogation des délais

Aux fins du présent marché, la « force majeure » désigne un événement échappant au contrôle du cocontractant, qui n'est pas attribuable à sa faute ou sa négligence et qui est imprévisible et inévitable. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les actes du Maître d'Ouvrage au titre de la souveraineté de l'Etat, les guerres et révolutions, incendies, inondations, épidémies, mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret. Les cas de force majeure seront constatés conformément aux dispositions du CCAG. Il appartient au Maître d'Ouvrage d'apprécier le caractère de force majeure et les justificatifs fournis.

Dans le cas où le cocontractant invoquerait le cas de force majeure relevant des conditions météorologiques, les seuils en deçà desquels aucune réclamation ne sera admise sont :

- *Pluie : 200 millimètres en 24 heures ;*
- *Vent : 40 mètres par seconde ;*
- *Crue : la crue de fréquence décennale.*
-

Article 40- Différends et litiges

Les différends ou litiges nés de l'exécution du présent marché peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable. Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction Camerounaise compétente.

Article 41- Edition et diffusion du présent marché

La rédaction ou la mise en forme des documents constitutifs du marché sont assurées par le Maître d'Ouvrage. Sept (07) exemplaires du présent marché seront édités par le Maître d'Ouvrage, souscrits par le Cocontractant, signés et diffusés par le Maître d'Ouvrage.

Les modifications du présent **marché**, de son montant ou de toute autre clause peuvent être envisagées par entente entre le Cocontractant et le Maître d'Ouvrage, et validées par Avenant.

Article 42 et dernier : Validité et Entrée en vigueur du marché

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification au cocontractant.

Pièce N° 5 :

**CAHIER DES
SPECIFICATIONS
TECHNIQUES (CST)**



CAMEROON HOTELS CORPORATION SA

Boulevard du 20 mai

AU CAPITAL DE 22 308 580 000 DE FCFA

B.P. 11110, SIEGE SOCIAL YAOUNDE – CAMEROON

R.C YAOUNDE K 80 N° STATISTIQUE : 1928 801 C

NUI : M068900000112E

Adresse Email : info@chc-sa.net, TEL : +237 681 79 81 06

L'Acquisition et le remplacement de l'Autocommutateur au Hilton hôtel de Yaoundé

Financement : **BUDGET INVESTISSEMENT CHC**

Exercice : **2025**

CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES (CST)

Sommaire

- I. SPECIFICATIONS TECHNIQUES / EXIGENCES FONCTIONNELLES**
- II. LISTE DES FOURNITURES ET CALENDRIER DE LIVRAISON**
- III. LISTE DES SERVICES CONNEXES ET CALENDRIER DE REALISATION**
- IV. PLANS, CROQUIS, DESSINS, ETC**
- V. INSPECTIONS ET ESSAIS**
- VI. LIVRABLES**
- VII. INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET GARANTIE**

1. Spécifications Techniques/exigences fonctionnelles

1.1. Fournitures

1.1.1. L'autocommutateur

N°	Noms des fournitures ou services connexes	Spécification techniques	Normes applicables
1	Carte fille	<p><u>Caractéristiques majeures :</u> 30 canaux de compression additionnels</p> <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	NF EN 300 609-1
2	Carte d'équipements Reflexes	<p><u>Caractéristiques majeures :</u> 8 à 10 équipements UA ou modèle équivalent</p> <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	NF EN 300 609-1
3	Carte d'accès réseau analogique	<p><u>Caractéristiques majeures :</u> Nombre de lignes reseau possible : 8 à 10 réseaux</p> <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	NF EN 300 609-1
4	Carte fille de APA pour gestion locale des signaux CLI	<p><u>Caractéristiques majeures :</u> GSCLI : Signalisation Ground Start CLIDSP : gestion Locale du CLIP</p> <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	NF EN 300 609-1
5	Carte accès au réseau public RNIS -	<p><u>Caractéristiques majeures :</u> 1 accès primaire T2</p> <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	NF EN 300 609-1
6	Carte d'interface UAI16-	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p>	NF EN 300 609-1

	1	16 interfaces numériques <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	
7	Carte d'équipements postes analogiques	<u>Caractéristiques majeures :</u> équipements analogiques <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF EN 300 609-1
8	Carte d'équipements postes analogiques	<u>Caractéristiques majeures :</u> 8 équipements analogiques <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF EN 300 609-1
9	Media Server IP	<u>Caractéristiques majeures :</u> Module rack 1 48VDC. CPU CS-3 Com Server. Avec S-DRAM et disk drive Pack de base intégré. <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF EN 300 609-1
10	Carte d'alimentation électrique	<u>Caractéristiques majeures :</u> Tension de fonctionnement / Puissance nominale : 110 V / 500 W – 230V 1000 W <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF C15-100
11	Batterie pour PABX	<u>Caractéristiques majeures :</u> 7AH/12V <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF EN 60950-1
12	Rack chargeur batterie pour PABX	<u>Caractéristiques majeures :</u> 2 emplacements pour redondance	NF EN 60950-1

		<u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	
13	Caches slots (x1)	<u>Caractéristiques majeures :</u> Format : 1 slot (taille standard du fabricant – souvent 1U ou format carte spécifique) Matière : plastique rigide ou métal léger (selon le fabricant) Fixation : par clips ou vis selon modèle <u>Caractéristiques mineures :</u> Couleur : généralement noir ou gris (harmonisé au châssis)	NF EN 301 609
14	Carte Acces IP	<u>Caractéristiques majeures :</u> Jusqu'à 4 x V24 (Alimentation 230V) <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF EN 301 609
15	IP Media Gateway	<u>Caractéristiques majeures :</u> <ul style="list-style-type: none"> - (GD4/2xMR3 150W). - Alimentation 48VDC <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF EN 301 609
16	IP Media Gateway	<u>Caractéristiques majeures :</u> <ul style="list-style-type: none"> - GD4/3xMR3 150W). - Alimentation 48VDC <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF EN 301 609
17	Matériel commun de base pour le PABX.	<u>Caractéristiques majeures :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Carte CPU : CS-3. Carte GD4 - 3 rack module3 150W. 48VDC - Pack de base intégré ou équivalent <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF EN 301 609

18	Licence CLIP	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Interface Analogique - 1 utilisateur - Fonction : visualisation de l'identification de l'appelant (numéro de téléphone ou nom, selon la configuration et les services de l'opérateur) sur l'écran du récepteur de l'appel. - Mode d'activation : par logiciel de gestion du PABX <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	NF EN 301 609
19	Licence logicielle opératrice automatique	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Plus de 6 guides vocaux - Gestion automatisée des appels entrants - Système de gestion de l'accueil - Message d'accueil et répondeur - Transfert et mise en attente <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Routage des appels via un menu vocal interactif (IVR). 	NF EN 301 609
20	Licence logicielle pour lien	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <p>Nombre de port VPS (Virtual private server : 2</p> <p>Possibilité de scalabilité : ajout de canaux supplémentaires via extension de licence.</p> <p>Interopérabilité : Compatible avec des fournisseurs VoIP externes hébergés sur VPS.</p> <p>Routage : basé sur plages horaires, numéros, priorité, coût, sites distants.</p>	NF EN 301 609

		<p>Support des codecs audio : VoIP standards : G.711 (a/u-law), G.729, G.722 (HD), Opus .</p> <p>Administration : Accès distant sécurisé au VPS via SSH/Web</p> <p><u>Caractéristiques mineures :</u> Conformité aux normes VoIP : SIP RFC 3261, QoS (DiffServ/ToS), et nat traversal (STUN, TURN, ICE) pour la compatibilité réseau.</p>	
21	<p>Services hôteliers - Licence logicielle</p>	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <p>- 1 utilisateur</p> <p>- Intégration avec le système de gestion hôtelière (PMS) : OPERA PMS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Synchronisation des états de chambres, arrivées/départs, profils clients. • Communication automatique des appels, check-in/out, notes clients. <p>Gestion des appels en chambre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Facturation automatique des appels • Tarification paramétrable selon les politiques de l'hôtel. <p>Service de réveil</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programmation d'un appel de réveil automatique par le client ou la réception. <p>Statut et gestion des chambres</p> <ul style="list-style-type: none"> • Visualisation de l'état des chambres (propre, sale, occupée, libre, en maintenance). • Interface pour les gouvernantes via des téléphones internes 	NF EN 301 609

		<p>(changement d'état via codes courts).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transmission automatique au PMS. <p>Check-in / Check-out téléphonique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Activation/désactivation du poste téléphonique lors de l'arrivée ou du départ du client. • Réinitialisation automatique de la boîte vocale et des services personnalisés. • Déverrouillage ou verrouillage automatique des fonctions du téléphone. <p>Personnalisation des services par chambre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Message d'accueil personnalisé à l'arrivée. • Attribution automatique d'un code PIN ou identifiant pour la messagerie. <p>Suivi et rapports</p> <ul style="list-style-type: none"> • Historique d'appel client disponible pour la facturation. • Suivi des demandes (ex : réveils manqués, anomalies). • Statistiques globales par chambre, étage, date. <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <p>Personnalisation des services par chambre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Message d'accueil personnalisé à l'arrivée. 	
--	--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> • Attribution automatique d'un code PIN ou identifiant pour la messagerie. 	
22	Logiciel d'exploitation	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - pack complet Licence de base - Administration centralisée : Créer, modifier, supprimer des postes, des profils utilisateurs, des numéros d'extension et des groupes depuis une interface unique. - Supervision en temps réel Suivi de l'état du système PABX, alertes instantanées en cas d'anomalie (CPU, réseau, lignes téléphoniques, bornes DECT, etc.). - Gestion des licences <ul style="list-style-type: none"> Visualisation des licences installées (utilisateurs, DECT, SIP, fonctionnalités), et activation de nouvelles licences via fichier sécurisé. - Planification & automatisation <ul style="list-style-type: none"> Programmation de tâches récurrentes : sauvegardes, reboots, synchronisations, mises à jour. - Gestion des droits d'accès <ul style="list-style-type: none"> Différents niveaux d'administrateurs (lecture seule, admin complet, gestion d'un site uniquement...). - Suivi d'activité et journalisation <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion multi-sites Permet d'exploiter plusieurs nœuds PABX interconnectés depuis une seule console, avec une vue consolidée de l'ensemble du réseau. 	NF EN 301 609
23	licence Logiciel d'exploitation pack complet	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Licence utilisateur : 1 	NF EN 301 609

		<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des utilisateurs, numérotation, affectation de services (CLIP, renvoi, routage, etc.). - Gestion des liens réseau (T0/T2, SIP, liens IP) et équipements (MG, MGS, Media Gateways). - Interface avec ALSY (Alcatel-Lucent License System) pour activation et suivi des licences. - Supervision en temps réel des alarmes systèmes, alertes critiques. - Sauvegarde et restauration de la configuration système <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Module de Performance et de reporting 	
24	Licence logicielle lien réseau SIP	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <p>Protocole : Connexion SIP sécurisée : SIP/TLS et SRTP pour la sécurisation des appels (chiffrement voix/données).</p> <p>Nombre de canaux simultanés : 30 trunks SIP .</p> <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	NF EN 301 609
25	Licence Premium analogique	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 utilisateur - fonctions avancées pour des postes analogiques, permettant une expérience utilisateur enrichie proche de celle des postes 	NF EN 301 609

		<p>numériques/IP, même sur une base analogique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification de l'appelant (CLIP) - Rappel dernier numéro / Renvoi / Transfert - Ne pas déranger / Double appel - Messagerie vocale intégrée <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <p>Routage personnalisé</p>	
26	Licence Premium pour mobile DECT	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 utilisateur - Fonctionnalités avancées de communication, de sécurité et de productivité pour les terminaux DECT professionnels, <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <p>RAS</p>	NF EN 301 609
27	Licence pour service haute disponibilité	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Licence de base <p>Redondance CPU Basculement automatique Synchronisation en temps réel Compatibilité VM Supervision unifiée</p> <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <p>RAS</p>	NF EN 301 609

28	Licence pour service haute disponibilité	<u>Caractéristiques majeures :</u> - 1 licence utilisateur Business <u>Caractéristiques mineures :</u>	NF EN 301 609
29	Combiné DECT - Comprend batterie. Chargeur de bureau et alimentation Europe 3BN67335AA ou modèle équivalent	<u>Caractéristiques majeures :</u> Inclus : <ul style="list-style-type: none"> - 1 batterie. - 1 Chargeur de bureau - 1 alimentation Europe <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF EN 301 609
30	Poste téléphonique pour opérateur 1 port hybride Digital-IP. double pile NOE-SIP écran couleur 3.5 pouces 320x240. audio HD. 1 USB-A. 1 USB-C ou modèle équivalent	<u>Caractéristiques majeures :</u> <ul style="list-style-type: none"> - 1 port hybride Digital-IP. - double pile NOE-SIP - écran couleur 3.5 pouces 320x240. - audio HD. 1 - USB-A. 1 USB-C <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF EN 301 609
31	Borne pour DECT	<u>Caractéristiques majeures :</u> <ul style="list-style-type: none"> - IBS Outdoor Base station. Fourni avec antennes externes. Borne radio <u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	NF EN 301 609
32	Licence pour exploitation étendue des Postes opérateur	<u>Caractéristiques majeures :</u> Gestion avancée des appels : <ul style="list-style-type: none"> • Supervision multilignes : visualisation simultanée de plusieurs appels en cours. • Prise d'appels en file d'attente : gestion fluide du standard en période de pic. • Transfert assisté ou aveugle, mise en attente, renvoi. • Consultation directe du statut de présence avant transfert. 	NF EN 301 609

		<p>Annuaire centralisé & supervision</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès à l'annuaire d'entreprise temps réel (recherche rapide). • Visualisation du statut d'occupation des collaborateurs (occupé, libre, en ligne, en réunion). • Gestion de plusieurs files d'attente simultanées. <p>Poste opérateur logiciel (Attendant)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'une console logicielle sur PC avec casque ou combiné USB. • Interface ergonomique pour le traitement de gros volumes d'appels. • Journalisation des appels traités, manqués, à rappeler. <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	
33	SPS pour une année pour le PABX	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <p>Software Protection & Support pour PABX Etendue :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mises à jour logicielles officielles (correctifs, évolutions), • Et au support technique de niveau 3 via un partenaire agréé. • Mise à disposition des versions logicielles les plus récentes. • Accès aux patches critiques (sécurité, stabilité). • Droit aux migrations de version majeure <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p>	NF EN 301 609

		- documentation constructeur	
34	SPS pour une année pour poste operateur	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <p>Software Protection & Support :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenance logicielle continue <p>Accès aux mises à jour logicielles du système opérateur (corrections de bugs, améliorations, correctifs de sécurité).</p> <p>Mises à jour de compatibilité avec les versions du PABX (OmniPCX), des OS supportés et des nouveaux terminaux</p> <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	NF EN 301 609
35	ACCESSOIRES DE POSE DE L'AUTOCOMMUTATEUR	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - mèches, - forets, - disques à tronçonner, - lames de scies...) - vis, chevilles, - collier colring, - collier colson, - adhésif, - Étiquettes de port / stickers d'identification, - Serre-câbles / goulottes internes <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	NF EN 60950-1
36	ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Câbles de connexion internes pour châssis (Flat Ribbon Cable), - Blindages ou nappes antistatiques, - Blocs de connexion RJ45 vers UA (adaptateurs), - Connecteurs modulaires RJ11, 	NF EN 60950-1

		<ul style="list-style-type: none"> - Fils blindés audio pour signaux CLID, - Ferrites anti-parasites, - Cordons UA pour chaque port, - Borniers d'alimentation (type WAGO ou Phoenix). <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	
--	--	--	--

1.1.2. Répartiteur Général

N°	Noms des fournitures	Spécification techniques	Normes applicables
1	Baie de brassage	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 42U 800x800 <p><u>Caractéristiques mineures :</u> RAS</p>	NF EN 60950-1
2	Bandeau	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de ports : 50 ports équipés Cat3 RJ45 - Montage : rack 19" (standard baie de brassage) - Étiquetage : bande d'étiquettes intégrée pour identifier les lignes RJ45 - Type de connectique : RJ45 <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Étiquetage : bande d'étiquettes intégrée pour identifier les lignes RJ45 	NF C 15-100

3	Passe fils	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <p>Matériau : PVC, caoutchouc, silicone ou polyamide (PA6)</p> <p>Résistant au feu (UL94-V0 recommandé)</p> <p>Diamètre : Ø10 mm à Ø12 mm,</p> <p>Forme : Rond ou ovale</p> <p>Montage : À pression ou à visser dans un panneau</p> <p>Indice de protection (IP) : IP54, IP65, voire IP67</p> <p>Utilisation : Passage des câbles RJ45</p> <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <p>RAS</p>	NF C 15-100
4	Guide cordons/câble	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Largeur / hauteur : 1U - Matière : Plastique ABS, métal ou aluminium - Fixation : Vis, clips ou rail DIN (selon modèle) - Compatibilité 19" <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <p>Matière : Plastique ABS, métal ou aluminium</p>	NF EN 60950-1
5	Cordon de brassage	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Longueur 5 m - Cordon EIA/TIA 568A/B <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p>	NF EN 60950-1

		RAS	
6	Boîte de raccordement 100 paires équipé	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 paires équipé - type LSA-PLUS, 3M. - Matériaux : Boîtier en plastique ABS, parfois étanche (IP55/65) - Entrées de câbles Passe-fils ou presse-étoupes pour éviter les cisaillements - Montage Mural, en goulotte, en local technique - Dimensions moyennes Environ 400 x 300 x 100 mm. <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <p>RAS</p>	NF EN 60950-1
7	Protections parafoudre	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Tension nominale : 48V - Capacité de décharge : 5 kA (8/20 µs) - Temps de réponse : < 25 ns <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Format : Rail DIN, encastrable, en ligne, modulaire 	NF C15-100
8	Fabrication et pose d'un plancher	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <p>Dimensions : de 3m x 1,2m avec hauteur de 20cm</p> <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <p>RAS</p>	NF EN 60950-1
9	ACCESSOIRES DE POSE DU	<u>Caractéristiques majeures :</u>	NF EN 60950-1

	REPARTITEUR GENERAL	<ul style="list-style-type: none"> - mèches, - forets, - disques à tronçonner, - lames de scies...) - vis, chevilles, - collier colring, - collier colson, - adhésif, - Étiquettes de port / stickers d'identification, - Supports d'attache câble <p><u>Caractéristiques mineures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Visserie / entretoises spécifiques au rack, - Modules de fixation DIN ou rails internes, - Borniers d'interconnexion, - Goulottes ou guides-câbles pour organisation interne 	
10	ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT DU REPARTIEUR GENERAL	<p><u>Caractéristiques majeures :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Visserie / entretoises spécifiques au rack, - Modules de fixation DIN ou rails internes, - Borniers d'interconnexion, - Goulottes ou guides-câbles pour organisation interne, 	NF EN 60950-1

		<u>Caractéristiques mineures :</u> RAS	
--	--	--	--

1.2. **Services Connexes**

1.2.1. L'autocommutateur

N°	Noms des services connexes	Spécification techniques	Normes applicables
1	DEMANTELEMENT DE L'INSTALLATION EXISTANTE	<p>1. Recensement du matériel en place</p> <ul style="list-style-type: none"> Identifier tous les équipements : PABX, postes téléphoniques, modules d'extension, baies, câblages spécifiques, etc. Vérification des dépendances (ex : ascenseurs, alarmes, fax, interphones) <p>2. Audit des lignes et des services</p> <ul style="list-style-type: none"> Relever les lignes analogiques, RNIS (Numéris), SDA, etc. Lister les services opérateurs encore actifs <p>3. Planification du basculement</p> <ul style="list-style-type: none"> Éviter les interruptions de service Prévoir une cohabitation temporaire entre ancien et nouveau système (si nécessaire) <p>4. Déconnexion et arrêt du PABX</p> <ul style="list-style-type: none"> Couper l'alimentation du PABX Débrancher les lignes et interfaces opérateurs (ou les rediriger vers la nouvelle infra) 	NF EN 60950-1


		<p>5. Retrait du matériel physique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Enlèvement du PABX et des équipements associés (cartes, modules, alimentations, câbles spécifiques...) • Évacuation ou stockage sécurisé (selon réutilisation ou mise au rebut) <p>6. Nettoyage et remise en état</p> <ul style="list-style-type: none"> • Libération des emplacements dans les baies ou armoires • Rangement ou suppression du câblage obsolète 	
2	Installation et mise en service de l'Autocommutateur	<p>1. Préparation de l'infrastructure</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification des prérequis réseau (bande passante, VLAN voix, QoS, alimentation PoE, etc.) • Vérification des points de raccordement (baie, alimentation électrique, brassage, etc.) • Mise en conformité du câblage si nécessaire <p>2. Installation physique ou logicielle</p> <ul style="list-style-type: none"> • PABX physique : montage en baie, raccordement réseau, alimentation • Raccordement des postes téléphoniques (IP, DECT, softphones...) <p>3. Configuration initiale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Récupération des plans de numérotation (numéros internes, SDA, groupes d'appel...) 	ISO/IEC 20000

		<ul style="list-style-type: none"> • Paramétrage des règles d'appels (entrants/sortants, restrictions, redirections, etc.) • Programmation des services spécifiques : messagerie vocale, files d'attente, renvois, horaires d'ouverture... <p>4. Intégration avec les services existants</p> <ul style="list-style-type: none"> • Connexion à l'opérateur télécom (via SIP trunk, liens numériques, etc.) • Intégration des équipements annexes : fax, interphones, ascenseurs, alarmes, systèmes de visioconférence, etc. <p>5. Tests de bon fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appels internes / externes • Tests des SDA, messageries, groupes d'appels, postes DECT, softphones • Test des scénarios d'urgence (astreinte, secours, coupure réseau...) <p>6. Formation et documentation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation des utilisateurs finaux (postes, transferts, renvois...) • Formation des équipes techniques (administration, supervision, maintenance) • Fourniture des guides et schémas de configuration <p>7. Mise en production</p> <ul style="list-style-type: none"> • Basculement officiel de l'ancien système vers le nouveau 	
--	--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> • Surveillance du bon fonctionnement post-migration • Support technique renforcé (phase de rodage) 	
3	Formation Standardiste et utilisateurs	La formation consistera à permettre aux utilisateurs finaux (standardistes, collaborateurs, assistants, etc.) de maîtriser les fonctionnalités de leur nouveau système téléphonique, pour être rapidement opérationnels et autonomes.	ISO/IEC 20000
4	Formation Technicien de maintenance Niveau 1	Un volet clé pour la pérennité du système : la formation Technicien de maintenance Niveau 1 dans le cadre de ce projet vise à donner aux équipes internes (ou prestataires locaux) les compétences de base pour assurer la maintenance courante et intervenir rapidement en cas de souci sur l'installation	ISO/IEC 20000
5	Formation Ingénieur d'administrateur	La formation Ingénieur Administrateur dans ce projet de remplacement de PABX est une formation avancée , destinée aux profils techniques en charge de l'administration complète de la solution. L'administrateur devra parvenir non à gérer les utilisateurs et la configuration, mais aussi superviser, diagnostiquer, et faire évoluer la plateforme.	ISO/IEC 20000

1.2.2. Le répartiteur général

N°	Noms des services connexes	Spécification techniques	Normes applicables
1	Formation Technicien de maintenance Niveau 1	La formation du technicien de maintenance Niveau 1 vise à donner les bases pour maintenir, diagnostiquer et intervenir sur la nouvelle infrastructure physique qui est l'armoire ou le panneau	ISO/IEC 20000

		où convergent les lignes téléphoniques internes et externes du bâtiment. La formation devra également permettre de maîtriser toutes les liaisons entre l'autocommutateur et le réseau de distribution interne (prises murales, postes).	
2	Installation et mise en service du répartiteur Général	<p>Cette phase consistera à mettre en place une infrastructure de répartition claire, fonctionnelle et documentée, qui assure une liaison optimale entre le nouveau PABX et les postes utilisateurs existants.</p> <p>1. Preparation du site</p> <ul style="list-style-type: none"> • Relevé de l'existant : état du répartiteur actuel (s'il existe), repérage des liaisons, numérotation • Vérification de la place disponible en baie ou sur support mural • Vérification des chemins de câbles, de l'alimentation et de la terre <p> 2. Installation physique du répartiteur</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pose des reglettes ou panneaux de brassage (type LSA+, 3M, RJ45, etc.) • Fixation sur baie ou mur (selon le format) • Organisation des câbles verticaux (venant du PABX) et horizontaux • Installation des jarretières téléphoniques pour assurer les liaisons modulables • Respect des normes de câblage (couleurs, paires, blindage) 	ISO/IEC 20000

		<p>3. Brassage et raccordement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Connexion des sorties du nouveau PABX (ou passerelle IP/téléphonie analogique) vers le RG • Raccordement des lignes utilisateurs selon le plan de repérage • Vérification des correspondances : chaque prise murale → répartiteur → sortie PABX • Tests de continuité et tonalité ligne par ligne <p>4. Mise en service fonctionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Synchronisation avec la mise en service du PABX • Tests de bon fonctionnement : <ul style="list-style-type: none"> ○ Appels internes / externes ○ Tests de postes (ligne, tonalité, qualité) ○ Supervision des lignes • Correction des éventuels inversions ou défauts de câblage. <p>5. Documentation technique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration du plan de câblage à jour (n° de prise, n° de poste, n° de réglette, affectation) • Mise à jour des plans d'armoire ou du référentiel technique télécom • Étiquetage clair et durable de toutes les lignes <p>Résultats attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Répartiteur propre, organisé et bien documenté • Interventions de maintenance facilitées 	
--	--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> • Raccordements clairs entre les postes et le PABX • Base saine pour l'exploitation du nouveau système téléphonique 	
--	--	--	--

2. Liste des fournitures et calendrier de livraison

2.1. Autocommutateur

N°	Désignation	Unités	Qtés	Site de livraison	Délais de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Délai de livraison proposé par le soumissionnaire
1	Carte fille ARMADA pour 30 canaux de compression additionnels	pcs	3	Hilton Yaounde			
2	Carte d'équipements Reflexes - 8 équipements UA	pcs	1	Hilton Yaounde			
3	APA8 Carte d'accès réseau analogique pour 8 réseaux	pcs	6	Hilton Yaounde			
4	CLIDSP Carte fille de APA pour gestion locale des signaux CLI	pcs	6	Hilton Yaounde			
5	Carte accès au réseau public RNIS - 1 accès primaire T2	pcs	1	Hilton Yaounde			
6	Carte d'interface UAI16-1 : 16 interfaces numériques	pcs	9	Hilton Yaounde			
7	Carte d'équipements postes analogiques SLI16-2 : 16 équipements analogiques	pcs	35	Hilton Yaounde			
8	Carte d'équipements postes analogiques SLI8-2 : 8 équipements analogiques	pcs	1	Hilton Yaounde			
9	Alcatel-Lucent OmniPCX Enterprise IP Media Server. module rack 1 48VDC. CPU CS-3 Com Server. avec S-DRAM et disk drive - Pack de base intégré	pcs	1	Hilton Yaounde			
10	Alimentation 110 V / 500 W - 230 V/ 1000 W	pcs	4	Hilton Yaounde			

11	Batterie 7AH/12V	pcs	24	Hilton Yaounde			
12	Rack chargeur avec 2 emplacements pour redondance	pcs	4	Hilton Yaounde			
13	Caches slots (x1)	pcs	12	Hilton Yaounde			
14	Acces IP jusqu'à 4 x V24 (Alimentation 230V)	pcs	1	Hilton Yaounde			
15	IP Media Gateway (GD4/2xMR3 150W). avec alimentation 48VDC	pcs	1	Hilton Yaounde			
16	IP Media Gateway GD4/3xMR3 150W). avec alimentation 48VDC	pcs	1	Hilton Yaounde			
17	Matériel commun package de base OmniPCX Enterprise. carte CPU CS-3. carte GD4 trois rack module3 150W. 48VDC - Pack de base intégré	pcs	1	Hilton Yaounde			
18	Licence CLIP sur interface Z - 1 user	pcs	10	Hilton Yaounde			
19	Licence logicielle opératrice automatique plus de 6 guides vocaux	pcs	1	Hilton Yaounde			
20	Licence logicielle pour lien (2 ports) en protocole VPS	pcs	4	Hilton Yaounde			
21	Services hôteliers - Licence logicielle - 1 utilisateur	pcs	300	Hilton Yaounde			
22	OmniVista 8770 Full Pack (pack complet) - Licence de base	pcs	1	Hilton Yaounde			
23	OmniVista 8770 Full Pack - Licence utilisateur	pcs	708	Hilton Yaounde			
24	Licence logicielle lien réseau SIP	pcs	20	Hilton Yaounde			
25	Licence Premium analogique - 1 utilisateur	pcs	563	Hilton Yaounde			

26	Licence Premium pour mobile DECT -1 utilisateur	pcs	30	Hilton Yaounde			
27	OmniPCX Enterprise service haute disponibilité - Licence de base	pcs	1	Hilton Yaounde			
28	OmniPCX Enterprise haute disponibilité - 1 licence utilisateur Business Telephony	pcs	688	Hilton Yaounde			
29	Combiné 8212 DECT - Comprend batterie. chargeur de bureau et alimentation Europe 3BN67335AA	pcs	10	Hilton Yaounde			
30	ALE-30h Essential DeskPhone 1 port hybride Digital-IP. double pile NOE-SIP écran couleur 3.5 pouces 320x240. audio HD. 1 USB-A. 1 USB-C. Expédié sans câble réseau.	pcs	2	Hilton Yaounde			
31	8379 DECT IBS Outdoor Base station. fourni avec antennes externes. borne radio	pcs	5	Hilton Yaounde			
32	4059EE license	pcs	2	Hilton Yaounde			
33	OmniPCX Enterprise SPS	pcs	1	Hilton Yaounde			
34	OmniVista 8770 SPS	pcs	1	Hilton Yaounde			
35	<i>Accessoires de pose de l'Autocommutateur</i>	pcs	1	Hilton Yaounde			
36	<i>Accessoires de raccordement de l'Autocommutateur</i>	pcs	1	Hilton Yaounde			

2.2. Le répartiteur général

N°	Désignation	Unités	Qtés	Site de livraison	Délais de livraison		
					Date de livraison au plus tôt	Date de livraison au plus tard	Délai de livraison proposé par le soumissionnaire
42	baie de brassage 42U 800x800	pcs	2	Hilton Yaounde			

43	Bandeau 50 ports équipés Cat3	pcs	17	Hilton Yaounde			
44	Passe fils	pcs	17	Hilton Yaounde			
45	Guide cordons/câble	pcs	10	Hilton Yaounde			
46	Cordon de brassage 5 m	pcs	700	Hilton Yaounde			
47	Boite de raccordement 100 paires équipé	pcs	1	Hilton Yaounde			
48	Protections parafoudre pour ligne réseau	pcs	50	Hilton Yaounde			
49	Fabrication et pose d'un plancher de 3m x 1,2m avec hauteur de 20cm	pcs	1	Hilton Yaounde			
50	<i>Accessoires de pose du Répartiteur Général</i>	Pcs	1	Hilton Yaounde			
51	<i>Accessoires de raccordement du Répartiteur General</i>	Pcs	1	Hilton Yaounde			

3. Liste des services connexes et calendrier de réalisation

Service N°	Désignation du Service	Unité	Quantité	Lieu d'exécution des Services	Date finale de réalisation des Services
1. AUTOCOMMUTATEUR					
1	Démantèlement installation existante	FF	1	HILTON YAOUNDE	
2	Installation et mise en service de l'Autocommutateur	FF	1		
3	Formation Standardiste et utilisateurs	FF	1		
4	Formation Technicien de maintenance Niveau 1	FF	1		
5	Formation Ingénieur d'administrateur	FF	1		
2. REPARTITEUR GENERAL					
1	Installation et mise en service répartiteur General	FF	1	HILTON YAOUNDE	

2	Formation Technicien de maintenance Niveau 1	FF	1		
---	--	----	---	--	--

NB .

ci-dessous les contenus des formations prescrites pour la prise en main de l'installation :

1	Formation Standardiste et utilisateurs	<p>PRESENTATION</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Présentation générale du poste opérateur ☐ Mise en et hors service du poste opérateur ☐ Présentation des touches de fonctions, des touches audios, des touches de traitements d'appels ☐ Présentation de l'écran de base ☐ Mode de fonctionnement, touche de commutation <p>TRAITEMENT DES APPELS</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Appel d'un usager intérieur libre ☐ Appel d'un usager intérieur non libre ☐ Appel simple d'un extérieur ☐ Réponse à un appel intérieur ☐ Réponse à un appel extérieur ☐ Acheminement d'un appel <p>FONCTIONS DE "CONFORT"</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Fonction mains-libres ou haut parleur ☐ Coupure micro ☐ Renvoi de nuit ☐ Renvoi entre opératrices ☐ Enregistrer et recomposer un numéro ☐ Chaînage ☐ Sur numérotation ☐ Contrôler la libération d'un poste ☐ Procédure de connexions ☐ Demande de taxe ☐ Choix de la langue ☐ Programmer et annuler un rendez-vous <p>ANNUAIRE INTEGRE</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Recherche alphanumérique d'un nom et appel <p>MESSAGERIE ECRITE</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Envoi de messages préenregistrés vers un autre poste numérique ☐ Envoi de messages personnalisés vers un autre poste numérique ☐ Lecture de messages reçus
2	Formation Technicien de maintenance Niveau 1	<p>PRESENTATION</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Présentation générale du poste opérateur ☐ Mise en et hors service du poste opérateur

		<ul style="list-style-type: none"> ☐ Présentation des touches de fonctions, des touches audios, des touches de traitements d'appels ☐ Présentation de l'écran de base ☐ Mode de fonctionnement, touche de commutation <p>TRAITEMENT DES APPELS</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Appel d'un usager intérieur libre ☐ Appel d'un usager intérieur non libre ☐ Appel simple d'un extérieur ☐ Réponse à un appel intérieur ☐ Réponse à un appel extérieur ☐ Acheminement d'un appel <p>FONCTIONS DE "CONFORT"</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Fonction mains-libres ou haut parleur ☐ Coupure micro ☐ Renvoi de nuit ☐ Renvoi entre opératrices ☐ Enregistrer et recomposer un numéro ☐ Chaînage ☐ Sur numérotation ☐ Contrôler la libération d'un poste ☐ Procédure de connexions ☐ Demande de taxe ☐ Choix de la langue ☐ Programmer et annuler un rendez-vous <p>ANNUAIRE INTEGRE</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Recherche alphanumérique d'un nom et appel <p>MESSAGERIE ECRITE</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Envoi de messages préenregistrés vers un autre poste numérique ☐ Envoi de messages personnalisés vers un autre poste numérique ☐ Lecture de messages reçus <p>PROGRAMMATION / PERSONNALISATION</p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Programmer le champ des icônes de supervision et les touches programmables ☐ Programmer votre répertoire personnel ☐ Choix de la mélodie d'appel ☐ Choix du niveau de la mélodie ☐ Programmer la date et l'heure du système
3	Formation Ingénieur administrateur	<p>Programme</p> <p>1 - ARCHITECTURE GENERALE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Architecture ACT et Média Gateway - Possibilités de configurations - Les modularités, les duplications de CPU, les adressages IP - Les châssis, les armoires et alvéoles - Fonctions des différents coupleurs ACT et Média Gateway - Fonctions des différentes cartes informatiques ACT et Média Gateway

		<ul style="list-style-type: none"> - Les différents terminaux téléphoniques numériques, IP, DECT, informatiques - Dialogue PC OXE - Les outils de gestion, de taxation et les fonctions annuaire <p>2 - INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU SYSTEME</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conditions d'installation et énergie - Raccordement, distribution - Raccordement ETHERNET, adressage IP <p>3 - PRINCIPES DE GESTION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclaration des alvéoles, des coupleurs et des postes - Conception des différentes catégories - Création des plans de numérotation - Faisceaux, joncteurs analogiques, T0, T2, plan de numérotation SDA - Discrimination - Interfaces particulières (RNIS, V24, Z derrière UA, postes DECT, postes IP) - Numérotation abrégée par tranches et directe - Postes opérateurs et différents types de groupements, distribution d'appels - Gestion des entités et des identifiants RNIS - Ensemble secrétariat, groupes de filtrage, fonction multiligne, programmation des postes - Les interfaces vers le réseau VSAT - La messagerie vocale - Les mises en réseau de commutateurs - Les tonalités et temporisations système - Musique de patience et guide vocaux <p>4 - TAXATION INTERNE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de taxation - Gestion et mise en service <p>5 - MAINTENANCE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les programmes de maintenance - Procédure de sauvegarde et de restauration automatique et manuelle des données - Duplication de l'unité de commande CP
--	--	---

4. Plans, croquis, dessins, etc.

N°	Titre	Objectifs
01	Plan d'implantation des équipements Autocommutateur et Répartiteur Général	Donner une idée sur l'emplacement des différentes positions du meuble PABX et autres équipements

02	Fiche technique de l'Autocommutateur	Donner des précisions sur la dimension, la masse et autres contraintes environnementales
----	--------------------------------------	--

5. Inspections et Essais

Au cours de l'exécution des prestations, des inspections et essais seront effectués suivante :

5.1. Autocommutateur et répartiteur

Il sera prévu au titre du présent contrat, la mise en service, le contrôle et les essais sur l'ensemble de la centrale et périphériques associés.

La mise en service comprenant :

- Le contrôle des raccordements.
- La mise sous tension normale et secours.
- La finition, plaques de fermeture, étiquettes, etc.

Les essais fonctionnels comprenant :

- Les essais de chaque aboutissement d'appel entrant / sortant.
- Les essais conformément à la réglementation en vigueur.
- La formation des utilisateurs : standardiste, technicien de maintenance niveau1, Ingénieur d'administrateur et tout autre utilisateur.

La fourniture des matériels, appareils de vérification et de sécurité, textes de référence et personnels nécessaires pour exécuter les essais de l'installation restent à la charge du titulaire du contrat.

Livrables attendus :

- Rapport d'essais
- P.V. de pré réception technique
- Rapport de formation assorti des supports.

6. Livrables

Les documents suivants devront être fournis par le soumissionnaire lors de sa réponse et/ou lors de ses interventions :

- un schéma des sites avec l'implantation des systèmes
- un schéma des sites avec l'implantation des répartiteurs et sous répartiteurs ainsi que les numéros de téléphones des postes associés à chaque répartiteur et sous répartiteur.
- le dossier de recette et un dossier d'installation (avec toute la configuration)

- la documentation de chaque matériel

Tous ces documents seront livrés sur support informatique (CD) et exploitable sans logiciel propriétaire, sinon ils devront être sauvegardés en format PDF.

7. Installation, mise en service et garantie

La durée prévisionnelle d'exécution est de neuf (0) mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer la prestation.

La période de garantie du matériel est de douze (12) mois à compter de la date de réception provisoire.

Le Cocontractant garantit que les équipements livrés en exécution du marché sont neufs, sont des modèles les plus récents en service et incluent les dernières améliorations en matière de conception et matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre.

Pendant cette période, le Cocontractant doit maintenir à ses frais le matériel en état d'utilisation et de fonctionnement, c'est-à-dire assurer dans les dix (10) jours de la notification d'un défaut ou un dérèglement par l'Administration et sur le lieu d'emploi, la remise en état du matériel pour toutes les pannes consécutives à des vices de construction ou à des défauts de fabrication.

Fait à Yaoundé, le _____

Pièce N° 6 :

**CADRE DU BORDEREAU
DES PRIX UNITAIRES**

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES				
N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
1	<p>La fourniture d'une (01) Carte fille pour 30 canaux de compression additionnels ou modèle équivalent</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Carte fille pour 30 canaux de compression additionnels ou modèle équivalent dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
2	<p>La fourniture d'une (01) Carte d'équipements Reflexes - 8 à 10 équipements UA ou modèle équivalent</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Carte d'équipements Reflexes - 8 à 10 équipements UA ou modèle équivalent dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions</p>			
3	<p>La fourniture d'une (01) Carte d'accès réseau analogique pour 8 à 10 réseaux</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Carte d'accès réseau analogique pour 8 à 10 réseaux dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
4	<p>La fourniture d'une (01) Carte fille pour gestion locale des signaux CLI ou équivalent</p>			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Carte fille pour gestion locale des signaux CLI ou équivalent dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions			
5	La fourniture d'une (01) carte accès au réseau public RNIS - 1 accès primaire T2 Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) carte accès au réseau public RNIS - 1 accès primaire T2 dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
6	La fourniture d'une (01) carte d'interface UAI16-1 : 16 interfaces numériques Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) carte d'interface UAI16-1 : 16 interfaces numériques dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions			
7	La fourniture d'une (01) carte d'équipements postes analogiques : 16 équipements analogiques Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) carte d'équipements postes analogiques : 16 équipements analogiques dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
8	<p>La fourniture d'une (01) carte d'équipements postes analogiques : 8 équipements analogiques</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) carte d'équipements postes analogiques : 8 équipements analogiques dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions</p>			
9	<p>La fourniture d'un (01) Media Server IP rackable 1 48VDC. CPU CS-3 Com Server. avec S-DRAM et disk drive - Pack de base intégré</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Media Server IP rackable 1 48VDC. CPU CS-3 Com Server. avec S-DRAM et disk drive - Pack de base intégré dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
10	<p>La fourniture d'une (01) Alimentation 110 V / 500 W - 230 V/ 1000 W</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Alimentation 110 V / 500 W - 230 V/ 1000 W dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions</p>			
11	<p>La fourniture d'une (01) Batterie 7AH/12V</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Batterie 7AH/12V dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES				
N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
12	<p>La fourniture d'un (01) Rack chargeur avec 2 emplacements pour redondance</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Rack chargeur avec 2 emplacements pour redondance dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions</p>			
13	<p>La fourniture d'un (01) Caches slots (x1)</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Caches slots (x1) dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
14	<p>La fourniture d'un (01) Acces IP jusqu'à 4 x V24 (Alimentation 230V)</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Acces IP jusqu'à 4 x V24 (Alimentation 230V) dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions</p>			
15	<p>La fourniture d'une (01) IP Media Gateway (GD4/2xMR3 150W). avec alimentation 48VDC</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) IP Media Gateway (GD4/2xMR3 150W). avec alimentation 48VDC dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
16	<p>La fourniture d'une (01) IP Media Gateway GD4/3xMR3 150W). avec alimentation 48VDC</p>			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES				
N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) IP Media Gateway GD4/3xMR3 150W). avec alimentation 48VDC dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions			
17	<p>La fourniture d'un Matériel commun de base pour le PABX. Disposant d'une Carte CPU CS-3. carte GD4 trois rack module3 150W. 48VDC - Pack de base intégré ou équivalent</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture Matériel commun de base pour le PABX. Disposant d'une Carte CPU CS-3. carte GD4 trois rack module3 150W. 48VDC - Pack de base intégré ou équivalent. dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
18	<p>La fourniture d'une (01) Licence CLIP sur interface Z - 1 user</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Licence CLIP sur interface Z - 1 user dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions</p>			
19	<p>La fourniture d'une (01) Licence logicielle opératrice automatique plus de 6 guides vocaux</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Licence logicielle opératrice automatique plus de 6 guides vocaux dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
20	La fourniture d'une (01) Licence logicielle pour lien (2 ports) en			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES				
N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
	protocole VPS Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Licence logicielle pour lien (2 ports) en protocole VPS dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions			
21	La fourniture d'une (01) Services hôteliers - Licence logicielle - 1 utilisateur Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Services hôteliers - Licence logicielle - 1 utilisateur dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
22	La fourniture d'une (01) Logiciel d'exploitation pack complet - Licence de base Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Logiciel d'exploitation pack complet - Licence de base dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions			
23	La fourniture d'une (01) Logiciel d'exploitation pack complet - Licence utilisateur Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Logiciel d'exploitation pack complet - Licence utilisateur dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
24	La fourniture d'une (01) Licence logicielle lien réseau SIP			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Licence logicielle lien réseau SIP dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions			
25	La fourniture d'une (01) Licence Premium analogique - 1 utilisateur Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Licence Premium analogique - 1 utilisateur dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
26	La fourniture d'une (01) Licence Premium pour mobile DECT -1 utilisateur Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Licence Premium pour mobile DECT -1 utilisateur dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions			
27	La fourniture d'une (01) Licence pour service haute disponibilité - Licence de base Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Licence pour service haute disponibilité - Licence de base dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
28	La fourniture d'une (01) Licence pour service haute disponibilité - 1 licence utilisateur Business ou équivalent Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture Licence pour service haute			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES				
N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
	disponibilité - 1 licence utilisateur Business ou équivalent dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions			
29	<p>La fourniture d'un (01) Combiné DECT - Comprend batterie. Chargeur de bureau et alimentation Europe 3BN67335AA ou modèle équivalent</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Combiné DECT - Comprend batterie. chargeur de bureau et alimentation Europe 3BN67335AA ou modèle équivalent dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
30	<p>La fourniture d'un (01) Poste téléphonique pour operateur 1 port hybride Digital-IP. double pile NOE-SIP écran couleur 3.5 pouces 320x240. audio HD. 1 USB-A. 1 USB-C ou modèle équivalent</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Poste téléphonique pour operateur 1 port hybride Digital-IP. double pile NOE-SIP écran couleur 3.5 pouces 320x240. audio HD. 1 USB-A. 1 USB-C ou modèle équivalent dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions</p>			
31	<p>La fourniture d'un (01) Borne pour DECT : IBS Outdoor Base station. Fourni avec antennes externes. borne radio ou modèle équivalent</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Borne pour DECT : IBS Outdoor</p>			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES				
N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
	Base station. Fourni avec antennes externes. borne radio ou modèle équivalent dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
32	La fourniture d'une (01) Licence pour exploitation étendue des Postes operateur Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) Licence pour exploitation étendue des Postes operateur dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions			
33	La fourniture d'une (01) SPS pour une année pour le PABX Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) SPS pour une année pour le PABX dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
34	La fourniture d'une (01) SPS pour une année pour poste operateur Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) SPS pour une année pour poste operateur dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions			
35	La fourniture des ACCESSOIRES DE POSE Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture des ACCESSOIRES DE POSE dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
36	<p>La fourniture d'une (01) baie de brassage 42U 800x800</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'une (01) baie de brassage 42U 800x800 dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions</p>			
37	<p>La fourniture d'un (01) Bandeau 50 ports équipés Cat3</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Bandeau 50 ports équipés Cat3 dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
38	<p>La fourniture d'un (01) Passe fils</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Passe fils dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
39	<p>La fourniture d'un (01) Guide cordons/câble</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Guide cordons/câble dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
40	<p>La fourniture d'un (01) Cordon de brassage 5 m</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Cordon de brassage 5 m dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
41	La fourniture d'un (01) Boite de			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
	raccordement 100 paires équipé Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Boîte de raccordement 100 paires équipé dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
42	La fourniture d'un (01) Protections parafoudre pour ligne réseau Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Protections parafoudre pour ligne réseau dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
43	La fourniture d'un (01) Fabrication et pose d'un plancher de 3m x 1,2m avec hauteur de 20cm Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture d'un (01) Fabrication et pose d'un plancher de 3m x 1,2m avec hauteur de 20cm dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
44	La fourniture des ACCESSOIRES DE POSE Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture des ACCESSOIRES DE POSE dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
45	La fourniture des ACCESSOIRES DE POSE DU REPARTITEUR GENERAL Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture des ACCESSOIRES DE POSE dont les caractéristiques techniques sont reprises			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
	dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
46	<p>La fourniture des ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture des ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
47	<p>La fourniture des ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT DU REPARTIEUR GENERAL</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture des ACCESSOIRES DE RACCORDEMENT DU REPARTIEUR GENERAL dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
48	<p>La fourniture du DEMANTELEMENT DE L'INSTALLATION EXISTANTE</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture du DEMANTELEMENT DE L'INSTALLATION EXISTANTE dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
49	<p>La fourniture de l'Installation et mise en service de l'Autocommutateur</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture de l'Installation et mise en service Autocommutateur dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.</p>			
50	La fourniture de l'Installation et mise en			

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	DESIGNATION	Unité	PRIX UNITAIRES (en FCFA)	
			(En chiffres)	(En lettres)
	service du répartiteur Général Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture de l'Installation et mise en service du répartiteur Général dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
51	La fourniture de la Formation Standardiste et utilisateurs Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture de la Formation Standardiste et utilisateurs dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
52	La fourniture de la Formation Technicien de maintenance Niveau 1 Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture de la Formation Technicien de maintenance Niveau 1 dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			
53	La fourniture de la Formation Ingénieur d'administrateur Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché de la fourniture de la Formation Ingénieur d'administrateur dont les caractéristiques techniques sont reprises dans le CST (cf. pièce N°5 du DAO), y compris toutes sujétions.			

Nom du Soumissionnaire :

Signature :

Date :

Pièce N° 7 :

**Cadre du Détail
Quantitatif
et Estimatif**

CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

Références	Désignations	Qté	Prix Unitaire Fcfa HT	Prix Total Fcfa HT
AUTOCOMMUTATEUR				
ALT3BA27275AB	Carte fille pour 30 canaux de compression additionnels ou modèle équivalent	3		
ALT3EH77005AC	Carte d'équipements Reflexes - 8 à 10 équipements UA ou modèle équivalent	1		
ALT3EH77031AE	Carte d'accès réseau analogique pour 8 à 10 réseaux	6		
ALT3EH77034AB	Carte fille pour gestion locale des signaux CLI ou «équivalent	6		
ALT3EH77037AA	Carte accès au réseau public RNIS - 1 accès primaire T2	1		
ALT3EH77050AB	Carte d'interface UAI16-1 : 16 interfaces numériques ou modèle équivalent	9		
ALT3EH77092AB	Carte d'équipements postes analogiques : 16 équipements analogiques	35		
ALT3EH77092AC	Carte d'équipements postes analogiques : 8 équipements analogiques	1		
ALT3BA02014AV	Server Media IP rackable 48VDC. Doté d'une CPU CS-3 Com Server. avec S-DRAM et disk drive - Pack de base intégré ou équivalent	1		
ALT3BA26274AB	Alimentation 110 V / 500 W - 230 V/ 1000 W pour le PABX compatible au modèle proposé	4		
ALT3EH76156AA	Batterie 7AH/12V ou équivalente au modèle de PABX proposé	24		
ALT3EH76190AA	Rack chargeur avec 2 emplacements pour redondance	4		
ALT3EH77312AA	Caches slots (x1) ou équivalent	12		
ALT3EU27009AA	Acces IP jusqu'à 4 x V24 (Alimentation 230V)	1		
ALT3BA01025AV	IP Media Gateway (GD4/2xMR3 150W). avec alimentation 48VDC ou modèle équivalent	1		
ALT3BA01027AV	IP Media Gateway GD4/3xMR3 150W). avec alimentation 48VDC ou équivalent	1		
ALT3BA02007AV	Matériel commun de base pour le PABX. Disposant d'une Carte CPU CS-3. carte GD4 trois rack module3 150W. 48VDC - Pack de base intégré ou équivalent	1		
ALT3BA09092JC	Licence CLIP sur interface Z - 1 user ou équivalent	10		
ALT3BA09506AA	Licence logicielle opératrice automatique plus de 6 guides vocaux ou équivalent	1		

ALT3BA09591AA	Licence logicielle pour lien (2 ports) en protocole VPS ou équivalent	4		
ALT3BA09844JA	Services hôteliers - Licence logicielle - 1 utilisateur	300		
ALT3BA09918JA	Logiciel d'exploitation pack complet - Licence de base	1		
ALT3BA09919JA	Logiciel d'exploitation pack complet - Licence utilisateur	708		
ALT3BA09559AA	Licence logicielle lien réseau SIP	20		
ALT3BA09845JA	Licence Premium analogique - 1 utilisateur	563		
ALT3BA09848JA	Licence Premium pour mobile DECT -1 utilisateur	30		
ALT3BA09911JA	Licence pour service haute disponibilité - Licence de base	1		
ALT3BA09912JA	Licence pour service haute disponibilité - 1 licence utilisateur Business ou équivalent	688		
ALT3BN07004AA	Combiné DECT - Comprend batterie. chargeur de bureau et alimentation Europe 3BN67335AA ou modèle équivalent	10		
ALT3ML37030AA	Poste téléphonique pour operateur 1 port hybride Digital-IP. double pile NOE-SIP écran couleur 3.5 pouces 320x240. audio HD. 1 USB-A. 1 USB-C ou modèle équivalent	2		
ALT3BN77020DA	Borne pour DECT : IBS Outdoor Base station. fourni avec antennes externes. borne radio ou modèle équivalent	5		
ALT3BA09329JA	Licence pour exploitation étendue des Postes operateur	2		
ALT3EY10002SA	SPS pour une année pour le PABX	1		
ALT3EY14001SA	SPS pour une année pour poste operateur	1		
	Accessoires de pose de l'Autocommutateur	1		
	Accessoires de raccordement de l'Autocommutateur	1		
	Démantelement installation existante	1		
	Installation et mise en service Autocommutateur	1		
	Formation Standardiste et utilisateurs 3 jours	1		
	Formation Technicien de maintenance Niveau 1 4 jours	1		
	Formation Ingénieur d'administrateur 5 jours	1		
Montant Total (1) Fcfa HT				
REPARTITEUR GENERAL				

	baie de brassage 42U 800x800	2		
	Bandeau 50 ports équipés Cat3	17		
	Passe fils	17		
	Guide cordons/câble	10		
	Cordon de brassage 5 m	700		
	Boite de raccordement 100 paires équipé	1		
	Protections parafoudre pour ligne réseau	50		
	Fabrication et pose d'un plancher de 3m x 1,2m avec hauteur de 20cm	1		
	Accessoires de pose du Répartiteur Général	1		
	Accessoires de raccordement du Répartiteur General	1		
	Installation et mise en service répartiteur General	1		
	Formation Technicien de maintenance Niveau 1 2 jours	1		
Montant Total (2) Fcfa HT				
Montant Total (1+2) Fcfa HT				
T.V.A.(19,25%)				
Montant Total Fcfa TTC				

Nom du Soumissionnaire :

Signature :

Date :

PIÈCE N° 8 :

**CADRE DU SOUS DÉTAIL
DES PRIX**

Option N°1

N°	Désignation	Cout d'achat	Transport	Cout Commande	Frais de livraison	Marge	Prix unitaire HTVA

Option N° 2

Intitulés	Montants
Départ usine	
Fret	
Assurance	
CAF rendu Douala	
Droits de douane	
Droits informatiques	
Taxes de débarquement	
Contrôle SGS	
Transit + aconage	
Transport + intervention	
Autres	
Frais bancaires	
Service après-vente	
Enregistrement, montage	
Divers	

Pièce N° 9 :

MODÈLE DE MARCHÉ

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

CAMEROON HOTELS CORPORATION

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Peace –work- fatherland

CAMEROON HOTELS CORPORATION

MARCHE N° _____/M/CHC SA/HILTON/CIPM/2025 DU _____
PASSÉ APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°_____/AONO/CHC
SA/HILTON/CIPM/2025 DU _____ POUR L'ACQUISITION ET LE
REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR AU HILTON HOTEL DE YAOUNDE, EN
PROCEDURE D'URGENCE

Maître d'Ouvrage : LE DIRECTEUR GENERAL p.i DE LA CHC SA

TITULAIRE :

B.P _____ à _____, Tél _____ Fax : _____
N°R.C: _____ A _____
N° Contribuable: _____
RIB : _____

OBJET: POUR L'ACQUISITION ET LE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR AU HILTON
HOTEL DE YAOUNDE

LIEU : HILTON HOTEL DE YAOUNDE

DELAI D'EXECUTION : NEUF (09) MOIS

MONTANT EN FCFA :

TTC	
HTVA	
T.V.A (19,25%)	
AIR (2,2%)	
Net à percevoir	

FINANCEMENT : Budget d'investissement de la CHC SA, **EXERCICE 2025**

IMPUTATIONS : CHC2345H600

SOUSCRIT, LE _____

SIGNE, LE _____

NOTIFIE, LE _____

ENREGISTRE, LE _____

ENTRE :

LA CAMEROON HOTELS CORPORATION (C.H.C) S.A. BP 11110 Yaoundé, Tél 681 79 81 06
représentée par son Directeur Général p.i, , ci-après désigné "**AUTORITE CONTRACTANTE** "

D'UNE PART,

ET

La Société_____ représentée par son Directeur Général le nommé **Monsieur**

BP _____Tél: _____Fax: _____E-mail _____

Désigné ci-après par le terme

"LE COCONTRACTANT"

D'AUTRE PART,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE
QUI SUIIT :**

SOMMAIRE

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Titre II : Cahier Spécifications Techniques (CST)

Titre III : Bordereau des Prix unitaires (BPU)

Titre IV : Détail quantitatif et Estimatif (DQE)

MARCHE N° _____ /M/CHC/HILTON/CIPM/2025 DU _____
 PASSÉ APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° _____ /AONO/CHC
 SA/HILTON/CIPM/2025 DU _____ POUR L'ACQUISITION ET LE
 REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR AU HILTON HOTEL DE YAOUNDE, EN
 PROCEDURE D'URGENCE.

MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL p.i DE LA CHC SA

TITULAIRE DU MARCHÉ :
 B.P _____ à _____, Tél _____ Fax : _____
 N° RC: _____ à _____
 N° Contribuable: _____

MONTANT DU MARCHÉ :

THT	
TVA (19,25 %)	
AIR (2,2%)	
TTC	
Net à Percevoir	

DÉLAI D'EXÉCUTION : NEUF (09) MOIS

Lu et accepté par le Cocontractant

Yaoundé, le
 Signé par l'Autorité contractante,

Yaoundé, le
 Enregistrement

Pièce N° 10 :

Modèles de documents à utiliser par les Soumissionnaires

TABLE DES MODELES

Annexe n° 1 : Déclaration d'intention de soumissionner

Annexe n° 2 : Modèle de lettre de soumission

Annexe n° 3 : Modèle de caution de soumission

Annexe n° 4 : Modèle de cautionnement définitif

Annexe n° 5 : Modèle de caution d'avance de démarrage

Annexe n° 6 : Modèle de caution de retenue de garantie

Annexe n° 7 : Modèle d'autorisation du fabricant

Annexe n° 8 : Modèle d'attestation de visite de site

Annexe n°9 : Déclaration de non abandon et de non défaillance

Annexe n°10 : Attestation de respect des délais

Annexe n°11 : Modèle du planning de livraison

Annexe n°12 : Modèle de CV du personnel

Annexe n°13 : Modèle de lettre de soumission de la proposition technique

Annexe n°14 : Liste des références du soumissionnaire

Annexe n° 1 : Déclaration d'intention à soumissionner

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

B.P : Tel :

Fonction :

En vertu de mes pouvoirs de....., après avoir pris connaissance du Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert N°...../AONO/CHC/HILTON/CIPM/25 DU POUR L'ACQUISITION ET LE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR AU HILTON HOTEL DE YAOUNDE.

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

Fait à le

Signature, nom et cachet du
soumissionnaire

Annexe n° 2 : Modèle de soumission

Je, soussigné[indiquer le nom et la qualité du signataire]

représentant la société, l'entreprise ou le groupement dont le siège social est à inscrit au registre du commerce de sous le n°

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d'Offres y compris l'(es) additif(s), de l'appel d'offres [rappeler le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres]:

- Après m'être personnellement rendu sur le site des travaux et avoir souverainement apprécié la situation et constaté la nature et les contraintes des travaux à réaliser

- Remets, revêtus de ma signature, le bordereau des prix unitaires ainsi que le devis estimatif établis conformément aux cadres figurant dans le dossier d'appel d'offres.

- Me sou mets et m'engage à exécuter les travaux conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établis moi-même pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le lot n° à

-[en chiffres et en lettres] FCFA Hors TVA, et à

..... francs CFA Toutes Taxes Comprises. [en chiffres et en lettres]

- M'engage à exécuter les travaux dans un délai de mois

- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai jours [indiquer la durée de validité, en principe 90 jours pour les AON et 120 jours pour les AOI] à compter de la date limite de remise des offres.

- Les rabais et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants (en cas de possibilité d'attribution de plusieurs lots):

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° ouvert au nom de auprès de la banque

..... Agence de

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait àle

Signature de

en qualité de dûment
autorisé à signer les soumissions pour et au nom
de.....

Annexe n° 3 : Modèle de caution de soumission

A [indiquer l'Autorité Contractante et son adresse], « l'Autorité Contractante »

Attendu que l'entreprise , ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du pour [rappeler l'objet de l'Appel d'Offres], ci-dessous désignée

« l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [indiquer le montant] francs CFA,

Nous [nom et adresse de la banque], représentée par [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement à l'Autorité Contractante de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement à l'Autorité Contractante, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité prévue dans le Dossier d'Appel d'Offres;

ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par l'Autorité Contractante pendant la période de validité :

-omet à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;

- omet ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer à [Autorité Contractante] un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que l'Autorité Contractante soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande l'Autorité Contractante notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle (s) condition (s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par l'Autorité Contractante pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la

fin du délai de validité des offres. Toute demande de l'Autorité Contractante tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

àle

[signature de la banque]

Annexe n° 4 : Modèle de cautionnement définitif

Banque :

Référence de la Caution : N°

A *[indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse]* Cameroun, ci-dessous désigné le Maître d'Ouvrage »

attendu que ;*[nom et adresse de l'entreprise]*, ci-dessous désigné

« l'Entrepreneur », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser

[indiquer la nature des travaux] attendu qu'il ; est stipulé dans le marché que l'Entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à *[indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %]* du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché, attendu que ; nous avons convenu de donner à l'Entrepreneur ce cautionnement.

Nous, *[nom et adresse de banque]*,
représentée par *[noms des signataires]*,

ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'Entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de *[en chiffres et en lettres]*

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès notification du marché. La caution est libérée dans un délai de *[indiquer le délai]* à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée sans aucune forme de procédure.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à

Annexe n° 5 : Modèle de caution d'avance de démarrage

Banque : référence, adresse.....

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de *[le titulaire]*, au profit du Maître d'Ouvrage *[Adresse du Maître d'Ouvrage]*

(« Le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que *[le titulaire]* ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché du..... relatif aux travaux *[indiquer l'objet des travaux, les références de l'Appel d'Offres et le lot, éventuellement]*, de la somme totale maximum correspondant à l'avance de *[vingt (20) %]* du montant Toutes Taxes Comprises du marché n° , payable dès la notification de l'Ordre de service correspondant, soit :..... francs CF

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès virement des parts respectives de cette avance sur les comptes de *[le titulaire]* ouverts auprès de la banque

.....
..... sous le n°

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par

le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque
à, le
[signature de la banque]

Annexe n°6 : Modèle de caution de retenue de garantie

Banque :

Référence de la Caution : N°

A [indiquer le Maître d'Ouvrage]

[Adresse de l' Autorité Contractante]

ci-dessous désigné «le Maître d'Ouvrage»

Attendu que ;[nom et adresse de l'entreprise],

ci-dessous désigné « l'Entrepreneur », s'est engagé, en exécution du marché, à réaliser les travaux de [indiquer l'objet des travaux]

Attendu qu'il ; est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant TTC du marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que ; nous avons convenu de donner à l'Entrepreneur cette caution,

Nous,..... [nom et adresse de banque], représentée par [noms des signataires], et ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage, au nom de l'Entrepreneur, pour un montant maximum de[en chiffres et en lettres], correspondant à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant du marché,

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'Entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à, le

[signature de la banque]

Annexe n° 7 : Modèle d'autorisation du fabricant

[Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications ci-après. Cette lettre **doit être à l'en tête du Fabricant** et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les RPAO].

Date [insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre] AO N° _____ du _____ : [insérer les références de l'Appel d'Offres] Variante N°. : [insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]

A: [insérer nom complet du Maître d'Ouvrage]

Je soussigné (nom et adresse complète du fabricant).....

Atteste que la société (nom et adresse complète) est habilitée à commercialiser nos produits (ou le cas échéant) dispose d'un agrément.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants pour les fournitures offertes.

Signature

date du

de

En
Jour

ENTETE DU SOUMISSIONNAIRE

Annexe n°8: Modèle d'attestation de visite de site

Je soussigné M. _____

Représentant l'Entreprise _____

Reconnais avoir visité ce jour le _____ du mois de _____ de l'année _____

En compagnie de M. _____

Agissant en lieu et place de l'utilisateur, le site du Projet de

Pour lequel mon entreprise veut soumissionner.

M'étant rendu sur les lieux, les observations suivantes ont été relevées :

.....
.....
.....
.....
.....

N.B : le prestataire doit soumettre pour chaque site de projet une déclaration de visite de site.

Fait à, le

Le soumissionnaire
(Nom, prénom, signature et cachet)



CAMEROON HOTELS CORPORATION SA

Boulevard du 20 mai

AU CAPITAL DE 22 308 580 000 DE FCFA

B.P. 11110, SIEGE SOCIAL YAOUNDE – CAMEROON

R.C YAOUNDE K 80 N° STATISTIQUE : 1928 801 C

NUI : M068900000112E

Adresse Email : info@chc-sa.net, TEL : +237 681 79 81 06

Annexe n°9

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____/AONO/CHC/HILTON/CIPM/2025 DU _____ POUR
POUR L'ACQUISITION ET LE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR AU
HILTON HOTEL DE YAOUNDE, EN PROCEDURE D'URGENCE

DECLARATION DE NON ABANDON ET **DE NON DEFAILLANCE**

L'An deux mil vingt cinq et le _____ du mois
_____,

Je soussigné,

Directeur Général de la Cameroon Hotels Corporation (CHC) S.A,

Atteste que l'entreprise _____, représentée par

n'a pas fait l'objet d'une procédure de résiliation pour cause de défaillance
dans l'exécution d'un marché antérieur avec la CHC S.A. au cours des cinq (05)
dernières années ;

En foi de quoi la présente déclaration est délivrée les jours, mois et an ci-dessus
pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé, le _____



Annexe n°10

ATTESTATION DE RESPECT DES DELAIS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____/AONO/CHC/HILTON/CIPM/2025 DU _____ POUR
POUR L'ACQUISITION ET LE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR AU
HILTON HOTEL DE YAOUNDE, EN PROCEDURE D'URGENCE**

L'An deux mil vingt cinq et le _____ du mois _____,

Je soussigné,

Directeur Général p.i de la Cameroon Hotels Corporation (CHC) S.A,

Atteste que l'entreprise _____, représentée par

**n'accuse pas de retard non justifié avec dépassement de délai au cours de
l'exécution d'un Marché non encore réceptionné à la CHC S.A.**

En foi de quoi la présente déclaration est délivrée les jours, mois et an ci-dessus
pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé, le _____

ENTETE DU SOUMISSIONNAIRE

Annexe n°11: Cadre du planning de livraison

Note sur la présentation des plannings

Les quantités, les rendements journaliers, la durée d'exécution des prestations et les ralentissements voire, les interruptions, devront ressortir clairement des plannings.

Le planning financier qui découle du planning des prestations devra indiquer mois par mois, les et montants prévisionnels des décomptes de prestations par poste et cumulés, en tenant compte de l'incidence des saisons de pluies, pour la solution de base et éventuellement la solution variante.

A. Préciser la nature de l'activité

	<i>[Mois ou semaines à compter du début de la mission]</i>											
Activité (tâche)												

Annexe 12 : MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL SPECIALISE PROPOSE

Poste :

..

..... Nom du

Candidat :

..... Nom de

l'employé :

..... Profession : ..

.....

..... Diplômes :

.....

.....

Date de naissance :

.....

Nombre d'années d'emploi par le Candidat:..... Nationalité :

..... Affiliation à des

associations/groupements professionnels :

.....

.....

.....

.....

Attributions spécifiques :

.....

.....

.....

Principales qualifications :

[En une demi-page environ, donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer le niveau des responsabilités exercées par lui/elle lors de missions antérieures, en en précisant la date et le lieu.]

.....

.....

Formation :

[En un quart de page environ, résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus.]

Pièces Annexes :

- Copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé et éventuellement une attestation de l'ordre du corps de métier
- Attestation de disponibilité

.....
.....

Expérience professionnelle :

[En deux pages environ, dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieu de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et, le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références.]

.....
.....

Connaissances informatiques :

[Indiquer, le niveau de connaissance]

.....
.....

Langues :

[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent, en ce qui concerne la langue lue/écrite/ parlée.]

.....
.....

Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

.....
..... Date :

[Signature de l'employé et du représentant habilité du consultant] Jour/mois/année

Nom de l'employé :
.....

Nom du représentant habilité :
.....

Annexe n°13 : Modèle de lettre de soumission de la proposition technique

[Lieu, date]

À : *[Nom et adresse du maître d'ouvrage]*

Madame/Monsieur,

Nous, soussignés, [titre à préciser], avons l'honneur, conformément à votre DAO N°du.....relatif à ,
de vous soumettre ci-joint, notre proposition technique pour la fourniture objet dudit DAO.
Au cas où cette proposition retiendrait votre attention, nous sommes entièrement disposés, sur la base du personnel proposé à entamer des négociations pour la meilleure conduite du projet.
Aussi, prenons-nous un ferme engagement pour le respect scrupuleux du contenu de ladite proposition technique, sous réserve des modifications éventuelles qui résulteraient des négociations du contrat.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur... , l'expression de notre parfaite considération./-

Signature du représentant habilité : Nom et titre du signataire :
Nom du Candidat : Adresse :

ANNEXE N° 14 : . REFERENCES DU CANDIDAT

Services rendus pendant les [indiquer le nombre de 1 à 5] dernières années qui illustrent le mieux vos qualifications

À l'aide du formulaire ci-dessous, indiquez les renseignements demandés pour chaque mission pertinente que votre société/organisme a obtenue par contrat, soit en tant que seule société, soit comme l'un des principaux partenaires d'un groupement.

Nom de la Mission :	
	Personnel spécialisé fourni par votre société/organisme (profils) :
Nom du Client:	Nombre d'employés ayant participé à la Mission :
Adresse :	Nombre de mois de travail ; durée de la Mission :
Date de démarrage :	Valeur approximative des services
Date d'achèvement :	
Nom des prestataires associés/partenaires éventuels :	Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les prestataires associés :
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :	
Descriptif du projet :	
Description des services effectivement rendus par votre personnel :	

Nom du candidat :

Pièce N° 11 :

La Charte d'Intégrité

CHARTRE D'INTEGRITE

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : _____.

LE « SOUMISSIONNAIRE »

A

MONSIEUR LE « MAITRE D'OUVRAGE »

1. Nous reconnaissons et attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :

1.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, judiciaire, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultat d'une procédure de même nature ;

1.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée pour délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre ;

1.3) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre ;

1.4) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement des impôts selon les dispositions légales ;

1.5) figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies et tout autre Partenaire Technique et Financier, dans

le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre ;

1.6) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché ou de l'accord-cadre.

2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

2.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlées par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargé des marchés publics et résolu sa satisfaction ;

2.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre de services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargé des marchés publics et résolu à sa satisfaction ;

2.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

2.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

2.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures ou d'un accord-cadre :

i) avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plan, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considérée ;

ii) être nous-mêmes ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision où le contrôle des prestations dans le cadre du Marché ou de l'accord-cadre.

3. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.

4. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'Autorité chargée des Marchés Publics, tout changement de situation au regard des points 1 à 3 qui précèdent.

5. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché ou de l'accord-cadre :

5.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manoeuvres déloyales (actions ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

5.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manoeuvres déloyales (actions ou omission) contraires à nos

obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

5.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

5.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de violation de ses obligations légales contractuelles ou professionnelles.

5.5) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché ou de l'accord-cadre au détriment du Maître d'Ouvrage et notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant

pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou de libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

6. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché ou de l'accord-cadre et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP.

Signature :

Nom : _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de :

En date du _____

Pièce N° 12 :

**ENGAGEMENT SOCIAL
ET
ENVIRONNEMENTAL**

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : _____

**LE « SOUMISSIONNAIRE »
A MONSIEUR LE « Maître d'Ouvrage »**

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

- 1) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par les membres de notre groupement, l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement en cohérence avec les lois et règlement applicables au Cameroun.
- 2) En outre, nous nous engageons également à mettre en oeuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.
- 3) Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché

et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP.

Signature :

Nom : _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de :

En date du _____

Pièce N° 13 :

**Justificatifs des études
préalables**



**ETUDES PREALABLES
PROJET D'ACQUISITION ET DE REMPLACEMENT
DE L'AUTOCOMMUTATEUR A L'HÔTEL HILTON
YAOUNDÉ, BOULEVARD DU 20 MAI**

SOMMAIRE

<u>ETUDE PREALABLE</u>	182
<u>1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION</u>	182
<u>2. OBJECTIF</u>	182
<u>3. CONSISTANCE</u>	182
<u>4. METHODOLOGIE</u>	183
<u>5. FORMATION</u>	183
<u>6. PROFIL DU PRESTATAIRE</u>	190
<u>7. DELAI D'EXECUTION</u>	191
<u>8. LIEU D'EXECUTION</u>	191
<u>9. DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF</u>	191

ETUDE PREALABLE

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'Hôtel Hilton de Yaoundé est doté actuellement d'une centrale téléphonique de type Alcatel 4400 matériel Crystal ACT 28x2 installé dans les années 2000. Cet équipement vieux de plus de 20 ans a subi des évolutions ou migrations successives jusqu'en 2016 où la dernière migration a eu lieu ; l'équipement est devenu obsolète et présente désormais un risque. Les cartes de type (Z, UA) ainsi que la version logicielle ne sont plus fabriqués et supportés par le constructeur depuis plusieurs années déjà. Le coût de maintenance est devenu élevé. De plus, le cycle de vie d'un autocommutateur est de 10 ans, une raison importante qui justifie son remplacement.

L'hôtel Hilton de Yaoundé désire faire évoluer son infrastructure téléphonique pour assurer un meilleur service à ses clients, son personnel et au grand public. De plus, la nouvelle infrastructure devra être facilement exploitable ; Cette nouvelle infrastructure s'appuiera sur l'évolution des technologies du moment afin d'offrir un meilleur niveau de qualité de service et une maîtrise des coûts liés aux consommations téléphoniques, la disponibilité et la productivité.

OBJECTIF

L'objectif de la présente étude est de définir les prestations à réaliser dans le cadre de l'acquisition et du remplacement de l'autocommutateur et répartiteur du HILTON hôtel de Yaoundé. Doter d'un PABX de technologies récentes, d'un environnement de télécommunications à plateforme évolutive , notamment un répartiteur de technologie récente RJ45. L'objectif sera également de sélectionner une entreprise techniquement capable de répondre efficacement aux attentes du Maître d'Ouvrage, disposant d'une bonne réputation et justifiant d'une expérience professionnelle avérée en la matière.

CONSISTANCE

Les prestations attendues comprennent :

- La livraison de fournitures et matériel selon le CST;
- L'installation de chantier ;
- Les opérations de déploiement et de mise en œuvre ;
- Les opérations de fonctionnement et mise en service des systèmes requis par le CST ;
- La formation du personnel ;
- La production de l'ensemble des livrables et de la documentation attendue.

METHODOLOGIE

Le Prestataire proposera au Maître d'Ouvrage une méthodologie de travail et un calendrier d'intervention qui devra être en adéquation avec son cahier des charges. Il est à noter que le projet et le planning d'exécution des travaux devront être validés avant le début effectif des opérations de déploiement et de mise en œuvre des prestations.

FORMATION

La formation devra se faire selon les critères suivants :

N°	Profil bénéficiaire	Profil Formateur	Contenu de la formation	Site de la formation	Durée
1	Standardiste et utilisateurs	Formateur certifié fabricant ou distributeur niveau utilisateur	<p>PRESENTATION</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Présentation générale du poste opérateur<input type="checkbox"/> Mise en et hors service du poste opérateur<input type="checkbox"/> Présentation des touches de fonctions, des touches audios, des touches de traitements d'appels<input type="checkbox"/> Présentation de l'écran de base<input type="checkbox"/> Mode de fonctionnement, touche de commutation <p>TRAITEMENT DES APPELS</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Appel d'un usager intérieur libre	Hilton Yaounde	5 Jours

			<input type="checkbox"/> Appel d'un usager intérieur non libre <input type="checkbox"/> Appel simple d'un extérieur <input type="checkbox"/> Réponse à un appel intérieur <input type="checkbox"/> Réponse à un appel extérieur <input type="checkbox"/> Acheminement d'un appel FONCTIONS DE "CONFORT" <input type="checkbox"/> Fonction mains-libres ou haut parleur <input type="checkbox"/> Coupure micro <input type="checkbox"/> Renvoi de nuit <input type="checkbox"/> Renvoi entre opératrices <input type="checkbox"/> Enregistrer et recomposer un numéro <input type="checkbox"/> Chaînage <input type="checkbox"/> Sur numérotation <input type="checkbox"/> Contrôler la libération d'un poste <input type="checkbox"/> Procédure de connexions <input type="checkbox"/> Demande de taxe <input type="checkbox"/> Choix de la langue		
--	--	--	---	--	--

			<input type="checkbox"/> Programmer et annuler un rendez-vous ANNUAIRE INTEGRE <input type="checkbox"/> Recherche alphanumérique d'un nom et appel MESSAGERIE ECRITE <input type="checkbox"/> Envoi de messages préenregistrés vers un autre poste numérique <input type="checkbox"/> Envoi de messages personnalisés vers un autre poste numérique <input type="checkbox"/> Lecture de messages reçus		
2	Deux (02) Techniciens de maintenance Niveau 1	Formateur certifié fabricant ou distributeur niveau technicien de Maintenance	PRESENTATION <input type="checkbox"/> Présentation générale du poste opérateur <input type="checkbox"/> Mise en et hors service du poste opérateur <input type="checkbox"/> Présentation des touches de fonctions, des touches audios, des touches de traitements d'appels <input type="checkbox"/> Présentation de l'écran de base <input type="checkbox"/> Mode de fonctionnement, touche de commutation	Hilton Yaounde	5 jours

			<p>TRAITEMENT DES APPELS</p> <p><input type="checkbox"/> Appel d'un usager intérieur libre</p> <p><input type="checkbox"/> Appel d'un usager intérieur non libre</p> <p><input type="checkbox"/> Appel simple d'un extérieur</p> <p><input type="checkbox"/> Réponse à un appel intérieur</p> <p><input type="checkbox"/> Réponse à un appel extérieur</p> <p><input type="checkbox"/> Acheminement d'un appel</p> <p>FONCTIONS DE « CONFORT »</p> <p><input type="checkbox"/> Fonction mains-libres ou haut parleur</p> <p><input type="checkbox"/> Coupure micro</p> <p><input type="checkbox"/> Renvoi de nuit</p> <p><input type="checkbox"/> Renvoi entre opératrices</p> <p><input type="checkbox"/> Enregistrer et recomposer un numéro</p> <p><input type="checkbox"/> Chaînage</p> <p><input type="checkbox"/> Sur numérotation</p> <p><input type="checkbox"/> Contrôler la libération d'un poste</p>		
--	--	--	---	--	--

			<input type="checkbox"/> Procédure de connexions <input type="checkbox"/> Demande de taxe <input type="checkbox"/> Choix de la langue <input type="checkbox"/> Programmer et annuler un rendez-vous ANNUAIRE INTEGRE <input type="checkbox"/> Recherche alphanumérique d'un nom et appel MESSAGERIE ECRITE <input type="checkbox"/> Envoi de messages préenregistrés vers un autre poste numérique <input type="checkbox"/> Envoi de messages personnalisés vers un autre poste numérique <input type="checkbox"/> Lecture de messages reçus PROGRAMMATION / PERSONNALISATION <input type="checkbox"/> Programmer le champ des icônes de supervision et les touches programmables <input type="checkbox"/> Programmer votre répertoire personnel <input type="checkbox"/> Choix de la mélodie d'appel		
--	--	--	--	--	--

			<input type="checkbox"/> Choix du niveau de la mélodie <input type="checkbox"/> Programmer la date et l'heure du système		
3	Ingénieur administrateur	Formateur certifié fabricant ou distributeur niveau Administrateur	1 - ARCHITECTURE GENERALE - Architecture ACT et Média Gateway - Possibilités de configurations - Les modularités, les duplications de CPU, les adressages IP - Les châssis, les armoires et alvéoles - Fonctions des différents coupleurs ACT et Média Gateway - Fonctions des différentes cartes informatiques ACT et Média Gateway - Les différents terminaux téléphoniques numériques, IP, DECT, informatiques - Dialogue PC - Les outils de gestion, de taxation et les fonctions annuaire 2 - INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU SYSTEME - Conditions d'installation et énergie - Raccordement, distribution - Raccordement ETHERNET, adressage IP	Hilton Yaoundé/chez le fabricant	10 jours

			<p>3 - PRINCIPES DE GESTION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclaration des alvéoles, des coupleurs et des postes - Conception des différentes catégories - Création des plans de numérotation - Faisceaux, joncteurs analogiques, T0, T2, plan de numérotation SDA - Discrimination - Interfaces particulières (RNIS, V24, Z derrière UA, postes DECT, postes IP) - Numérotation abrégée par tranches et directe - Postes opérateurs et différents types de groupements, distribution d'appels - Gestion des entités et des identifiants RNIS - Ensemble secrétariat, groupes de filtrage, fonction multiligne, programmation des postes - Les interfaces vers le réseau VSAT - La messagerie vocale - Les mises en réseau de commutateurs - Les tonalités et temporisations système - Musique de patience et guide vocaux <p>4 - TAXATION INTERNE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de taxation 		
--	--	--	---	--	--

			- Gestion et mise en service 5 - MAINTENANCE - Les programmes de maintenance - Procédure de sauvegarde et de restauration automatique et manuelle des données - Duplication de l'unité de commande CPU		
--	--	--	---	--	--

Le prestataire devra garantir une capacité du fabricant à mettre à niveau après 5 ans les formations dispensées sur site et chez le fabricant.

Le prestataire doit également disposer des moyens suffisants pour la gestion du SAV , après une garantie fonctionnelle de 12 mois de l'installation.

PROFIL DU PRESTATAIRE

Le prestataire devra :

- Justifier d'une connaissance en matière d'équipement de communication **d'entreprise** notamment l'installation et la mise en service des PABX ;
- Disposer d'une équipe de techniciens composées d'un personnel clé justifiant d'une expérience professionnelle avérée d'au moins dix (10) ans dans l'installation, la mise en service et la formation à l'utilisation des PABX.

EQUIPE PROJET

Afin de mener à bien cette mission, l'équipe du consultant devra être composée du personnel clé ci-après :

- Un Conducteur des travaux (Bac +5 en Télécommunications, en électronique ou équivalent) ; Minimum 10 ans d'expérience ;
- Un Chef de chantier (Bac +5 en Génie industriel ou équivalent) ;10 ans d'expérience

En plus de cette équipe d'intervention constituée du personnel clé, le consultant devra se faire assister par un personnel d'appui.

DELAI D'EXECUTION

La durée de la prestation est de neuf (09) mois.

LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution est le Hilton hôtel, sis au Boulevard du 20 mai à Yaoundé.

CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

Références	Désignations	Qté	Prix Unitaire Fcfa HT	Prix Total Fcfa HT
ALT3BA27275AB	Carte fille pour 30 canaux de compression additionnels ou modèle équivalent	3		
ALT3EH77005AC	Carte d'équipements Reflexes - 8 à 10 équipements UA ou modèle équivalent	1		
ALT3EH77031AE	Carte d'accès réseau analogique pour 8 à 10 réseaux	6		
ALT3EH77034AB	Carte fille pour gestion locale des signaux CLI ou «équivalent	6		
ALT3EH77037AA	Carte accès au réseau public RNIS - 1 accès primaire T2	1		
ALT3EH77050AB	Carte d'interface UAI16-1 : 16 interfaces numériques ou modèle équivalent	9		
ALT3EH77092AB	Carte d'équipements postes analogiques : 16 équipements analogiques	35		
ALT3EH77092AC	Carte d'équipements postes analogiques : 8 équipements analogiques	1		
ALT3BA02014AV	Server Media IP rackable 48VDC. Doté d'une CPU CS-3 Com Server. avec S-DRAW et disk drive - Pack de base intégré ou équivalent	1		

ALT3BA26274AB	Alimentation 110 V / 500 W - 230 V / 1000 W pour le PABX compatible au modèle proposé	4		
ALT3EH76156AA	Batterie 7AH/12V ou équivalente au modèle de PABX proposé	24		
ALT3EH76190AA	Rack chargeur avec 2 emplacements pour redondance	4		
ALT3EH77312AA	Caches slots (x1) ou équivalent	12		
ALT3EU27009AA	Acces IP jusqu'à 4 x V24 (Alimentation 230V)	1		
ALT3BA01025AV	IP Media Gateway (GD4/2xMR3 150W). avec alimentation 48VDC ou modèle équivalent	1		
ALT3BA01027AV	IP Media Gateway GD4/3xMR3 150W). avec alimentation 48VDC ou équivalent	1		
ALT3BA02007AV	Matériel commun de base pour le PABX. Disposant d'une Carte CPU CS-3. carte GD4 trois rack module3 150W. 48VDC - Pack de base intégré ou équivalent	1		
ALT3BA09092JC	Licence CLIP sur interface Z - 1 user ou équivalent	10		
ALT3BA09506AA	Licence logicielle opératrice automatique plus de 6 guides vocaux ou équivalent	1		
ALT3BA09591AA	Licence logicielle pour lien (2 ports) en protocole VPS ou équivalent	4		
ALT3BA09844JA	Services hôteliers - Licence logicielle - 1 utilisateur	300		
ALT3BA09918JA	Logiciel d'exploitation pack complet - Licence de base	1		
ALT3BA09919JA	Logiciel d'exploitation pack complet - Licence utilisateur	708		
ALT3BA09559AA	Licence logicielle lien réseau SIP	20		
ALT3BA09845JA	Licence Premium analogique - 1 utilisateur	563		
ALT3BA09848JA	Licence Premium pour mobile DECT -1 utilisateur	30		
ALT3BA09911JA	Licence pour service haute disponibilité - Licence de base	1		
ALT3BA09912JA	Licence pour service haute disponibilité - 1 licence utilisateur Business ou équivalent	688		
ALT3BN07004AA	Combiné DECT - Comprend batterie. chargeur de bureau et	10		

	alimentation Europe 3BN67335AA ou modèle équivalent			
ALT3ML37030AA	Poste téléphonique pour operateur 1 port hybride Digital-IP. double pile NOE-SIP écran couleur 3.5 pouces 320x240. audio HD. 1 USB-A. 1 USB-C ou modèle équivalent	2		
ALT3BN77020DA	Borne pour DECT : IBS Outdoor Base station. fourni avec antennes externes. borne radio ou modèle équivalent	5		
ALT3BA09329JA	Licence pour exploitation étendue des Postes operateur	2		
ALT3EY10002SA	SPS pour une année pour le PABX	1		
ALT3EY14001SA	SPS pour une année pour poste operateur	1		
	Accessoires de pose de l'Autocommutateur	1		
	Accessoires de raccordement de l'Autocommutateur	1		
	Démantelement installation existante	1		
	Installation et mise en service Autocommutateur	1		
	Formation Standardiste et utilisateurs 3 jours	1		
	Formation Technicien de maintenance Niveau 1 4 jours	1		
	Formation Ingénieur d'administrateur 5 jours	1		
Montant Total (1) Fcfa HT				

	baie de brassage 42U 800x800	2		
	Bandeau 50 ports équipés Cat3	17		
	Passe fils	17		
	Guide cordons/câble	10		
	Cordon de brassage 5 m	700		
	Boite de raccordement 100 paires équipé	1		

	Protections parafoudre pour ligne réseau	50		
	Fabrication et pose d'un plancher de 3m x 1,2m avec hauteur de 20cm	1		
	Accessoires de pose du Répartiteur Général	1		
	Accessoires de raccordement du Répartiteur General	1		
	Installation et mise en service répartiteur General	1		
	Formation Technicien de maintenance Niveau 1 2 jours	1		
Montant Total (2) Fcfa HT				
Montant Total (1+2) Fcfa HT				
T.V.A.(19,25%)				
Montant Total Fcfa TTC				

Fait à Yaoundé, le _____

POUR LE HILTON HOTEL DE YAOUNDE	POUR LA CHC SA

Pièce N° 14 :

**Liste des établissements
bancaires et organismes
financiers autorisés à
émettre des cautions dans
le cadre des marchés
publics**

I) BANQUES

1)	Access Bank Cameroon, BP: 6000 Yaoundé
2)	Afriland First Bank (AFB), B.P: 11 834 Yaoundé
3)	Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE) Yaoundé
4)	Banque Atlantique du Cameroun (BACM), B.P : 2933 Douala
5)	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BP-PME), BP :12962, Douala
6)	Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK), B.P: 11 834 Yaoundé
7)	Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC), B.P : 1925 Douala
8)	Citibank Cameroun (CITIGROUP), B.P: 4571 Yaoundé
9)	Commercial Bank-Cameroun (CBC), B.P: 4004 Douala
10)	Credit Communautaire d'Afrique - Bank (CCA-BANK), BP: 30388 Yaoundé
11)	Ecobank Cameroun (ECOBANK), B.P: 582 Douala
12)	La Régionale Banque, BP 30145 Yaoundé
13)	National Financial Credit Bank (NFC BANK), B.P: 6578 Yaoundé
14)	Société Commerciale de Banques-Cameroun (SCB-CAMEROUN), B.P : 300 Douala
15)	Société Générale Cameroun (SGC), B.P : 4042 Douala
16)	Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC), B.P: 1784 Douala
17)	Union Bank of Cameroon PLC (UBC), B.P: 15 569 Douala
18)	United Bank for Africa (UBA), B.P: 2088 Douala

II) COMPAGNIES D'ASSURANCE

1)	Activa Assurances, B.P : 12 970 Douala
2)	Aréa Assurances S.A, B.P : 15584 Douala
3)	Atlantique Assurance CAMEROUN IARDT, B.P : 3073 Douala
4)	Chanas Assurances SA, B.P : 109 Douala
5)	CPA S.A, B.P: 54 Douala
6)	NSIA Assurances S.A, B.P : 2759 Douala
7)	PRO ASSUR SA, BP : 5963 Douala
8)	Prudential Beneficial General Insurance, B.P: 2328 Douala
9)	ROYAL ONYX INSURANCE Cie, BP: 12230 Douala
10)	SAAR S.A, B.P: 1011 Douala
11)	SANLAM Assurances Cameroun, BP: 12125 Douala
12)	Zenith Insurance, BP: 1540 Douala